IFC

ВОЗДЕЙСТВИЕ
ИННОВАЦИИ
ВЛИЯНИЕ
ДЕМОНСТРАЦИЯ
IMPACTO
INNOVACIÓN
INFLUENCIA
DEMOSTRACIÓN
الأثر الإيجابي
الابتكار
التأثير
الإيضاح والبرهان
IMPACT
INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION
效益
创新
影响
示范
IMPACT
INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION
インパクト
イノベーション
影響力
デモンストレーション
IMPACTO
INOVAÇÃO
INFLUÊNCIA
DEMONSTRAÇÃO
ВОЗДЕЙСТВИЕ
ИННОВАЦИИ
ВЛИЯНИЕ
ДЕМОНСТРАЦИЯ
IMPACTO
INNOVACIÓN
INFLUENCIA
DEMOSTRACIÓN
الأثر الإيجابي
الابتكار
التأثير
الإيضاح والبرهان
IMPACT
INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION
效益
创新
影响
示范

INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION

インパクト
イノベーション
影響力
デモンストレーション
IMPACTO
INOVAÇÃO
INFLUÊNCIA
DEMONSTRAÇÃO
ВОЗДЕЙСТВИЕ
ИННОВАЦИИ
ВЛИЯНИЕ
ДЕМОНСТРАЦИЯ
IMPACTO
INNOVACIÓN
INFLUENCIA
DEMOSTRACIÓN
الأثر الإيجابي
الابتكار
التأثير
الإيضاح والبرهان
IMPACT
INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION
效益
创新
影响
示范
IMPACT
INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION
インパクト
イノベーション
影響力
デモンストレーション
IMPACTO
INOVAÇÃO
INFLUÊNCIA
DEMONSTRAÇÃO
ВОЗДЕЙСТВИЕ
ИННОВАЦИИ
ВЛИЯНИЕ
ДЕМОНСТРАЦИЯ
IMPACTO
INNOVACIÓN
INFLUENCIA
DEMOSTRACIÓN
الأثر الإيجابي
الابتكار
التأثير
الإيضاح والبرهان
IMPACT
INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION
效益
创新
影响
示范
IMPACT
INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION
インパクト
イノベーション
影響力
デモンストレーション
IMPACTO
INOVAÇÃO
INFLUÊNCIA
DEMONSTRAÇÃO

IMPACT

RAPPORT ANNUEL 2012

IMPACT

2-5
Perspective de la direction

6-23
IFC œuvre depuis près de soixante ans à créer des opportunités pour les pauvres – un bilan marqué par l'innovation et la croissance qui s'est traduit par un impact significatif.

24-31
RÉSULTATS D'IFC AU PLAN MONDIAL
25 IFC : principales données financières
25 IFC : principales données opérationnelles
26 Résultats d'IFC au plan mondial
30 L'équipe de direction d'IFC

32-65
LE TRAVAIL D'IFC
32 Le principal organisme de développement du secteur privé
40 Les priorités d'IFC
50 Marchés pionniers
58 Mobiliser pour optimiser l'impact

CONTENU Ce rapport présente une synthèse du rôle d'innovation et de mobilisation joué par IFC dans le secteur privé. Il expose tout d'abord la stratégie et le rôle d'IFC (Le principal organisme de développement du secteur privé, pages 32-39), avant de détailler ce qu'elle fait (Les priorités d'IFC, pages 40-49), où (Marchés pionniers, pages 50-57), et de quelle manière (Mobiliser pour optimiser l'impact, pages 58-65). La stratégie d'IFC vise à produire un impact, et plus précisément les résultats qui sont les plus importants pour nous : des opportunités créées, des conditions de vie améliorées.

IFC
Société Financière Internationale
Groupe de la Banque mondiale

2121 PENNSYLVANIA AVENUE, NW
WASHINGTON, DC 20433
ÉTATS-UNIS
202 473 3800

WWW.IFC.ORG

IFC EN BREF

Membre du Groupe de la Banque mondiale, IFC est la plus importante institution mondiale d'aide au développement dont les activités concernent exclusivement le secteur privé.

Elle aide les pays en développement à parvenir à une croissance durable en finançant des investissements dans le cadre du secteur privé, en mobilisant des capitaux sur les marchés financiers internationaux et en fournissant des services-conseil aux entreprises et aux pouvoirs publics. La Société joue un rôle de catalyseur en montrant qu'il peut être rentable d'investir dans les pays émergents.

Le capital d'IFC, créée en 1956, est détenu par 184 pays membres qui définissent ensemble la politique de la Société. L'action qu'elle mène dans une centaine de pays permet aux entreprises et institutions financières des pays émergents de créer des emplois, de produire des recettes fiscales, de renforcer le gouvernement d'entreprise, d'améliorer les résultats au plan environnemental et de contribuer au bien-être de leurs communautés.

La vision d'IFC est celle d'un monde dans lequel les êtres humains ont la possibilité d'échapper à la pauvreté et d'améliorer leurs conditions de vie.

MESSAGE DE ROBERT B. ZOELLICK, PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE, 2007-2012

Les cinq dernières années ont été une période de test pour le Groupe de la Banque mondiale et notre capacité à répondre aux besoins de nos clients. Les pays développés et en développement ont été frappés par une triple crise : alimentaire, énergétique et financière.

Ils ont dû faire face à la famine, à la pauvreté, au chômage et à l'endettement — une crise économique, sociale et humaine ayant des incidences politiques. Dans ce contexte difficile, le Groupe de la Banque mondiale s'est porté au secours de ses clients en faisant preuve de flexibilité, de rapidité, d'innovation et d'une attention constante aux résultats. Aiguillonnés par ce défi, nous sommes allés à la rencontre des opportunités et des signes d'espoir.

Les actionnaires du Groupe de la Banque mondiale ont soutenu nos priorités et nos activités par des moyens financiers exceptionnels. En 2007 et 2010, deux reconstitutions de la Caisse de l'IDA d'un niveau record ont permis d'engranger plus de 90 milliards de dollars. En 2010, les actionnaires ont appuyé la première augmentation de capital de la BIRD en plus de 20 ans. Aujourd'hui, la Banque est forte de solides ressources financières et bénéficie d'une note triple A.

Nous avons modernisé le multilatéralisme pour une économie mondiale éclatée en plusieurs pôles de croissance, et démocratisé le développement par une plus grande ouverture et des mécanismes de responsabilisation accrus, échangeant savoirs et informations. Nous mettons en place les conditions nécessaires pour développer la responsabilité sociale, lutter contre la corruption et instaurer une meilleure gouvernance. Nous avons continué de concentrer nos efforts sur les pauvres dans toutes les régions, et plus spécialement en Afrique, en soulignant l'importance d'avoir des dispositifs de protection qui protègent les plus vulnérables sans grever les finances publiques. En même temps, nous avons adapté de nouveaux produits pour les pays à revenu intermédiaire qui représentent des moteurs de croissance de plus en plus importants. Nous avons travaillé sur la problématique hommes-femmes, la sécurité alimentaire, le changement climatique et la biodiversité, les investissements dans les infrastructures, la prévention des catastrophes, l'innovation financière et l'inclusion.

Le Groupe de la Banque mondiale a mis particulièrement l'accent sur le rôle central du secteur privé dans le développement. Nous nous attachons à instaurer un environnement propice à l'investissement et aux activités du secteur privé, en développant les financements aux PME et la microfinance, en appuyant le financement du commerce, en attirant l'attention sur les avantages des partenariats public-privé, et en encourageant les investissements dans les pays qui en ont le plus besoin, surtout les États fragiles ou touchés par un conflit.

IFC est au cœur de ces efforts. En aidant à bâtir des secteurs privés productifs, la Société stimule la croissance, crée des emplois et résout des problèmes dans les pays pauvres et les pays à revenu intermédiaire. IFC aide les entrepreneurs à réaliser leurs rêves tout en enrichissant leurs communautés. Par son travail, elle rend les entreprises et les pays plus résistants aux crises, les armant contre les difficultés menaçant le plus le développement, qu'il s'agisse du changement climatique, de la sécurité alimentaire, ou encore de la création de richesses et de revenus.

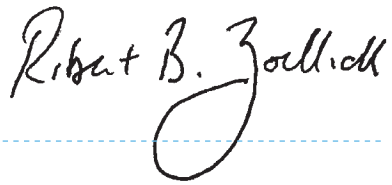
Durant l'exercice 12, IFC a fourni plus de 20 milliards de dollars de financements, dont près de 5 milliards de dollars mobilisés auprès de partenaires. Sous l'impulsion de Lars Thunell, la Société a fait des pays et des régions les plus pauvres le point de mire de sa stratégie. Près de la moitié des nouveaux projets de l'exercice ont concerné des pays IDA, où IFC peut faire le plus de différence. Pendant l'exercice 12, elle a investi plus de 6 milliards de dollars dans 283 projets répartis dans 58 pays IDA.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une région en plein bouleversement, IFC s'emploie à développer l'accès des petites entreprises à des financements, à s'assurer que les jeunes puissent acquérir des qualifications professionnelles en phase avec les besoins du marché, et à financer des infrastructures trop longtemps négligées. Depuis le début du processus de transformation des pays arabes en 2011, IFC a investi plus de 2 milliards de dollars dans la région.

La Société a également intensifié ses activités dans les financements à court terme, indispensables pour faciliter les échanges commerciaux internationaux et maintenir les produits de base à des prix abordables. C'est un moyen pour nous de stimuler le développement et les marchés ouverts avec un niveau de risque limité.

IFC Asset Management Company est la preuve qu'une idée innovante peut rapidement générer des effets positifs dans les économies en développement. AMC crée de nouveaux circuits de mobilisation de capitaux : elle détient actuellement 4,5 milliards de dollars sous gestion, dont près de 3 milliards de dollars proviennent d'investisseurs extérieurs qui s'étaient peu aventurés jusqu'alors sur les marchés émergents.

Lars Thunell arrive lui aussi au terme de son mandat de vice-président exécutif et directeur général d'IFC. Les succès enregistrés par IFC ces dernières années doivent beaucoup à sa clairvoyance, à son inventivité et à sa détermination à développer le secteur privé. Il a été un partenaire et un conseiller de grande valeur au sein de l'équipe de direction du Groupe de la Banque mondiale.



ROBERT B. ZOELLICK
Président du Groupe de la Banque mondiale
30 juin 2012

MESSAGE DE JIM YONG KIM, NOUVEAU PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

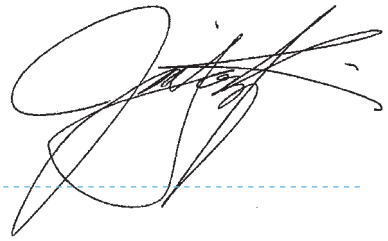
CONSTRUIRE LA PROSPÉRITÉ, ÉLIMINER LA PAUVRETÉ

J'ai le plaisir de remettre le Rapport annuel 2012 d'IFC. Il rend compte des réalisations et de l'efficacité de la Société en dépit d'un environnement économique mondial défavorable.

Il souligne également l'importance de collaborer au sein du Groupe de la Banque mondiale et de travailler avec des partenaires extérieurs pour tendre vers notre but commun : construire la prospérité et éliminer la pauvreté.

Aujourd'hui, le Groupe de la Banque mondiale a une occasion unique d'accélérer le progrès social et de parvenir plus vite à une croissance solidaire et durable. Nous continuons d'apporter notre concours à nos clients soumis à rude épreuve, en particulier en aidant les pays à déployer des dispositifs de protection sociale efficaces par rapport aux coûts. Mais nous sommes également bien placés pour les accompagner dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de développement à plus long terme grâce à nos prêts, nos connaissances, notre expérience et notre savoir-faire.

Je me réjouis de travailler avec le Conseil, nos partenaires et nos clients, ainsi qu'avec le personnel dévoué du Groupe de la Banque à Washington et aux quatre coins du monde. Notre mission reste plus importante que jamais : il s'agit d'aider les pays en développement à faire face aux problèmes immédiats qu'ils rencontrent, mais aussi édifier l'avenir en recherchant de nouvelles opportunités. C'est un honneur pour moi de participer à ce formidable chantier.



JIM YONG KIM
Président du Groupe de la Banque mondiale
1er juillet 2012

MESSAGE DE LARS H. THUNELL, VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF ET DIRECTEUR GÉNÉRAL D'IFC, 2006-2012

Le monde change, IFC s'adapte. Les pays en développement, qui pesaient peu autrefois dans l'économie planétaire, sont aujourd'hui des moteurs très importants de la croissance mondiale.

Ces pays voient grossir une nouvelle classe de consommateurs — mais abritent aussi plus d'un milliard de personnes ayant moins de 1,25 dollar par jour pour vivre. Les crises financières ont rendu plus aigu encore le besoin d'accélérer la création d'emplois. Avec l'essor des médias sociaux, les populations réclament davantage de transparence et de responsabilisation de la part des autorités gouvernementales et des institutions publiques.

LES NOUVEAUX ACTEURS DU MARCHÉ SONT EN TRAIN DE CHANGER LA FACE DU DÉVELOPPEMENT

Dans ce contexte, IFC a redéfini le financement du développement et ses propres modes de fonctionnement. Nous avons mis en place des manières nouvelles de mobiliser des fonds, et étendu nos actions dans les régions les plus pauvres et les plus fragiles du monde. Nous avons plus que doublé nos investissements en Afrique au cours des cinq dernières années et nous avons développé nos activités de participation en capital et de financement à court terme, procurant ainsi des liquidités indispensables aux échanges mondiaux et aux petites entreprises. Nous avons aidé à forger des partenariats mondiaux essentiels en faveur du développement, et été une force de proposition de premier plan sur les problèmes associés au développement du secteur privé.

À travers nos succès, les États et les différentes parties prenantes ont pris conscience du rôle vital que le secteur privé peut jouer dans le développement. Car pour que des entreprises et des emplois se créent dans les pays pauvres, pour que les recettes fiscales augmentent lorsque les États sortent de longues années de conflits, il faut un secteur privé qui fonctionne.

On sait que des centaines de millions de nouveaux emplois seront nécessaires pour réduire le chômage au cours de la décennie à venir, et que jusqu'à 300 milliards de dollars devront être investis chaque année pour atténuer le changement climatique et s'adapter à ses effets durant les 20 prochaines années. Ce ne sera pas possible sans le secteur privé. IFC est le plus important organisme de développement du secteur privé et, en tant que tel, son rôle est clair.

Les nouveaux acteurs du marché sont en train de changer la face du développement. Nous devons créer davantage d'opportunités grâce aux partenariats — en collaborant avec le G-20, avec des fondations, avec tout l'éventail des partenaires bailleurs de fonds, et avec nos collègues du Groupe de la Banque mondiale. C'est cette philosophie que l'on retrouve derrière notre travail sur l'accès aux financements et sur la finance inclusive aux côtés du G-20, derrière notre souci de développer les financements libellés dans les monnaies nationales, derrière notre partenariat Water Resources Group avec des entreprises privées dans le but d'augmenter les ressources en eau disponibles, et enfin derrière nos efforts auprès des entreprises et des organismes de développement pour les inciter à adopter nos normes environnementales et sociales.

Les récentes crises économiques et financières ont fait apparaître de nouveaux défis. Dans un climat d'incertitude, les banques deviennent souvent frileuses et réduisent les prêts dans

les secteurs traditionnellement considérés comme risqués, notamment sur les marchés émergents. Les effets peuvent être dévastateurs. C'est là que nous intervenons en trouvant et en mobilisant de nouvelles sources de capitaux, en étendant nos activités de financement à court terme, et en mettant plus particulièrement l'accent sur les opportunités offertes aux femmes — qui possèdent plus d'un tiers des petites entreprises dans les pays en développement.

Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à mettre 27 milliards de dollars de financements à la disposition des pays touchés par la crise de la zone euro. IFC contribue de manière essentielle à cet effort : nous avons lancé un ensemble d'initiatives originales afin d'accroître le volume de fonds disponibles et de soutenir les marchés vulnérables en Europe orientale et méridionale.

Nous avons créé IFC Asset Management Company en 2009 afin que les pays en développement puissent avoir une nouvelle source de capitaux propres à long terme. AMC tient déjà ses promesses : elle gérait 4,5 milliards de dollars à la fin de l'exercice 12. Nous veillons également à ce que les financements du commerce et des produits de base — sans lesquels les échanges internationaux seraient paralysés — ne disparaissent pas dans les pays en développement. Nous continuons d'investir toujours davantage dans le financement du commerce, ce qui nous permet d'accroître notre impact sur le développement sans prendre de risques importants.

Nous faisons aussi évoluer nos modes de travail au sein d'IFC dans une volonté de rapprocher des clients nos personnels et les instances de décision. Plus de la moitié de nos effectifs travaillent maintenant dans les bureaux implantés dans les pays en développement. Nous avons ouvert de nouvelles représentations dans de nombreux pays, ainsi qu'un centre des opérations à Istanbul pour accélérer le traitement de nos transactions. Ces changements nous permettent d'exploiter au mieux notre savoir mondial et le savoir-faire local. Nous mettons aussi plus que jamais l'accent sur les résultats, en introduisant les objectifs de développement d'IFC pour guider la stratégie et le processus décisionnel de la Société.

Je souhaite remercier ici toute l'équipe d'IFC pour avoir rendu mon mandat aussi riche, tant sur le plan personnel que professionnel. Son dévouement et sa détermination sans faille à créer des opportunités et à améliorer la vie des populations ont permis à IFC d'afficher un bilan remarquable.

Cela a été un grand honneur pour moi d'apporter ma pierre à cet édifice ces six dernières années. Le travail que nous accomplissons ici a un impact considérable : il fait une grande différence pour les pauvres et aide à mettre en place des secteurs privés solides là où ils n'existaient pas auparavant.

IFC A REDÉFINI LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET SES PROPRES MODES DE FONCTIONNEMENT

IFC, j'en suis convaincu, saura relever les défis auxquels le monde en développement est aujourd'hui confronté et faire preuve de réactivité et d'ingéniosité pour saisir les nouvelles opportunités permettant de concrétiser notre vision dans les années à venir.

LARS H. THUNELL
Vice-président exécutif
et directeur général d'IFC
30 juin 2012

COMMENT IFC MAXIMISE SON IMPACT DANS UN MONDE EN PLEINE MUTATION

Il y a cinq ans, IFC était avant tout un organisme de financement de projets, travaillant essentiellement depuis Washington.

Plus maintenant. La Société financière internationale a redéfini le financement du développement — en élaborant des services-conseil et des produits financiers novateurs, en mettant les clients au centre des projets et en maximisant l'impact produit. Aujourd'hui, IFC est le plus important organisme d'aide au développement du monde intervenant auprès du secteur privé, avec des bureaux dans près d'une centaine de pays.

Cette transformation a été possible grâce à une stratégie cohérente, exploitant tous les points forts d'IFC en tant que spécialiste du développement du secteur privé, et privilégiant les actions susceptibles de générer le plus d'effets bénéfiques.

CONSEIL
IMPACT
MARQUE
STRATÉGIE
CROISSANCE

Les ingrédients du succès d'IFC

RÉALISATIONS D'IFC SUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

IFC doit sa réussite à sa persévérance et à son inventivité. En suivant une stratégie constante, la Société a accumulé cinq années de succès en termes de croissance, d'innovation et d'impact accru sur le développement. IFC est à présent le plus important organisme mondial de développement du secteur privé.

11 CROISSANCE DES ACTIVITÉS	*12* PRIORITÉ AUX MARCHÉS PIONNIERS ET AUX PAYS IDA	*12* DAVANTAGE D'ACTIONS EN AFRIQUE	*15* SERVICES-CONSEIL	*16* FINANCEMENTS À COURT TERME
18 CRÉATION D'AMC	*20* UNE FORCE DE PROPOSITION ET UN PARTENAIRE DE PREMIER PLAN	*20* PLUS PRÈS DES CLIENTS	*23* RENFORCEMENT DE LA MARQUE IFC	*23* MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE

NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENT MULTIPLIÉ PAR 2

576

PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS D'INVESTISSEMENT MULTIPLIÉ PAR 2

PLUS DE 45 MILLIARDS DE DOLLARS

PRÈS DE LA MOITIÉ DES PROJETS D'INVESTISSEMENT D'IFC CONCERNENT DES PAYS IDA

283 PROJETS

Mohammed Nasim Ahmed a pu acheter un bus pour sa petite entreprise grâce à un financement de Magma Fincorp Private Limited, société cliente d'IFC en Inde

IMPACT / CROISSANCE

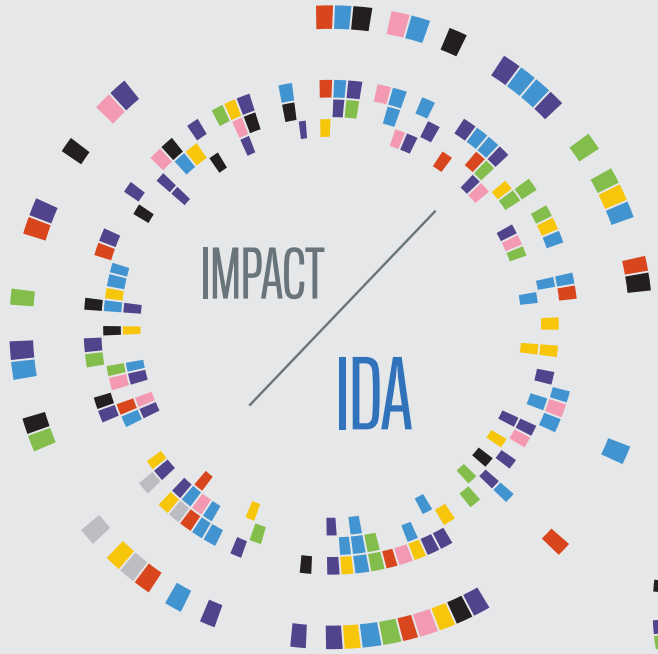
CROISSANCE DES ACTIVITÉS

IFC a multiplié par deux ses investissements dans des entreprises privées de pays en développement, soit plus de 20 milliards de dollars investis dans la capacité du secteur privé à créer des emplois, stimuler l'innovation et faire face aux problèmes de développement les plus urgents de la planète. La Société a lancé des initiatives originales pour atténuer les crises économiques, élargissant au passage son périmètre d'intervention : plus d'une centaine de pays concernés, contre 66.

PRIORITÉ AUX MARCHÉS PIONNIERS ET AUX PAYS IDA

IFC a recentré ses activités sur les pays les plus pauvres du monde, les situations fragiles et touchées par un conflit, et les régions pionnières des pays à revenu intermédiaire, touchant ainsi une population plus nombreuse dans des lieux plus variés qu'il y a six ans. Depuis l'exercice 05, les investissements de la Société dans les pays IDA ont été multipliés par six pour approcher les 6 milliards de dollars. Près de la moitié des projets d'investissement d'IFC profitent à présent aux pays les plus pauvres, tandis qu'environ les deux tiers des dépenses du programme de services-conseil vont à des pays IDA. IFC investit activement dans 19 États fragiles ou touchés par un conflit, et fournit des services-conseil dans 32 pays de cette catégorie.

LES CLIENTS D'IFC ONT FOURNI PLUS DE



DAVANTAGE D'ACTIONS EN AFRIQUE

Accélérer le développement en Afrique subsaharienne – où près d'une personne sur deux vit avec moins de 1,25 dollar par jour – constitue pour IFC une priorité. La Société a plus que doublé ses investissements dans la région sur les cinq dernières années, soit autour de 4 milliards de dollars en comptant les capitaux mobilisés auprès d'autres sources. L'Afrique subsaharienne représente chaque année environ un cinquième des investissements d'IFC dans le monde. Les clients d'IFC y ont fourni plus de 250 000 emplois l'an dernier. La région est également la plus active pour les services-conseil d'IFC puisqu'elle concentre près de 30 % des dépenses de ce programme.

250 000

EMPLOIS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE L'ANNÉE DERNIÈRE.

Le travail accompli par IFC pour améliorer le climat de l'investissement au Rwanda a conduit à la création de 16 000 emplois et 8 000 nouvelles entreprises.

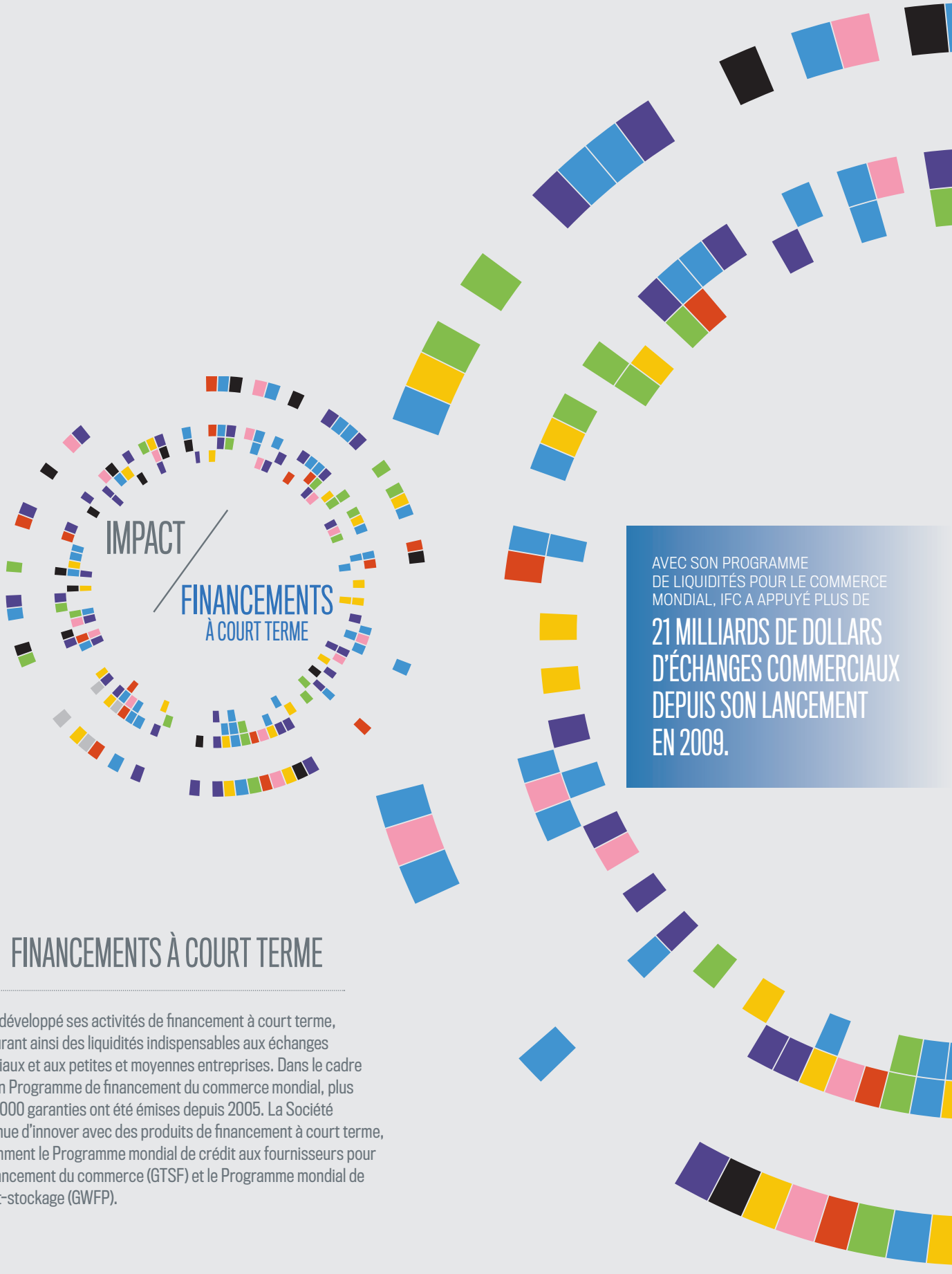
3 000 MILLIARDS DE DOLLARS

LE PROJET D'OPÉRATIONS GARANTIES D'IFC EN CHINE A PERMIS À DE PETITES ENTREPRISES CHINOISES D'OBTENIR DES FINANCEMENTS IMPORTANTS

IMPACT / CONSEIL

SERVICES-CONSEIL

IFC a fait de ses services-conseil une composante essentielle de son travail, les intégrant à toutes ses activités de développement du secteur privé. Ses projets de conseil portent principalement sur l'accès à des financements, le climat de l'investissement, les partenariats public-privé et la viabilité. Depuis l'exercice 2008, les dépenses d'IFC consacrées au programme de services-conseil ont progressé de près de 50 % pour atteindre environ 200 millions de dollars. La Société propose ses conseils aux entreprises et aux autorités gouvernementales dans 105 pays.



AVEC SON PROGRAMME DE LIQUIDITÉS POUR LE COMMERCE MONDIAL, IFC A APPUYÉ PLUS DE

21 MILLIARDS DE DOLLARS D'ÉCHANGES COMMERCIAUX DEPUIS SON LANCEMENT EN 2009.

FINANCEMENTS À COURT TERME

IFC a développé ses activités de financement à court terme, procurant ainsi des liquidités indispensables aux échanges mondiaux et aux petites et moyennes entreprises. Dans le cadre de son Programme de financement du commerce mondial, plus de 12 000 garanties ont été émises depuis 2005. La Société continue d'innover avec des produits de financement à court terme, notamment le Programme mondial de crédit aux fournisseurs pour le financement du commerce (GTSF) et le Programme mondial de crédit-stockage (GWFP).

PLUS DE

12 000

GARANTIES ÉMISES DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE FINANCEMENT DU COMMERCE MONDIAL

Le Programme mondial de crédit-stockage aide les petits agriculteurs – comme ceux de la coopérative Pindo au Paraguay – à être payés plus rapidement

IMPACT / AMC

CRÉATION D'AMC

IFC Asset Management Company (AMC) offre une solution prometteuse pour donner aux pauvres accès à des financements tout en faisant bénéficier les investisseurs des 56 ans d'expérience d'IFC dans les pays en développement. La Société a créé AMC en 2009 afin d'élargir les sources de capitaux propres dont peuvent disposer les entreprises des pays en développement et de renforcer ainsi l'impact d'IFC sur le développement. Aujourd'hui, AMC détient 4,5 milliards de dollars sous gestion. Ses fonds ont été injectés dans 33 opérations portant sur plus de 1,7 milliard de dollars depuis 2009. Près de la moitié des investissements d'AMC sont réalisés dans les pays les plus pauvres du monde.

PRÈS DE LA MOITIÉ DES

INVESTISSEMENTS D'AMC

SONT RÉALISÉS DANS LES PAYS LES PLUS PAUVRES

Avec l'appui d'IFC et d'AMC, Bank South Pacific propose des services bancaires mobiles aux agriculteurs de Papouasie-Nouvelle-Guinée vivant dans des régions reculées du pays.

UNE FORCE DE PROPOSITION ET UN PARTENAIRE DE PREMIER PLAN

Le savoir-faire d'IFC en matière de développement d'un secteur privé viable est largement reconnu, notamment par le Groupe des 20, qui a sollicité l'aide de la Société pour accélérer l'accès des petites et moyennes entreprises à des financements. Les clients et les partenaires d'IFC se tournent vers la Société pour ses qualités de force de proposition, son pouvoir de mobilisation et son impact avéré sur le développement. Par son travail, IFC contribue à relever les normes environnementales, sociales et de gouvernance. Elle a été la première banque multilatérale de développement à rendre compte des résultats obtenus en matière de développement par l'ensemble de son portefeuille.

PLUS PRÈS DES CLIENTS

Dans un monde où le contexte économique et technologique évolue rapidement, IFC s'est rapprochée de ses clients afin de répondre plus vite à leurs nouveaux besoins. Aujourd'hui, plus de la moitié du personnel d'IFC travaille dans des bureaux implantés dans des pays en développement. Cela a permis à la Société de rationaliser ses échanges avec les clients, d'intégrer ses activités d'investissement et de services-conseil, et de renforcer son impact sur le développement. IFC aide plus de 1 700 clients à créer des opportunités et améliorer les conditions de vie dans les pays en développement.

50+

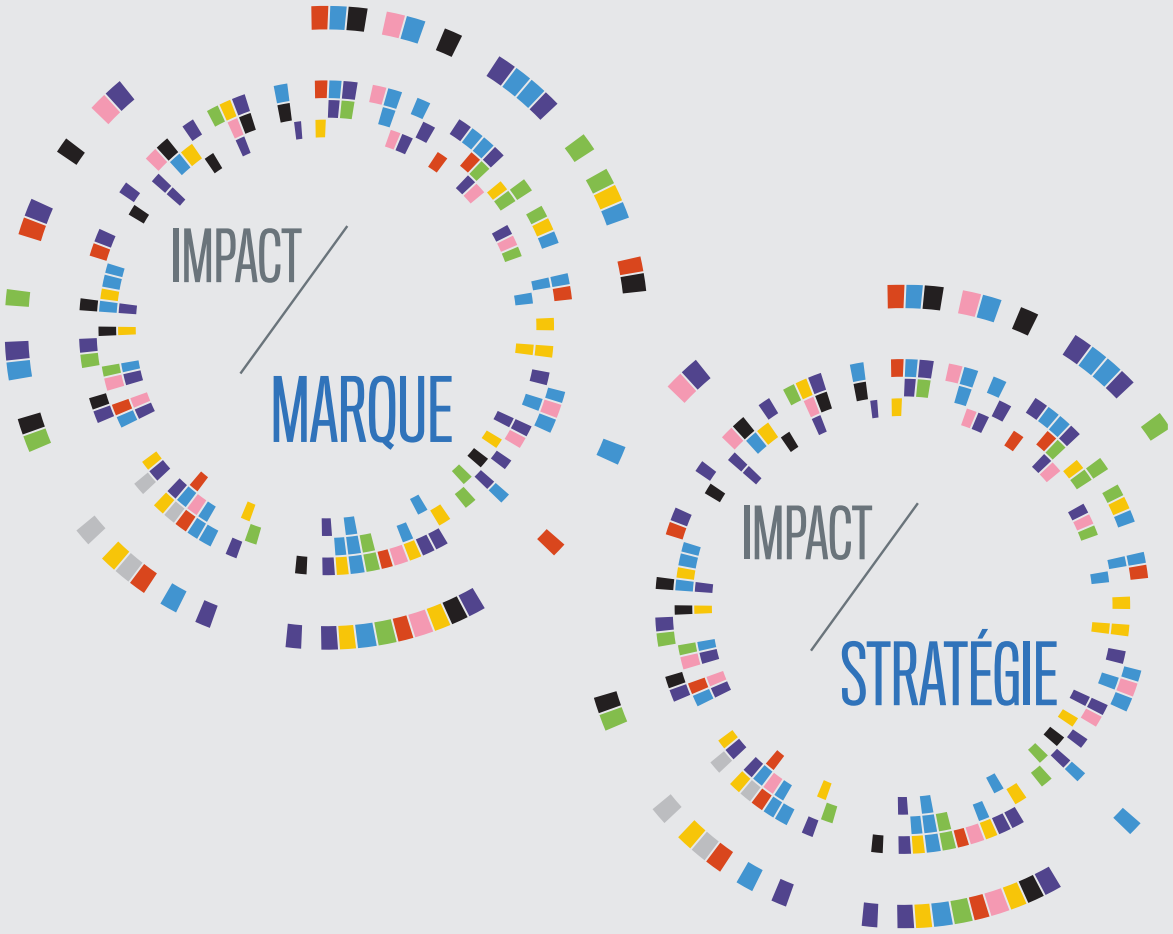
IFC FOURNIT DES FINANCEMENTS DANS PLUS DE 50 MONNAIES

IFC est l'un des principaux bailleurs de fonds du 2030 Water Resources Group, un partenariat formé avec des entreprises privées dans le but de réduire la pénurie d'eau.

LA CAMPAGNE SUR LE RÔLE DU SECTEUR PRIVÉ DANS
LE DÉVELOPPEMENT LANCÉE PAR IFC SUR LES RÉSEAUX
SOCIAUX A TOUCHÉ PLUS DE
1 MILLION
DE PERSONNES

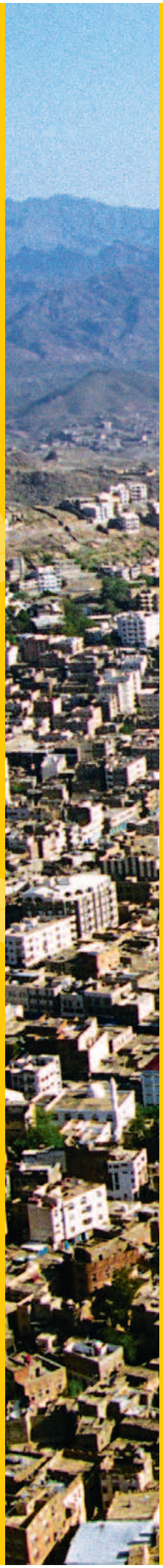
RENFORCEMENT DE LA MARQUE IFC

IFC a consolidé sa place de leader parmi les institutions financières internationales en valorisant sa marque : des solutions innovantes, une capacité à démontrer l'intérêt de s'aventurer sur des marchés difficiles, l'influence qu'elle exerce pour relever les normes et améliorer les politiques suivies, et l'impact de ses activités sur le développement. La Société a touché plus d'un million de personnes lors de sa campagne sur le rôle du secteur privé dans le développement, lancée sur les réseaux sociaux.



UNE STRUCTURE DE DIRECTION ADAPTÉE À SA STRATÉGIE

IFC a adopté un mode de planification stratégique rigoureux et structuré. Elle a mis en place une équipe de dirigeants chevronnés afin de garantir que ses ressources soient déployées d'une manière efficace, avec le souci de maximiser l'impact sur le développement et de répondre aux besoins des clients. À tous les niveaux, la Société s'est employée à faire coïncider les ressources budgétaires et les objectifs de performance avec la réalisation des priorités stratégiques.



AU COURS DE L'EXERCICE 12, LES INVESTISSEMENTS ET LES CONSEILS D'IFC ONT PERMIS DE LEVER DES OBSTACLES À LA CROISSANCE ET D'AIDER LE SECTEUR PRIVÉ À CRÉER DES EMPLOIS, DÉVELOPPER LES INFRASTRUCTURES, AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, CONTRER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET FAIRE FACE À D'AUTRES ENJEUX DU DÉVELOPPEMENT SUR LES MARCHÉS ÉMERGENTS.

IFC : PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices*

	2012	2011	2010	2009	2008
Revenu (perte) net(te)	$ 1 328	$ 1 579	$ 1 746	$ (151)	$ 1 547
Dons à l'IDA	$ 330	$ 600	$ 200	$ 450	$ 500
Revenu avant dons à l'IDA	$ 1 658	$ 2 179	$ 1 946	$ 299	$ 2 047
Total, actif	$75 761	$68 490	$61 075	$51 483	$49 471
Prêts, participations et titres de dette, nets	$31 438	$29 934	$25 944	$22 214	$23 319
Juste valeur estimative des participations	$11 977	$13 126	$10 146	$ 7 932	$10 979
Principaux ratios					
Rendement de l'actif moyen (base GAAP)	1,8 %	2,4 %	3,1 %	-0,3 %	3,4 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP)	6,5 %	8,2 %	10,1 %	-0,9 %	9,6 %
Encaisses et placements immédiatement disponibles en pourcentage des besoins estimés de liquidités pour les trois prochains exercices	77 %	83 %	71 %	75 %	62 %
Ratio d'endettement	2,7:1	2,6:1	2,2:1	2,1:1	1,6:1
Montant total des ressources nécessaires (USD milliards)	$ 15,5	$ 14,4	$ 12,8	$ 10,9	$ 10,4
Montant total des ressources disponibles (USD milliards)	$ 19,2	$ 17,9	$ 16,8	$ 14,8	$ 15,0
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé	6,6 %	6,6 %	7,4 %	7,4 %	5,5 %

*Voir l'Examen et l'Analyse de la Direction et les États financiers consolidés pour plus de détails sur le calcul des chiffres portés dans ce tableau : http://www.ifc.org/FinancialReporting

IFC : PRINCIPALES DONNÉES OPÉRATIONNELLES

Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices

	2012	2011	2010	2009	2008
Nouveaux engagements au titre d'investissements					
Nombre de projets	576	518	528	447	372
Nombre de pays	103	102	103	103	85
Pour le compte d'IFC	$15 462	$12 186	$12 664	$10 547	$11 399
Ressources mobilisées*					
Prêts syndiqués[1]	$ 2 691	$ 4 680	$ 1 986	$ 1 858	$ 3 250
Financements structurés	–	–	$ 797	$ 169	$ 1 403
Initiatives d'IFC et autres	$ 1 727	$ 1 340	$ 2 358	$ 1 927	–
Asset Management Company	$ 437	$ 454	$ 236	$ 8	–
Partenariats public-privé[2]	$ 41	–	–	–	–
Montant total des ressources mobilisées	$ 4 896	$ 6 474	$ 5 377	$ 3 962	$ 4 653
Décaissements au titre d'investissements					
Pour le compte d'IFC	$ 7 981	$ 6 715	$ 6 793	$ 5 640	$ 7 539
Prêts syndiqués[3]	$ 2 587	$ 2 029	$ 2 855	$ 1 958	$ 2 382
Portefeuille d'engagements					
Nombre d'entreprises	1 825	1 737	1 656	1 579	1 490
Pour le compte d'IFC	$45 279	$42 828	$38 864	$34 502	$32 366
Prêts syndiqués[4]	$11 166	$12 387	$ 9 302	$ 8 299	$ 7 525
Services-conseil					
Dépenses au titre des Services-conseil	$ 197,0	$ 181,7	$ 166,4	$ 157,8	$ 130,8
Pourcentage du programme consacré aux pays IDA[5]	65 %	64 %	62 %	52 %	49 %

*Financements provenant d'entités autres qu'IFC mis à la disposition des clients grâce à la participation directe de la Société à la mobilisation des ressources.

1 Comprennent les Prêts B, les prêts parallèles et les participations à des prêts A.

2 Financements provenant de tiers et affectés à de projets de partenariats public-privé grâce à l'intervention d'IFC en tant que conseiller principal auprès d'entités nationales et locales ou d'autres entités publiques.

3 Comprennent les Prêts B et les prêts parallèles gérés par IFC.

4 Comprennent les Prêts B, les participations à des prêts A, les prêts parallèles gérés par IFC et les participations non financées aux risques.

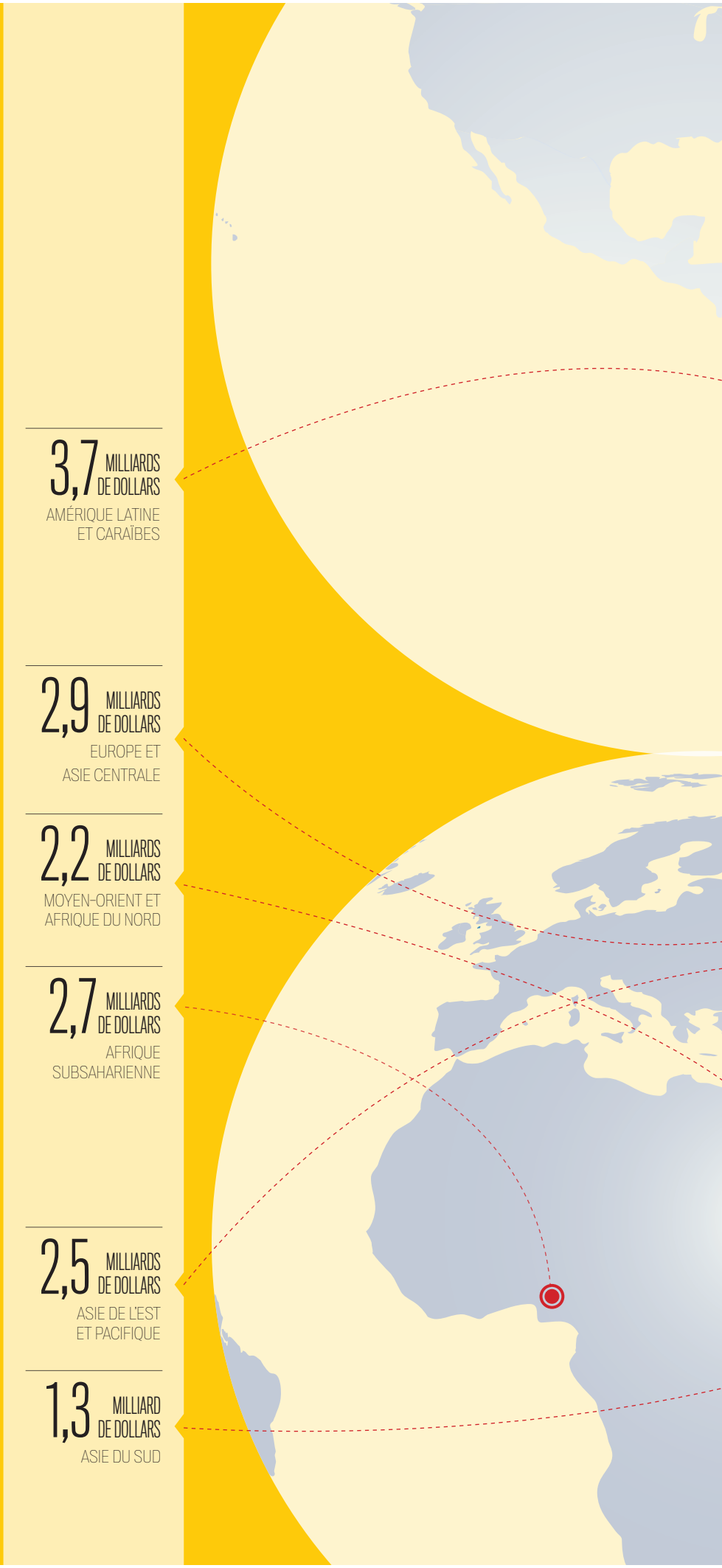
5 Toutes les références faites dans ce rapport au pourcentage de dépenses de services-conseil consacrées aux pays IDA, aux États fragiles et aux pays touchés par un conflit excluent les projets à caractère mondial.

RÉSULTATS D'IFC AU PLAN MONDIAL

Durant l'exercice 12, IFC a investi le chiffre record de 20,4 milliards de dollars dans 103 pays en développement, multipliant ainsi par deux ses engagements annuels sur les cinq dernières années. Ce montant comprend près de 5 milliards de dollars mobilisés auprès d'autres investisseurs. Le total des fonds investis en Afrique subsaharienne s'est élevé à 2,7 milliards de dollars — presque deux fois plus qu'il y a 5 ans. Les dépenses au titre des services-conseil sont passées à 197 millions de dollars, en hausse de plus de 50 % en cinq ans.

Une fois de plus, les clients de la Société ont tiré pleinement parti de ses investissements et de ses conseils, générant un réel impact sur les pauvres. Les clients ayant bénéficié d'investissements d'IFC ont contribué à soutenir 2,5 millions d'emplois en 2011 et accordé 23 millions de prêts à des PME et des micro-entreprises pour un total de plus de 200 milliards de dollars. Les services-conseil d'IFC ont aidé 33 pays clients à introduire 56 réformes du climat de l'investissement et à conclure des partenariats public-privé qui vont améliorer l'accès de plus de 16 millions de personnes à des services de base.

IFC a donc eu un impact important sur le développement, tout en dégageant des bénéfices. Le revenu net généré avant la distribution de dons à l'Association internationale de développement — le fonds de la Banque mondiale consacré aux pays les plus pauvres — s'est élevé à 1,66 milliard de dollars. Depuis l'exercice 07, la Société a versé à l'IDA plus de 2 milliards de dollars de son revenu. En outre, elle a investi plus de 23 milliards de dollars dans des pays IDA, dont près de 6 milliards de dollars pour le seul exercice 12.



20,4 MILLIARDS DE DOLLARS

D'INVESTISSEMENTS, DONT 15,5 MILLIARDS DE DOLLARS D'ENGAGEMENTS POUR SON PROPRE COMPTE

65 % DES DÉPENSES D'IFC AU TITRE DES SERVICES-CONSEIL ONT BÉNÉFICIÉ AUX PAYS LES PLUS PAUVRES CLIENTS DE L'IDA

ENGAGEMENTS, EX. 12

Montant en millions de dollars

Total	$15 461,76 (100,00 %)
Par branche d'activité	
Financements commerciaux	$6 003,67 (38,83 %)
Marchés des capitaux	$3 371,33 (21,80 %)
Infrastructure	$1 447,43 (9,36 %)
Services aux consommateurs et services sociaux	$1 374,82 (8,89 %)
Industries manufacturières	$1 021,30 (6,61 %)
Agroindustries et forêts	$1 020,92 (6,60 %)
Hydrocarbures et industries extractives	$490,55 (3,17 %)
Fonds	$484,28 (3,13 %)
Télécommunications et technologies de l'information	$247,45 (1,60 %)
Par produit	
Prêts[1]	$6 667,88 (43,13 %)
Garanties[2]	$6 401,66 (41,40 %)
Participations[3]	$2 281,91 (14,76 %)
Produits de gestion des risques	$110,30 (0,71 %)
Par région	
Amérique latine et Caraïbes	$3 679,79 (23,80 %)
Europe et Asie centrale	$2 915,37 (18,86 %)
Afrique subsaharienne	$2 733,25 (17,68 %)
Asie de l'Est et Pacifique	$2 548,15 (16,48 %)
Moyen-Orient et Afrique du Nord	$2 209,71 (14,29 %)
Asie du Sud	$1 312,16 (8,49 %)
Monde	$63,31 (0,41 %)

1 Y compris les produits de type prêt et quasi-participation.
2 Y compris les financements commerciaux.
3 Y compris les produits de type participation et quasi-participation.

Certains montants prennent en compte les parts de projets mondiaux revenant aux régions.

PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS

Pour le compte d'IFC au 30 juin 2012

Total	$45 279 (100 %)
Par branche d'activité	
Marchés des capitaux	$13 881 (31 %)
Infrastructure	$8 608 (19 %)
Industries manufacturières	$5 578 (12 %)
Services aux consommateurs et services sociaux	$3 826 (8 %)
Agroindustries et forêts	$3 556 (8 %)
Financements commerciaux	$2 961 (7 %)
Fonds	$2 952 (7 %)
Hydrocarbures et industries extractives	$2 392 (5 %)
Télécommunications et technologies de l'information	$1 520 (3 %)
Divers	$5 (0 %)
Par région	
Europe et Asie centrale	$10 503 (23 %)
Amérique latine et Caraïbes	$10 371 (23 %)
Asie de l'Est et Pacifique	$7 216 (16 %)
Afrique subsaharienne	$6 461 (14 %)
Moyen-Orient et Afrique du Nord	$5 585 (12 %)
Asie du Sud	$4 697 (10 %)
Monde	$445 (1 %)

Certains montants prennent en compte les parts de projets mondiaux revenant aux régions.

ENGAGEMENTS PAR CATÉGORIE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE, EX. 12

Catégorie[1]	Engagements (USD millions)	Nombre de projets
A	931	17
B	3 629	153
C	6 975	267
FI	3 340	120
FI-1	140	2
FI-2	410	11
FI-3	37	6
Total	15 462	576

1 Se reporter à la description des catégories page 37 de ce rapport.

PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS D'IFC[1], EX. 12

Au 30 juin 2012 (sur la base des données pour le compte d'IFC)

Pays (classement mondial)	Portefeuille d'engagements (USD millions)	% du portefeuille mondial
Inde (1)	3 965	9 %
Brésil (2)	2 572	6 %
Chine (3)	2 429	5 %
Turquie (4)	2 329	5 %
Fédération de Russie (5)	2 263	5 %
Mexique (6)	1 188	3 %
Égypte (7)	1 153	3 %
Nigéria (8)	1 106	2 %
Philippines (9)	1 055	2 %
Viet Nam (10)	1 025	2 %

1 Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.

NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ, EX. 12

Infrastructure	80 ($3 478)	76 %
Fonds	73 ($945)	73 %
Agroindustries et forêts	71 ($2 903)	72 %
Marchés des capitaux	218 ($20 775)	70 %
Industries manufacturières	88 ($3 352)	69 %
Hydrocarbures et industries extractives	29 ($1 918)	63 %
Services aux consommateurs et services sociaux	84 ($1 762)	57 %
Télécommunications et technologies de l'information	25 ($765)	56 %
Total IFC	668 ($35 897)	68 %

Les chiffres situés à gauche de chaque barre correspondent au nombre total d'entreprises notées. Les chiffres entre parenthèses représentent l'investissement total (en millions de dollars) d'IFC dans ces projets.

NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR RÉGION, EX. 12

Asie de l'Est et Pacifique	96 ($5 645)	80 %
Asie du Sud	78 ($2 569)	73 %
Amérique latine et Caraïbes	148 ($9 984)	72 %
Afrique subsaharienne	102 ($4 717)	64 %
Europe et Asie centrale	158 ($8 861)	61 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	75 ($3 824)	60 %
Total IFC	668 ($35 897)	68 %

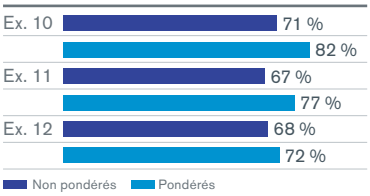
Les chiffres situés à gauche de chaque barre correspondent au nombre total d'entreprises notées. Les chiffres entre parenthèses représentent l'investissement total (en millions de dollars) d'IFC dans ces projets.

DÉPENSES AU TITRE DES SERVICES-CONSEIL, EX. 12

Montant en millions de dollars

Total	$197,0 (100,00 %)
Par domaine d'activité	
Accès au crédit	$62,6 (32 %)
Climat de l'investissement	$56,5 (29 %)
Modèle d'activité plus efficace	$47,9 (24 %)
Partenariats public-privé	$30,0 (15 %)
Par région	
Afrique subsaharienne	$57,4 (29 %)
Europe et Asie centrale	$34,4 (17 %)
Asie de l'Est et Pacifique	$28,2 (14 %)
Asie du Sud	$27,6 (14 %)
Amérique latine et Caraïbes	$20,9 (11 %)
Moyen-Orient et Afrique du Nord	$17,9 (9 %)
Monde	$10,6 (5 %)

NOTES GLOBALES DU DOTS PONDÉRÉES ET NON PONDÉRÉES POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT



PRIX DU MEILLEUR CLIENT D'IFC

Le Prix du meilleur client d'IFC récompense une entreprise qui s'est particulièrement illustrée en matière d'innovation, d'excellence opérationnelle et de gouvernement d'entreprise. C'est pour la Société une façon de marquer sa reconnaissance à une entreprise qui partage ses valeurs et est soucieuse comme elle de promouvoir des pratiques optimales et viables et d'exercer un impact sur le développement.

Cette année, IFC a décerné son prix à la société jordanienne Hikma Pharmaceuticals, le plus important fabricant de médicaments génériques du Moyen-Orient. Hikma produit des médicaments de haute qualité à un prix abordable pour les populations de la région, dont beaucoup n'ont pas accès à des services de soins modernes. Hikma fait figure d'exemple : elle a été la première entreprise pharmaceutique de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord à obtenir des autorisations de mise sur le marché de la Food and Drug Administration aux États-Unis. Elle produit des médicaments de qualité « exportation » pour le marché local.

En 2009, Hikma a commencé à commercialiser des médicaments anticancéreux injectables jusqu'à 80 % en dessous de leur prix habituel, permettant ainsi à de nombreux patients modestes de pouvoir se soigner. La société a également établi des programmes de responsabilité sociale pour l'entreprise et mobilise son personnel, ainsi que la collectivité tout entière, par des initiatives de formation professionnelle et des campagnes de sensibilisation à l'environnement et au développement.

Le Dr Abdallah Awidi utilise des médicaments Hikma pour soigner ses patients atteints de cancer à l'hôpital universitaire de Jordanie.

L'équipe de dirigeants chevronnés d'IFC veille à ce que les ressources de la Société soient déployées d'une manière efficace, avec le souci de maximiser l'impact sur le développement et de répondre aux besoins des clients. Cette équipe est forte de nombreuses années d'expérience du développement et d'une grande diversité de savoirs et d'approches culturelles – autant de qualités qui renforcent le caractère unique de l'institution. L'équipe d'IFC définit les stratégies et les politiques suivies par la Société dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations démunies du monde en développement. Ses dirigeants contribuent de façon essentielle à maintenir la culture institutionnelle de performance, de responsabilité et d'engagement qui est celle d'IFC.

L'ÉQUIPE DE DIRECTION D'IFC

Janamitra Devan
Vice-président,
Développement
des secteurs financier
et privé

Jingdong Hua
Vice-président,
Trésorerie,
prêts syndiqués
et technologies
de l'information

Rachel Robbins
Vice-présidente et
Conseillère juridique

Dimitris Tsitsiragos
Vice-président, Europe
orientale et méridionale,
Asie centrale,
Moyen-Orient et Afrique
du Nord

Karin Finkelston
Vice-présidente,
Asie Pacifique

Thierry Tanoh
Vice-président,
Afrique subsaharienne,
Amérique latine
et Caraïbes et Europe
de l'Ouest

Nena Stoiljkovic
Vice-présidente,
Services-conseil
aux entreprises

Rashad Kaldany
Vice-président,
Industries mondiales

Dorothy Berry
Vice-présidente,
Ressources humaines,
communications
et administration

Lars H. Thunell
Vice-président exécutif
et Directeur général

Gavin Wilson
Directeur général,
IFC Asset Management
Company

Saadia Khairi
Vice-présidente,
Gestion des risques,
présentation de
l'information financière
et stratégie
institutionnelle

Jorge Familiar Calderon
Vice-président
et Secrétaire
(absent sur la photo)

LE PRINCIPAL ORGANISME DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

35
IFC ET LA FORCE DU SECTEUR PRIVÉ

36
UNE APPROCHE GLOBALE DE LA CRÉATION D'EMPLOIS

39
AMÉLIORER L'ACCÈS À DES FINANCEMENTS

Un secteur privé dynamique est indispensable pour faire face aux enjeux les plus urgents du développement. Mais une certaine impulsion est aussi nécessaire pour que la croissance du secteur privé profite effectivement à ceux qui en ont le plus besoin : les pauvres. En sa qualité de principal organisme de développement du secteur privé, IFC met toute son énergie à donner cette impulsion.

IFC veut créer des opportunités permettant aux individus d'échapper à la pauvreté et d'améliorer leurs conditions de vie. À cette fin, elle s'appuie sur sa présence mondiale et sur ses compétences pour investir et fournir des conseils afin d'accompagner les pays en développement sur la voie d'une croissance viable à long terme. Elle met ses atouts spécifiques au service de cet objectif, en innovant pour renforcer le secteur privé, en exerçant son influence pour relever les normes et améliorer les politiques suivies, en montrant l'intérêt de s'aventurer sur des marchés difficiles et en obtenant des résultats mesurables au plan du développement.

1/3
Part d'IFC dans le total du financement du développement injecté au secteur privé par les institutions financières internationales

IFC ET LA FORCE DU SECTEUR PRIVÉ

Emplois. Innovations. Opportunités. C'est le secteur privé qui se trouve derrière tous ces moteurs du développement.

Dans les pays en développement, le secteur privé alimente la croissance économique et l'esprit d'entreprise qui améliorent les conditions de vie et donnent l'espoir d'une vie meilleure. Il est une source vitale de recettes fiscales, apportant aux pouvoirs publics une manne indispensable pour financer la santé, l'éducation et les infrastructures. Et son rôle est particulièrement important en période d'incertitude, lorsque le monde se tourne de plus en plus vers les marchés émergents pour générer davantage de croissance économique.

IFC est spécialement bien placée pour révéler la capacité du secteur privé à créer une croissance qui profite aux pauvres. Elle représente près du tiers du total du financement du développement injecté au secteur privé par les institutions financières internationales et elle fournit des services-conseil de haut niveau pour améliorer le climat de l'investissement et la viabilité des entreprises. La Société travaille avec ses clients et avec les hauts responsables pour promouvoir des normes environnementales, sociales et de gouvernance ainsi que des pratiques de gestion des risques qui rendent les marchés plus solides, plus transparents et plus attractifs pour les investisseurs.

IFC est au centre du dispositif établi par le Groupe de la Banque mondiale pour exploiter le potentiel du secteur privé afin de générer une croissance forte et stable. À ce titre, elle a identifié un certain nombre de domaines dans lesquels elle peut faire une différence, des domaines où les besoins sont trop importants pour pouvoir être satisfaits par les seules ressources publiques.

Pour accélérer le développement des télécommunications, des ports, des installations de production d'électricité, des transports terrestres, des infrastructures d'alimentation en eau et d'assainissement, la Société encourage la formation de partenariats public-privé dans les infrastructures. Sans le secteur privé, des projets d'infrastructures vitaux ne pourraient pas être financés : selon les estimations, les pays en développement ont besoin de 1 100 milliards de dollars par an pour satisfaire la demande de services d'infrastructures. Une bonne partie viendra de sources privées.

À l'extrême gauche
Le travail d'IFC sur les constructions écologiques pourrait « améliorer les perspectives d'avenir » de l'Indonésie, selon Anton Suparlan, entrepreneur du bâtiment à Jakarta.

LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ONT BESOIN CHAQUE ANNÉE DE

1 100 MILLIARDS DE DOLLARS

POUR LEURS INFRASTRUCTURES

IFC s'emploie également à créer un meilleur climat de l'investissement dans les pays en développement car les entreprises ne peuvent pas prospérer et créer des emplois lorsque des lourdeurs administratives ou des réglementations inutiles entravent leur fonctionnement. En collaboration avec les autres membres du Groupe de la Banque mondiale, la Société aide les États à instaurer un environnement juridique, réglementaire et institutionnel favorisant la création d'emplois et la croissance.

Sur les marchés des capitaux, les projets d'IFC visent à améliorer l'accès des PME aux services financiers et à renforcer les marchés des obligations libellées dans la monnaie nationale. La Société travaille également à améliorer l'accès au commerce, qui est responsable de la moitié de la production économique mondiale et constitue un rempart essentiel contre les crises économiques. Les programmes créés par IFC pour aider au financement du commerce et des chaînes d'approvisionnement permettent aux entreprises des marchés émergents de trouver les capitaux dont elles manquent terriblement pour se développer et contribuer ainsi à la croissance et à l'emploi.

De grandes instances de décision mondiales se tournent vers IFC pour profiter de son expérience en matière de développement du secteur privé. La Société travaille avec le G-20 pour encourager l'innovation dans le domaine des modèles d'activité solidaires. Le concours organisé par le G-20 pour distinguer les initiatives les plus remarquables à cet égard a été administré par IFC pendant l'exercice 12. Quinze entreprises ont été récompensées pour avoir trouvé des moyens originaux d'améliorer la vie de millions de personnes du bas de la pyramide économique.

UNE APPROCHE GLOBALE DE LA CRÉATION D'EMPLOIS

Pour les pauvres, avoir un emploi est le chemin le plus sûr vers une vie meilleure. Sans travail, il leur est difficile — et souvent impossible — d'assurer leur subsistance ou celle de leur famille. S'ensuivent des tensions sociales et économiques. Le cycle se répète. La pauvreté s'intensifie.

Tout cela fait du chômage l'enjeu le plus pressant de notre époque. Nulle part la situation n'est plus urgente que dans les pays en développement, où l'on compte les trois quarts des sans emploi de la planète — quelque 150 millions de personnes.

Le monde a besoin de centaines de millions d'emplois pour simplement faire face à la croissance démographique et enclencher la marche arrière du chômage mondial. Ce ne sera pas possible sans le secteur privé, qui représente déjà 90 % des emplois dans les pays en développement. IFC travaille avec ses clients et ses partenaires pour veiller à ce que le secteur privé non seulement crée des emplois en grand nombre, mais crée de bons emplois — avec des conditions de sécurité satisfaisantes, des avantages sociaux et d'importantes perspectives d'évolution.

La situation est très préoccupante dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, où les jeunes en particulier n'ont pas reçu des formations ou des enseignements en adéquation avec les besoins du marché du travail actuel. Pour remédier à ce problème, IFC mobilise ses partenaires donateurs, travaille avec son vaste réseau de clients et investit dans un enseignement de haute qualité dans le cadre de son Initiative e4e pour la jeunesse arabe.

La Société finance par ailleurs des projets créateurs d'emplois d'une importance cruciale. Les 250 millions de dollars qu'elle a investis en Égypte dans Orascom Construction Industries doivent fournir plus de 2 500 emplois et donner un coup de fouet à la production agricole.

Dans la région Amérique latine et Caraïbes, les 130 millions de dollars investis par IFC dans Belcorp, une entreprise péruvienne de fabrication de cosmétiques, devraient générer près de 9 000 emplois, dont les trois quarts pour des femmes.

Les retombées des activités d'investissement et de conseil d'IFC ne sont pas toujours aussi évidentes. Elles peuvent être indirectes et difficiles à mesurer. À titre d'exemple, les actions menées pour améliorer l'accès à des financements et renforcer le climat de l'investissement se traduisent effectivement par de nouveaux emplois, mais ces effets ne sont pas aisément mesurables.

Pour mieux comprendre l'impact indirect de son travail sur l'emploi, la Société a réalisé une étude sur sa contribution à la création d'emplois. Il s'agit là d'une grande première, destinée à améliorer sa compréhension du secteur privé et de l'emploi et à guider son processus de décision. Les premiers résultats ont apporté des informations essentielles sur les liens existant entre la croissance économique, la productivité et la création d'emplois.

Ces informations, et les enseignements que la Société tire de son travail avec ses clients, ne serviront pas seulement à l'institution IFC. Ils aideront les dirigeants, les autres institutions de financement du développement et les sociétés privées à stimuler l'esprit d'entreprise, la compétitivité et, partant, la création d'emplois.

150 MILLIONS
DE SANS EMPLOI DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

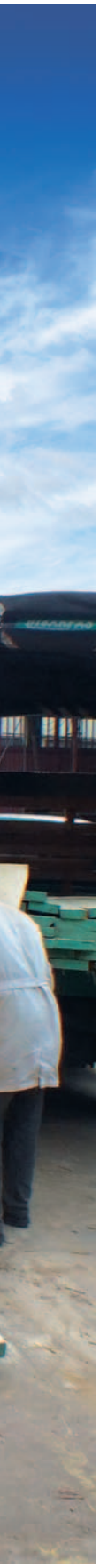
IFC agit pour que le secteur privé crée de bons emplois – avec des conditions de sécurité satisfaisantes, des avantages sociaux et des possibilités d'avancement.

90%

des emplois des pays en développement viennent du secteur privé

400

millions d'entreprises n'ont pas les fonds dont elles ont besoin pour se développer



AMÉLIORER L'ACCÈS À DES FINANCEMENTS

Avoir accès à des financements est une étape décisive vers la prospérité. Or, dans les pays en développement, une personne sur deux — plus de 2,5 milliards d'individus au total — n'a pas de compte bancaire. Près de 400 millions d'entreprises n'ont pas les fonds nécessaires pour se développer. On estime à 2 000 milliards de dollars leur besoin de crédit non satisfait.

Le G-20, qui réunit des pays avancés et en développement, a compris combien ce manque de capitaux constituait un véritable obstacle au développement. Et il a demandé à IFC de l'aider à mener à bien son nouveau *Partenariat mondial pour l'inclusion financière*, dont le but est d'améliorer l'accès à des financements pour les entreprises et les personnes qui en ont le plus besoin.

La Société joue un rôle primordial. Un problème de cette ampleur nécessite un haut niveau de compétence et des partenariats élargis, réunissant autorités gouvernementales, organismes de développement et secteur privé. C'est précisément l'un des points forts d'IFC. Elle travaille depuis plusieurs décennies à améliorer l'accès à des financements dans les pays en développement, et dispose d'un réseau de plus de 800 institutions financières clientes.

Durant l'exercice 12, dans le cadre de ses activités en collaboration avec le G-20, IFC a lancé le *Global SME Finance Forum* (forum mondial du financement des PME), une initiative de partage de connaissances visant à renforcer le rôle joué par les petites et moyennes entreprises dans la croissance, l'emploi et la réduction de la pauvreté. La Société a également publié plusieurs rapports d'études sur les meilleures pratiques dans le domaine du développement des financements aux PME — notamment le *SME Finance Policy Guide*, un guide de référence à l'intention des autorités gouvernementales et réglementaires.

Le travail d'IFC peut avoir des effets catalyseurs importants, comme l'a montré l'un de ses projets de conseil en Chine. Bon nombre de petites entreprises chinoises ont beaucoup de mal à obtenir des crédits, faute de posséder le type de sûretés acceptées par les établissements de prêt locaux.

En 2005, les autorités chinoises ont entrepris des réformes visant à encourager les financements adossés à un plus large éventail de sûretés — notamment des éléments d'actif mobiliers tels que des stocks ou des créances. IFC a activement participé à ce processus. Son projet Opérations garanties en Chine a contribué au développement des PME, qui constitue une importante priorité nationale.

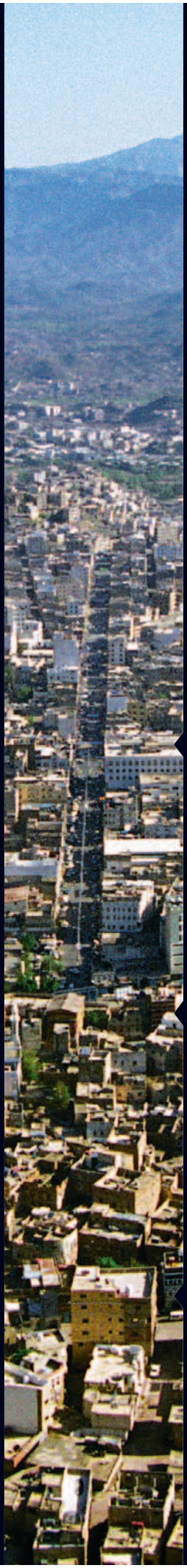
Une évaluation externe du projet a révélé qu'en juin 2011, les entreprises chinoises avaient reçu plus de 3 000 milliards de dollars de crédits par le biais de plus de 385 000 prêts. Beaucoup de bénéficiaires étaient des petites entreprises, dont l'actif se compose principalement de stocks et de créances.

Un prêt de Bancamia, société de microfinance bénéficiant d'un appui d'IFC, a permis à une petite scierie colombienne, Millar Landy Mateus Quiroga, de développer ses activités.

PLUS DE 800

INSTITUTIONS FINANCIÈRES TRAVAILLENT AVEC IFC DANS LE MONDE

IFC a aidé des planteurs de café éthiopiens à accroître leurs revenus en augmentant la qualité et le volume de leur production de café.



Bien que le taux de pauvreté ait diminué de moitié en 20 ans dans les pays en développement, 1,3 milliard de personnes vivent encore avec moins de 1,25 dollar par jour. Au cours des prochaines décennies, les chances de prospérité de ces pays risquent d'être gravement compromises par des phénomènes tels que l'urbanisation, qui met l'infrastructure à rude épreuve, menace la sécurité alimentaire et porte atteinte à l'environnement.

Faire face à ces menaces est une priorité pour IFC. Dans le cadre de sa collaboration avec le secteur privé, la Société aide à moderniser l'infrastructure dans les régions qui en ont le plus besoin – notamment l'Afrique – et à améliorer l'accès des populations à des services d'éducation et de santé de qualité. Elle s'efforce d'accroître et de diversifier l'approvisionnement alimentaire là où il fait défaut. Elle contribue aussi à créer des marchés locaux des capitaux robustes et permet aux entreprises des pays en développement d'en faire plus pour s'adapter au changement climatique et en atténuer les effets.

LES PRIORITÉS D'IFC

43
FAIRE FACE AU PROBLÈME DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, UNE PRIORITÉ URGENTE

45
PROMOUVOIR UN CERCLE VERTUEUX EN MODERNISANT L'INFRASTRUCTURE AFRICAINE

46
RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

47
AIDER LES PAUVRES À BÉNÉFICIER DE MEILLEURS SERVICES D'ÉDUCATION ET DE SANTÉ

48
OUVRIR LA VOIE EN MATIÈRE DE FINANCEMENT EN MONNAIE NATIONALE

80%

des financements nécessaires pour faire face au problème du changement climatique viendront du secteur privé

1,6 MILLIARD DE DOLLARS

D'INVESTISSEMENTS
DANS DES PROJETS LIÉS AU CLIMAT

FAIRE FACE AU PROBLÈME DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, UNE PRIORITÉ URGENTE

Dans les pays en développement, les ressources de base — produits alimentaires, eau et terres — sont de plus en plus menacées par l'urbanisation et la croissance démographique. Le changement climatique exacerbe ces pressions, surtout pour les plus démunis.

L'action du secteur privé est indispensable pour faire face à ces problèmes : on estime qu'il devra contribuer à hauteur de 80 % aux gros investissements nécessaires pour stabiliser le changement climatique, ce qui nécessitera des partenariats entre les pouvoirs publics, la société civile et les institutions financières internationales. En outre, l'innovation propre au secteur privé peut aider à réduire le coût des mesures d'atténuation et d'adaptation.

IFC prend en compte le changement climatique dans pratiquement toutes ses activités. Elle encourage l'innovation grâce à l'appui qu'elle fournit sous forme d'investissements (opérations de capital-risque ou financements mixtes) et de services-conseil (établissement de normes et recherches de base sur les risques que pose le changement climatique pour les entreprises). Au cours des dernières années, la Société a aussi activement soutenu les projets de lutte contre le changement climatique menés dans le cadre de partenariats public-privé.

Au cours de l'exercice 12, IFC a investi 1,6 milliard de dollars dans des projets liés au climat, soit plus de 10 % du montant total de ses engagements pour l'exercice, son objectif étant de consacrer 20 % de ses engagements à long terme à ce type de projets durant l'exercice 15. Environ 70 % de ses investissements dans le secteur énergétique ont porté sur l'amélioration du rendement énergétique et les énergies renouvelables. Elle a notamment investi dans la supercentrale solaire de Karadzhalovo, une unité de 60 mégawatts construite en Bulgarie. Elle a également mis en place un portefeuille mondial de programmes de services-conseil d'une valeur de 35 millions de dollars pour encourager le secteur privé à investir dans les projets de lutte contre le changement climatique. Près de 30 % de ses nouveaux accords de partenariat public-privé ont trait au climat.

Les économies d'énergie dans les bureaux, les habitations et autres édifices peuvent avoir un impact majeur. Les émissions de gaz à effet de serre dans les bâtiments pourraient doubler d'ici à 2030, hausse qui sera concentrée dans les pays en développement. IFC aide les entreprises du bâtiment du monde entier à privilégier la durabilité et les économies d'énergie — en mettant l'accent sur les investissements et les codes de construction qui réduisent les dépenses de fonctionnement, les émissions de carbone et la vulnérabilité aux aléas climatiques.

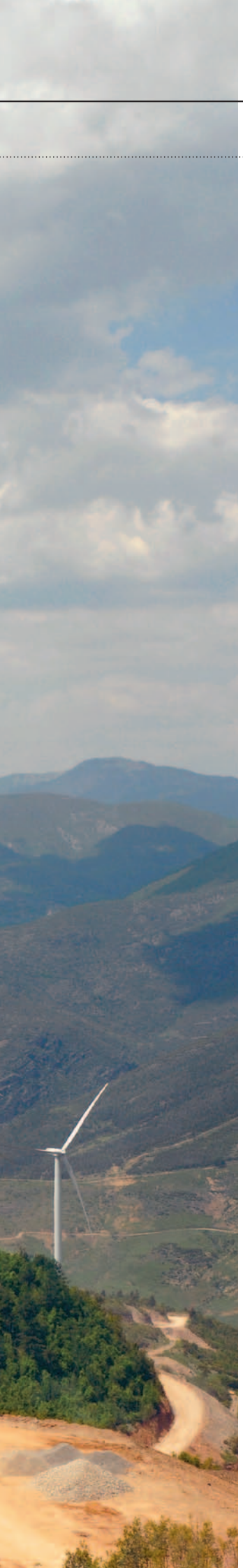
En Colombie, IFC collabore avec l'administration centrale et la Chambre nationale du bâtiment à l'élaboration du premier code d'urbanisme vert du pays. Le nouveau code sera appliqué pour construire jusqu'à 700 000 logements sociaux, qui représenteront 72 % des constructions nouvelles en 2020. Des initiatives de même nature ont été lancées au Bangladesh, en Indonésie, au Mexique, aux Philippines et au Viet Nam.

Les institutions financières locales ont également un rôle crucial à jouer dans le financement de l'action climatique. En fournissant des conseils et des ressources aux administrations et aux banques chinoises, IFC encourage la transformation du secteur financier chinois. La nouvelle politique du « crédit vert » encourage les banques chinoises à investir davantage dans les entreprises qui privilégient les économies d'énergie et la durabilité. Cette initiative est essentielle dans un pays qui produit plus d'émissions de gaz à effet de serre que tout autre, car elle aura valeur d'exemple pour le reste du monde.

L'appui d'IFC a permis à Energostroy de réparer et moderniser ses centrales à vapeur en Russie.

1,6 milliard de dollars

investi dans l'infrastructure africaine



PROMOUVOIR UN CERCLE VERTUEUX EN MODERNISANT L'INFRASTRUCTURE AFRICAINE

De nouveaux ports, routes et centrales électriques sont régulièrement mis en service à travers le continent, mais les besoins de la population et de l'économie des pays africains ne cessent d'augmenter.

La croissance économique récente en Afrique fait ressortir — voire exacerbe — les problèmes structurels chroniques du continent. Le développement des infrastructures ne suit pas : les problèmes de circulation, le manque d'eau potable et les coupures de courant à répétition font partie de la vie quotidienne dans de nombreuses villes africaines. La plupart des Africains n'ont pas accès à l'électricité.

Face à ces problèmes, IFC a mené une action sans précédent en 2012. Pour la première fois, la Société a investi directement ou mobilisé près de 1,6 milliard de dollars d'investissements dans les infrastructures privées en Afrique, soit plus du double des investissements réalisés en 2011.

Elle privilégie les piliers de toute économie moderne : installations portuaires et ferroviaires, télécommunications et énergie, notamment les énergies renouvelables.

Les projets menés à bien récemment mettent en lumière les diverses méthodes employées par IFC pour aider l'Afrique à développer ses infrastructures. Au Sénégal, la Société a encouragé la participation du secteur privé à la construction de l'autoroute à péage de Dakar, qui améliorera sensiblement la circulation et le commerce dans la capitale et sa région. Au Togo, l'appui fourni sous forme d'investissements et de services-conseil aide la société d'électricité Contour Global Togo S.A. à concevoir, construire et exploiter une centrale thermique de 100 mégawatts à Lomé, la capitale.

500 000

PERSONNES BÉNÉFICIERONT DE SERVICES AMÉLIORÉS

Ces projets ne sont que quelques exemples parmi d'autres des progrès réalisés en Afrique. Mais la construction des infrastructures nécessaires pour établir une base solide demandera du temps et des investissements réguliers.

IFC montre également la voie en aidant l'Afrique à se doter du savoir-faire nécessaire pour élaborer et mettre en œuvre des projets d'infrastructure qui servent à la fois les intérêts privés et publics et qui tiennent compte des risques environnementaux et sociaux.

La Société a fourni des services-conseil aux pays africains, notamment à leurs collectivités locales, sur la manière d'assurer la participation du secteur privé aux services publics essentiels et de réorganiser les entreprises publiques. L'appui qu'elle a accordé aux partenariats public-privé entre les exercices 08 et 12 aidera à mobiliser plus de 175 millions de dollars de financements privés dans les secteurs de l'infrastructure et de la santé et permettra à 500 000 personnes de bénéficier de services améliorés.

Les risques politiques, la corruption et l'ingérence des organismes de contrôle demeurent des obstacles considérables, mais les économistes et les analystes voient se dessiner un cercle vertueux : à mesure que l'Afrique se développe, elle attire des investissements et des talents nouveaux qui alimentent à leur tour l'expansion.

À l'extrême gauche Dans le cadre d'un partenariat avec IFC, la principale compagnie d'électricité du Libéria a installé 33 600 nouveaux branchements à Monrovia.

À gauche Zorlu Energy Group exploite le potentiel de l'énergie éolienne au Pakistan pour remédier aux coupures de courant chroniques.

RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

La production agricole mondiale est amplement suffisante pour que chacun puisse manger à sa faim. Mais un milliard de personnes souffrent de la faim chronique, et presque toutes vivent dans des pays en développement.

Ce paradoxe rappelle tristement que la pauvreté et la faim vont de pair. Les pauvres consacrent une plus grande partie de leur maigre budget à l'alimentation, ce qui les rend particulièrement vulnérables à la moindre hausse de prix des produits alimentaires. Même les hausses de prix de courte durée peuvent avoir des conséquences à long terme car elles privent les enfants des éléments nutritifs dont ils ont besoin pour mener une vie saine et productive.

L'envolée des prix des denrées alimentaires au cours des dernières années a posé un grave défi pour le développement, qu'IFC s'est attachée à relever en faisant de la sécurité alimentaire une priorité stratégique : elle a lancé une série d'initiatives novatrices pour accroître l'offre de produits alimentaires bon marché.

L'idée est d'agir sur tous les fronts à la fois. IFC met l'accent sur l'élargissement de l'accès des agriculteurs et des entreprises agroalimentaires au crédit, l'amélioration du climat de l'investissement, le transfert de savoirs et de technologie, la viabilité environnementale et sociale, les partenariats public-privé et une utilisation plus rationnelle des terres, de l'eau et de l'énergie.

Durant l'exercice 12, la Société a lancé le Programme de financement des produits de base essentiels pour investir davantage dans le commerce des produits agricoles dans les pays en développement tout en répondant aux besoins énergétiques des pays les plus pauvres. Le programme investira à hauteur de 18 milliards de dollars dans le commerce au cours des trois prochaines années.

IFC a aidé les agriculteurs à s'assurer un revenu stable, grâce à son nouveau Programme mondial de crédit-stockage. Ce programme permet aux agriculteurs de se faire payer rapidement lorsqu'ils livrent leur production aux entrepôts. En général, ils doivent attendre que leurs produits quittent l'entrepôt, ce qui peut prendre des semaines. Le programme d'IFC leur permet de recevoir une avance immédiate sur présentation de leur récépissé de livraison à l'entrepôt.

En outre, IFC a étendu à l'Afrique et au Moyen-Orient son programme de gestion des risques liés aux prix des produits agricoles, ce qui permet aux importateurs et aux exportateurs de ces deux régions essentielles d'avoir accès au crédit et de gérer leurs risques.

IFC gère également le guichet Secteur privé du Programme mondial du Groupe de la Banque mondiale pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, qui vise à consacrer davantage de ressources aux programmes pour la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Ce guichet octroie des prêts, émet des garanties de crédit et prend des participations pour encourager les activités du secteur privé qui améliorent la sécurité alimentaire.

La Société est consciente du fait que la sécurité alimentaire est un problème qu'elle ne peut régler à elle seule. La production alimentaire devra augmenter de 70 % au cours des 40 prochaines années pour faire face à l'augmentation de la population mondiale. En moyenne, il faudra investir un montant net de 83 milliards de dollars par an dans les pays en développement, ce qui sera impossible sans un effort mondial d'innovation et de collaboration. IFC est particulièrement bien placée pour jouer un rôle de premier plan.

Face à l'envolée des prix alimentaires, IFC est intervenue avec force pour aider à offrir des produits alimentaires à des prix abordables là où ils font le plus défaut.

30

pays ont bénéficié des projets d'IFC dans les secteurs de la santé et de l'éducation

AIDER LES PAUVRES À BÉNÉFICIER DE MEILLEURS SERVICES D'ÉDUCATION ET DE SANTÉ

Les travailleurs non qualifiés sont mal armés pour répondre aux besoins d'une économie mondiale en évolution rapide. Sans formation spécialisée, il est pratiquement impossible de trouver un emploi qui assure stabilité économique et mobilité sociale.

C'est trop souvent le cas des catégories à revenu faible ou intermédiaire dans les pays en développement. Et lorsque le manque de formation demeure une constante d'une génération à l'autre, la pauvreté devient endémique.

En investissant dans l'éducation, IFC s'emploie à inverser cette tendance. Ses projets améliorent l'accès à un enseignement de qualité qui confère des qualifications adaptées aux besoins du marché mondial. La Société investit directement dans le secteur de l'éducation, facilite l'octroi de prêts aux étudiants, aide les pouvoirs publics à faire des choix avisés et partage les connaissances qu'elle acquiert dans le cadre de ses activités dans le secteur.

Au cours des dix dernières années, IFC a investi plus de 2,2 milliards de dollars dans les secteurs de la santé et de l'éducation dans les marchés émergents et financé des projets dans plus de 30 pays. Ses interventions toujours plus nombreuses dans le domaine de la formation technique et professionnelle peuvent avoir un impact majeur. Ces programmes visent les personnes mal desservies qui sont souvent les premiers membres de leur famille à poursuivre leurs études au-delà du secondaire.

Aux Philippines, IFC a prêté 24 millions de dollars à TCG Holdings, une entreprise qui gère un groupe d'établissements de formation aux métiers du secteur de l'hôtellerie et de la restauration. Son investissement permettra d'agrandir deux campus de l'École hôtelière d'Asie et d'en ouvrir quatre autres, ce qui permettra à l'institution d'accueillir 5 000 nouveaux étudiants.

2,2 MILLIARDS DE DOLLARS

INVESTIS DANS DES ENTREPRISES DES SECTEURS DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION DE PAYS ÉMERGENTS

Ci-dessus, au centre
Grâce à l'appui fourni par IFC en faveur de la formation professionnelle aux Philippines, Jovelyn Manamat a de meilleures perspectives d'emploi dans l'hôtellerie ou la restauration.

Grâce à cet investissement, les étudiants des catégories à revenu faible ou intermédiaire aux Philippines, qui sont pour la plupart des femmes défavorisées, auront plus facilement accès à une formation spécialisée, ce qui améliorera leurs chances de trouver un emploi valable.

L'éducation et la santé sont deux grandes priorités d'IFC — la Société investit plus que toute autre institution multilatérale dans les services privés de santé et d'éducation des pays émergents. En collaboration étroite avec la Banque mondiale, elle élabore des stratégies pour les pays qui n'ont pas les moyens d'offrir des services de santé et d'éducation de qualité accessibles à tous.

IFC élargit l'accès aux soins de qualité en investissant dans des modèles d'activité novateurs. Au cours des dix dernières années, elle a investi 1,6 milliard de dollars dans le secteur de la santé.

Les activités qu'elle mène en collaboration avec Archimedes Global ont permis de mettre au point un nouveau modèle de prestation de services de santé pour les populations mal desservies. Pour la première fois, IFC a investi directement dans le secteur de l'assurance-maladie, sous la forme d'une participation de 3 millions de dollars dans Archimedes Health Developments, une entreprise qui fournit des services d'assurance-maladie et de santé en Géorgie et au Kazakhstan. L'investissement permettra à Archimedes d'ouvrir 24 dispensaires et d'assurer 670 000 personnes à l'horizon 2018.

Plus de
50
monnaies nationales ont été utilisées pour libeller les financements d'IFC

OUVRIR LA VOIE EN MATIÈRE DE FINANCEMENT EN MONNAIE NATIONALE

Dans la plupart des pays en développement, les petites entreprises qui cherchent à développer leurs activités se heurtent à un obstacle immédiat : le manque d'accès aux financements en monnaie nationale.

Les marchés obligataires en monnaie nationale sont généralement embryonnaires. La plupart des banques préfèrent prêter aux grandes entreprises établies de longue date. Les petites et moyennes entreprises ont donc difficilement accès à des capitaux à long terme en monnaie nationale, ce qui les oblige à contracter des emprunts en devises pour se développer.

Conscients du risque que cela comporte, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du Groupe des 20 grands pays industrialisés et en développement ont lancé un appel en faveur d'une action concertée pour promouvoir les marchés obligataires en monnaie nationale dans les pays en développement. Ces marchés, ont-ils déclaré l'an dernier, peuvent constituer une « roue de secours » en cas de crise financière, les investisseurs locaux constituant une précieuse source de financement.

C'est un domaine qu'IFC connaît bien. Cette année, la Société a signé avec le Ghana et huit membres de l'Union monétaire ouest-africaine un accord visant à établir des programmes d'émission d'obligations libellées en monnaie nationale qui consolideront les marchés locaux des capitaux et favoriseront le développement du secteur privé dans les pays qui en ont le plus besoin. Son programme panafricain d'émission de bons à moyen terme négociables, une initiative phare, lui permettra d'émettre plus d'un milliard de dollars en cedis ghanéens et en francs CFA au cours des dix prochaines années.

Depuis plus d'une décennie, IFC joue un rôle central en élargissant l'accès aux financements en monnaie nationale dans les pays en développement.

La Société a été la première institution à émettre des garanties partielles de crédit pour les émissions d'obligations sur les marchés nationaux en Algérie, en Arabie saoudite, en Inde, au Mexique, en Russie et en Thaïlande. Elle a accordé des financements dans plus de 50 monnaies, plus que toute autre institution multilatérale de développement.

Pour promouvoir encore davantage l'émission de prêts et d'obligations en monnaie nationale en Afrique, IFC a signé un accord-cadre avec la Banque africaine de développement en vue de procéder à des swaps de monnaies qui leur permettent de bénéficier mutuellement de leurs émissions d'obligations en monnaie nationale et de mieux appuyer les projets de développement de leurs clients. C'est le premier accord de swap de monnaies conclu par IFC et la BAD avec une autre institution financière multilatérale.

IFC a également été la première institution multilatérale à signer un accord de swap avec des banques chinoises pour l'octroi de prêts en monnaie nationale. Les accords conclus par la Société avec la Banque de développement de Chine et la Banque d'import-export de Chine lui permettront d'accorder des prêts à long terme en renminbi pour les projets de développement du secteur privé.

L'élargissement des possibilités de financement à long terme en monnaie nationale est la clé de voûte de la stratégie utilisée par IFC pour renforcer les marchés des capitaux dans les pays en développement. En collaborant avec les organismes de contrôle et les institutions locales, la Société peut promouvoir une meilleure réglementation des marchés des capitaux tout en aidant ses clients à atténuer leurs risques de change de façon à créer des emplois et à développer leurs activités.

DEPUIS PLUS DE
10 ANS
IFC EST L'UNE DES PRINCIPALES INSTITUTIONS À FOURNIR DES FINANCEMENTS EN MONNAIE NATIONALE

MARCHÉS PIONNIERS

52
STIMULER LA CROISSANCE ET CRÉER DES OPPORTUNITÉS DANS LES PAYS LES PLUS PAUVRES

55
AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DANS LES RÉGIONS PIONNIÈRES DES PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE

56
AMÉLIORER LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DES FEMMES

57
AIDER LES PAYS À SE RELEVER D'UN CONFLIT ET À STABILISER LEUR SITUATION

Pour faire reculer la pauvreté, il est indispensable de savoir où vivent les pauvres. Il y a 20 ans, la réponse était simple : 90 % d'entre eux vivaient dans des pays pauvres. Aujourd'hui, un quart seulement des 1,3 milliard de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour vivent dans des pays à faible revenu. Les autres vivent dans des pays à revenu intermédiaire.

Ces chiffres montrent qu'il faut ajuster l'approche suivie pour lutter contre la pauvreté. Celle-ci est généralement endémique dans les pays les plus démunis – les taux de pauvreté sont lents à diminuer en Afrique, même dans les pays qui affichent une solide croissance économique. Il est également plus difficile de faire reculer la pauvreté dans les pays enlisés dans des conflits ou l'instabilité politique. Si ces pays sont une priorité pour IFC, les régions les plus pauvres des pays à revenu intermédiaire le sont aussi, car bon nombre de leurs habitants ont besoin de son aide.

STIMULER LA CROISSANCE ET CRÉER DES OPPORTUNITÉS DANS LES PAYS LES PLUS PAUVRES

Les possibilités d'emploi étaient rares à Ouanaminthe, une petite ville située dans le nord-est d'Haïti. Rolande Pericles, et des milliers d'autres comme elle, avait du mal à trouver du travail pour nourrir ses enfants.

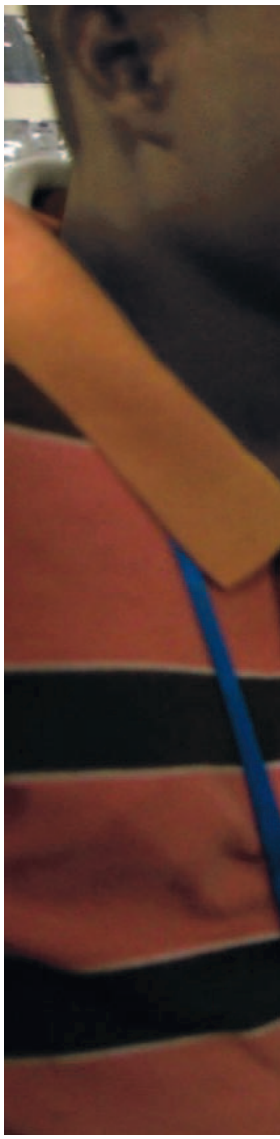
Tout a changé après l'ouverture de Codevi, une zone industrielle détenue par Grupo M de la République dominicaine. Grâce à l'appui d'IFC, le Groupe a pu agrandir Codevi, qui emploie aujourd'hui 6 500 personnes qui confectionnent des vêtements de marque pour l'exportation. Ces travailleurs bénéficient également de services de santé et d'éducation et sont même représentés par un syndicat, fait rarissime en Haïti.

« Après avoir été couturière, je suis devenue contremaître et maintenant je suis coordinatrice », indique Pericles. « Mon salaire me permet de prendre soin de ma maison et de mes enfants. »

Comme les autres pays figurant parmi les plus pauvres de la planète, Haïti a beaucoup de difficultés à éliminer les maladies évitables, à surmonter les conflits et à réduire la pauvreté. IFC s'est fait une priorité de créer des opportunités et d'assurer une croissance durable dans ces pays — qui ont accès aux prêts accordés par l'Association internationale de développement, c'est-à-dire le fonds de la Banque mondiale pour les plus pauvres. Pour ce faire, la Société leur fournit un appui intégré sous forme d'investissements et de services-conseil.

Depuis 2005, les investissements d'IFC dans les pays ont été multipliés par six, frisant les 6 milliards de dollars pour l'exercice 12. Les pays IDA représentent près de la moitié des projets d'investissement de la Société et 65 % de ses dépenses au titre du programme de services-conseil. Les résultats sont impressionnants : chaque dollar investi en actions par IFC lui a rapporté 2,45 dollars.

Cette excellente rentabilité lui a permis de verser des sommes importantes au titre de la reconstitution des ressources de l'IDA — 2,2 milliards de dollars, soit presque autant que son capital entièrement libéré (2,4 milliards de dollars).



À droite IFC a aidé Grupo M à agrandir l'usine de confection Codevi à Haïti, ce qui a amélioré les moyens de subsistance de milliers de travailleurs comme Rolande Pericles.

Ci-dessous Mamikon Yepremyan a créé sa laiterie en 2011 avec un prêt de la Banque ACBA-Crédit agricole, un client d'IFC.

6 fois plus *d'investissements dans les pays IDA depuis 2005*

Dans le cadre des activités qu'elle mène dans les pays IDA, la Société a mis l'accent sur les projets qui lui permettent de créer des opportunités et d'améliorer les conditions de vie rapidement et durablement. Pendant l'exercice 12, par exemple, elle a proposé un montage financier de 5,5 millions de dollars pour construire un hôtel Hilton de 138 chambres au Burundi après de longues années de troubles civils qui ont pratiquement décimé l'économie nationale.

Le Burundi collabore avec l'IDA pour rétablir la stabilité et renforcer et moderniser son économie. Le pays a déjà accompli des progrès impressionnants. Dans l'édition 2012 du rapport *Doing Business* publié par la Banque mondiale, il est classé au septième rang des pays dont l'économie a le plus progressé.

Le nouvel hôtel offrira un confort aux normes internationales et des salles de conférence de qualité qui permettront d'attirer davantage d'entreprises et de visiteurs étrangers au Burundi. Il est prévu de créer 155 emplois permanents, dont un tiers seront occupés par des femmes.

6 MILLIARDS DE DOLLARS
INVESTIS DANS LES PAYS IDA

7 MILLIARDS DE DOLLARS

INVESTIS DANS DES MODÈLES D'ACTIVITÉ À VOCATION SOLIDAIRE

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DANS LES RÉGIONS PIONNIÈRES DES PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE

La téléphonie mobile peut changer la vie — sauf pour 1,6 milliard de personnes qui vivent dans des zones reculées où ce service est inaccessible.

Dans tous les pays, il existe des régions qui ne sont commercialement pas viables pour la majorité des entreprises de téléphonie mobile : les distances sont trop grandes et la population trop faible pour justifier un investissement dans l'installation du matériel nécessaire. La population de ces régions reste donc en marge de la révolution des communications.

Certaines entreprises de téléphonie mobile estiment cependant que les zones reculées sont porteuses d'opportunités. IFC prête son concours à ces leaders dont les modèles d'activité à vocation solidaire offrent des solutions bon marché qui améliorent les conditions de vie au bas de la pyramide économique. L'action menée par la Société contribue aussi à améliorer les conditions de vie des populations des régions pionnières dans les pays à revenu intermédiaire.

« Les communautés isolées ne sont pas une cause perdue », a déclaré Mike Fitzgerald, président-directeur général d'Altobridge, une société irlandaise de haute technologie. « Au contraire, il est aujourd'hui évident que l'idée selon laquelle il n'est pas rentable d'investir dans ces communautés est un mythe, comme l'ont démontré de nombreuses études de cas en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. »

Au cours des huit dernières années, les modèles d'activité à vocation solidaire ont représenté entre 7 et 10 % des engagements annuels d'IFC, soit plus de 7 milliards de dollars au total. Les activités qu'elle mène avec plus de 300 clients ayant investi dans ce type de modèle dans plus de 80 pays lui ont permis de venir en aide à quelque 250 millions de personnes au bas de la pyramide.

L'investissement d'IFC dans les technologies peu coûteuses d'Altobridge a permis aux opérateurs de téléphonie mobile de desservir des clients dans des villages indonésiens reculés.

La Société s'emploie également à renforcer le secteur privé dans les régions pionnières des pays à revenu intermédiaire en aidant à apporter des solutions inédites aux grands problèmes de développement. En Croatie, par exemple, IFC finance un parc d'éoliennes près de la ville de Šibenik qui assurera l'approvisionnement régulier des ménages et des entreprises en électricité tout en aidant à lutter contre les effets du changement climatique.

En Indonésie, le produit phare d'Altobridge est la station fixe « allégée » qu'elle propose aux opérateurs de téléphonie mobile des pays en développement pour 50 000 dollars, soit cinq fois moins cher que les systèmes traditionnels qui sont d'un coût prohibitif dans les zones rurales les plus reculées. Les systèmes d'Altobridge fonctionnent avec des logiciels protégés et des panneaux solaires à faible coût qui permettent à ses clients d'offrir des services de téléphonie mobile rentables aux localités de 3 000 personnes.

IFC a pris une participation initiale de 5 millions de dollars au capital d'Altobridge. Indosat, l'un des principaux opérateurs indonésiens, a utilisé le système d'Altobridge pour élargir sa clientèle d'abonnés à Mambi, un village reculé de la province de Sulawesi qui se trouve à 15 heures de route de l'aéroport le plus proche.

Encore récemment, les habitants de Mambi n'avaient pratiquement aucun moyen de communication ; ils devaient faire trois heures de trajet pour téléphoner ou cinq heures pour atteindre l'hôpital le plus proche. Aujourd'hui l'hôpital peut leur envoyer des résultats d'analyse par message texte. Les petites entreprises peuvent téléphoner sur leurs mobiles Indosat, ce qui contribue à améliorer l'efficacité de leurs opérations.

AMÉLIORER LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DES FEMMES

Les emplois dans l'industrie chimique sont généralement bien rémunérés. En Inde, cependant, ce secteur était jusqu'ici interdit aux femmes sous prétexte qu'elles ne pouvaient pas y travailler dans de bonnes conditions de sécurité.

En collaboration avec son client Meghmani Organics, IFC a décidé de démontrer le contraire. En 2008, la Société a aidé Meghmani à recruter des femmes pour sa première usine chimique. Avec le concours d'IFC, l'entreprise a élaboré un règlement mieux adapté aux besoins du personnel féminin dans sa nouvelle usine FineChem, qui autorise les horaires flexibles et applique des règles sanitaires et sécuritaires spéciales. Elle a également construit des vestiaires et des sanitaires réservés aux femmes.

Les résultats, concluants, servent d'exemple à d'autres entreprises chimiques indiennes. FineChem emploie aujourd'hui près de 45 femmes qui viennent pour la plupart de villages situés près de la ville portuaire de Dahej dans l'État de Gujarat. L'entreprise a constaté que les femmes font un aussi bon travail que les hommes et qu'elles sont même plus productives et respectent plus rigoureusement les règles de sécurité. Pour leur part, les femmes apprécient d'avoir un emploi stable qui leur assure un revenu plus élevé et une plus grande autonomie dans leur foyer et leur village.

Les femmes sont un important facteur de croissance et d'opportunités économiques. Dans les pays en développement, elles représentent environ un tiers du personnel des petites et moyennes entreprises — le moteur de la création d'emplois. Elles constituent 40 % de la population active mondiale. L'amélioration des perspectives des femmes dans leur rôle de chef d'entreprise, d'employé, de consommateur et de partie prenante peut transformer les marchés locaux et mondiaux.

IFC élargit l'accès des femmes chef d'entreprise au financement. La Société élimine les obstacles auxquels elles se heurtent dans le monde des affaires et s'emploie avec ses clients à améliorer leurs conditions de travail. Elle collabore avec les chambres de commerce locales et d'autres partenaires pour offrir aux femmes chef d'entreprise une formation en gestion commerciale.

En Égypte, par exemple, IFC a travaillé avec Cairo Investment and Real Estate Development à la réalisation d'un examen de gouvernance d'entreprise en encourageant la société, qui gère le plus grand réseau d'écoles privées du pays, à faire siéger des femmes à son conseil d'administration. Sur la recommandation d'IFC, l'entreprise a diversifié la composition de son conseil d'administration et constaté que ce dernier était devenu beaucoup plus efficace.

Depuis le lancement du programme *Banking on Women* (« Miser sur les femmes ») à la fin de 2010, IFC a investi plus de 78 millions de dollars à l'appui des petites entreprises créées par des femmes en Europe de l'Est et en Asie de l'Est, mettant à profit l'expérience qu'elle a acquise en Afrique subsaharienne. Au total, ses clients ont créé quelque 760 000 emplois féminins en 2011. La Société a investi 200 millions de dollars dans le nouveau mécanisme mondial de financement des PME qui fournira des financements à 600 000 petites entreprises — dont un quart créé par des femmes — sur une période de dix ans.

Grâce à un microprêt d'un client d'IFC, Mastura Asoeva a pu développer son affaire de vannerie au Tadjikistan.

AIDER LES PAYS À SE RELEVER D'UN CONFLIT ET À STABILISER LEUR SITUATION

537 MILLIONS DE DOLLARS
INVESTIS DANS DES PAYS TOUCHÉS PAR UN CONFLIT

Pour les 1,5 milliard de personnes qui vivent dans des foyers d'instabilité et de conflit, il n'est pas simple de repartir de zéro. La guerre et les troubles civils compromettent la sécurité, portent atteinte aux infrastructures et au commerce, détruisent le cadre réglementaire et privent d'accès au crédit ceux qui veulent créer une entreprise.

IFC fournit un appui immédiat et à long terme à ces régions pour les aider à se redresser. Elle leur prête main-forte pour reconstruire leur secteur privé, promouvoir l'entreprenariat et remettre leurs habitants au travail.

Au Rwanda, 20 ans après le génocide qui a anéanti un cinquième de la population, le recul de la pauvreté passe par la croissance économique et l'investissement privé. Mais les entreprises rwandaises ont longtemps dû se plier à de lourdes formalités juridiques et administratives qui compliquaient l'immatriculation d'une entreprise, le règlement des différends commerciaux ou les échanges transfrontaliers.

Dans le cadre du programme de réforme du climat de l'investissement au Rwanda, IFC a aidé le pays à actualiser et simplifier sa réglementation, ce qui a permis de créer 16 000 emplois et 8 000 entreprises. Le Rwanda figure aujourd'hui dans le peloton de tête des réformateurs du climat de l'investissement, selon le rapport *Doing Business* de la Banque mondiale. Dans un climat plus favorable à l'investissement, les entrepreneurs sont plus susceptibles de monter une entreprise, de créer des emplois et d'investir dans le pays.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où le Printemps arabe a exacerbé les problèmes de développement, IFC a investi plus de deux milliards de dollars depuis le début du mouvement en 2011.

Elle a lancé des initiatives visant à élargir l'accès des petites et moyennes entreprises au crédit, à réduire le chômage des jeunes, à améliorer les qualifications professionnelles, et à allouer davantage de ressources aux projets d'infrastructures essentielles.

Dans les régions sortant d'un conflit, IFC commence généralement par fournir des services-conseil qui ont pour effet d'attirer l'investissement et peuvent être un facteur de transformation pour les entrepreneurs qui souhaitent redémarrer.

Ainsi, en Côte d'Ivoire, un pays au sous-sol riche, les troubles politiques et militaires des dix dernières années ont pratiquement anéanti l'industrie minière. IFC a investi 1,2 million de dollars environ dans la société ouest-africaine Sama Resources à l'appui d'un projet de prospection de nickel et de cuivre qui créera des emplois et stimulera la croissance. Le projet aidera également à établir de solides normes environnementales et sociales applicables aux investissements futurs dans le pays.

Durant l'exercice 12, IFC a investi 537 millions de dollars dans 45 projets menés dans des États fragiles ou des pays touchés par un conflit et assuré un programme de services-conseil de 31 millions de dollars. En février, la Banque mondiale a ouvert un nouveau Centre mondial sur les conflits, la sécurité et le développement à Nairobi (Kenya). En fournissant aux communautés déchirées par la guerre une aide financière et des conseils spécialisés qui leur font cruellement défaut, le Centre les aidera à reconstruire leur économie.

45 projets financés dans des pays touchés par un conflit

Face à l'incertitude qui pèse sur l'économie mondiale, les apports de capitaux dans les pays en développement ont sensiblement diminué. Les flux de capitaux privés se sont contractés de près de 25 % au cours des deux dernières années, et l'aide aux pays en développement a également reculé.

À une époque marquée par une contraction des ressources, IFC a continué d'alimenter les pays en développement en capitaux. Parallèlement à l'accroissement de ses propres investissements, elle a mobilisé d'autres apports de capitaux. Par exemple, pour l'exercice 12, ces apports ont atteint près de 5 milliards de dollars, soit un quart environ du montant total des engagements de la Société au titre d'investissements.

Mobiliser de nouvelles sources de capitaux est un élément essentiel de la stratégie d'IFC. Pour ce faire, elle encourage les entreprises des pays en développement à investir dans d'autres pays de ce groupe, elle exploite les ressources des fonds de placement privés et elle trouve d'autres moyens de dégager des capitaux où ils font le plus défaut.

MOBILISER POUR OPTIMISER L'IMPACT

61
LA FORCE DU PARTENARIAT

62
DÉGAGER DES CAPITAUX POUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LES MARCHÉS ÉMERGENTS

64
LES INVESTISSEMENTS SUD-SUD GAGNENT EN IMPORTANCE

65
LE FINANCEMENT DU COMMERCE EST IMPORTANT POUR LE DÉVELOPPEMENT

2,7 milliards de dollars

mobilisés sous forme de prêts syndiqués

2 350 KILOMÈTRES
LONGUEUR DE LA LIGNE FERROVIAIRE KENYA-OUGANDA

LA FORCE DU PARTENARIAT

Entre Mombasa sur l'océan Indien et les rives du Lac Victoria, la ligne ferroviaire Kenya-Ouganda traverse 2 350 kilomètres de brousse, de hauts plateaux et de vallées. C'est un axe vital pour le transport et le commerce en Afrique de l'Est.

Il y a quelques années à peine, le réseau ferroviaire était dans un piteux état après des décennies de sous-financement et de mauvaise gestion. Il y avait de nombreux accidents et le temps d'immobilisation des wagons était imprévisible.

La remise en état de cette ligne historique nécessitait des investissements privés. En 2011, IFC s'est associée avec plusieurs autres institutions financières pour mobiliser quelque 274 millions de dollars qui ont permis au nouveau propriétaire de la ligne, Africa Railways Ltd, d'investir dans du matériel neuf et de recruter une équipe technique pour construire une ligne plus rapide et plus sûre.

La mobilisation de fonds auprès d'autres investisseurs — qui investissent à ses côtés — est un élément essentiel de la stratégie d'IFC. Cela lui permet d'en faire plus que si elle agissait seule, en mettant en commun non seulement leurs ressources financières, mais aussi leurs connaissances et leurs compétences spécialisées.

La Société affiche régulièrement de solides résultats, ce qui lui permet de mobiliser des capitaux. Durant l'exercice 12, elle a collaboré avec des banques, des institutions financières internationales, des fonds souverains, des fondations et d'autres partenaires pour mobiliser près de 5 milliards de dollars au titre du développement, soit près de 1,1 milliard de dollars de plus que durant l'exercice 07 (voir Principales données opérationnelles page 25).

IFC mobilise généralement des ressources auprès de tiers dans le cadre de son programme de prêts syndiqués, le plus ancien et le plus important de tous ceux offerts par les banques multilatérales de développement. En offrant un large éventail de prêts syndiqués, la Société permet à d'autres partenaires d'investir à ses côtés sur les marchés difficiles. Durant l'exercice 12, elle a mobilisé 2,7 milliards de dollars de prêts syndiqués.

IFC Asset Management Company joue un rôle de plus en plus important dans les efforts de mobilisation déployés par la Société. Elle permet aux investisseurs de bénéficier des connaissances spécialisées de la Société, dont elle est une filiale à 100 %, et d'afficher une solide rentabilité du capital tout en ayant un impact au plan du développement. Au cours de l'exercice 12, IFC Asset Management Company a contribué à hauteur de 437 millions de dollars aux fonds mobilisés ou engagés par la Société.

Trois institutions européennes de financement du développement — FMO (Pays-Bas), DEG (Allemagne) et Proparco (France) — et un fonds géré par IFC Asset Management Company ont participé au projet ferroviaire. Citadel Capital SAE, un fonds de placement privé égyptien, a également joué un rôle clé.

Les améliorations apportées à la ligne ferroviaire sont évidentes : le volume des marchandises transportées a augmenté de 8 %, les trains de voyageurs sont deux fois plus nombreux et il y a près de deux fois moins d'accidents. IFC n'aurait pas pu en faire autant à elle seule.

À gauche
Autrefois sujette à des retards et des accidents, la ligne ferroviaire Kenya-Ouganda récemment privatisée a été remise à flot avec l'aide d'IFC.

À droite
IFC a aidé la Colombie à lever 2,7 milliards de dollars pour la Ruta del Sol, l'un des principaux axes de transport du pays.

10 millions de dollars *investis en Haïti après le tremblement de terre qui a dévasté l'île*

DÉGAGER DES CAPITAUX POUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LES PAYS ÉMERGENTS

Les petites entreprises des pays en développement ont du mal à obtenir un prêt, et cela pourrait devenir encore plus difficile.

Au lendemain de la crise économique mondiale, les organes de réglementation veulent éviter de faire payer le renflouement des banques par les contribuables. Selon les nouvelles règles mondiales, les banques devront lever plus de 600 milliards de dollars de capitaux pour couvrir leurs pertes potentielles. Elles auront des choix difficiles à faire en 2013, lorsque ces règles entreront en vigueur.

Une option serait de réduire le volume des prêts, en particulier aux petites et moyennes entreprises des marchés émergents, où le ratio minimum de fonds propres est relativement élevé.

Pour relever ce défi, IFC a aidé à mettre sur pied un nouveau fonds qui permettra aux banques de prêter davantage aux PME des pays émergents tout en respectant les règles en matière de fonds propres : cette année, la Société a investi 100 millions de dollars dans le Capital Release and Redeployment Fund, géré par la société de placement privée Christofferson, Robb & Company.

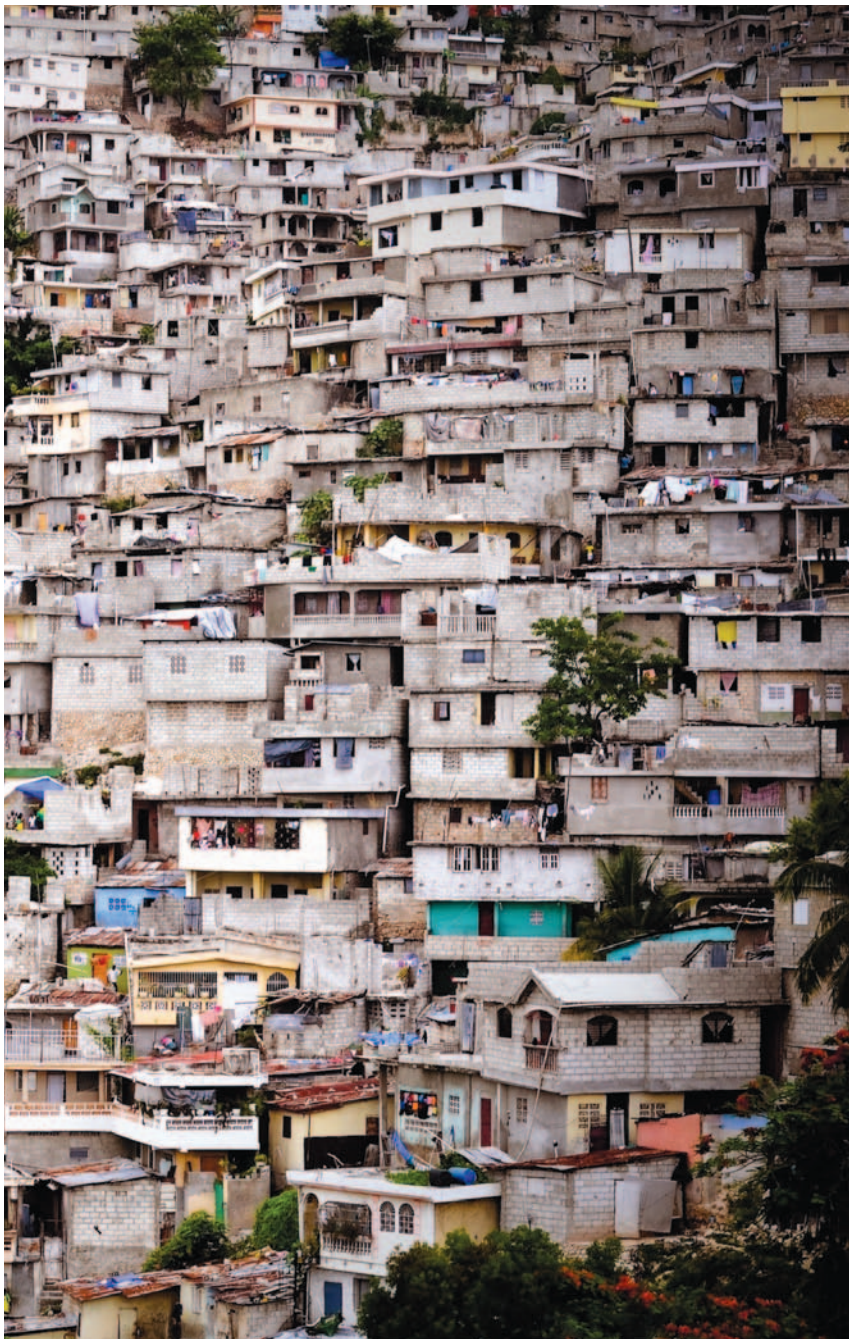
Le Fonds permet aux banques de transférer à des tiers une partie des risques de crédit que comportent les prêts aux PME, libérant ainsi des capitaux pour d'autres prêts. Il prévoit de mobiliser 300 millions de dollars supplémentaires auprès d'autres investisseurs, ce qui permettra d'octroyer jusqu'à 4 milliards de dollars de prêts aux PME des pays émergents.

IFC a toujours cherché à innover pour mobiliser de nouvelles sources de capitaux à l'appui du développement dans les pays émergents, tout particulièrement en période de crise et d'incertitude. Le capital-investissement peut jouer un rôle important à cet égard, comme le montre l'expérience de la Société.

IFC investit activement dans les fonds de placement axés sur les pays émergents depuis les années 80. Son portefeuille de participations privées, d'une valeur de 3 milliards de dollars, comprend 180 fonds à travers le monde. Lorsqu'elle investit dans ces fonds, la Société applique ses normes de performance et ses règles, ce qui peut contribuer à améliorer la performance environnementale et sociale des projets qu'ils financent.

IFC appuie les fonds de placement privés parce qu'ils apportent des capitaux et des compétences spécialisées aux petites et moyennes entreprises. En 2011, les prises de participation de la Société ont aidé à créer quelque 795 000 emplois — près d'un tiers du nombre total d'emplois créés par ses clients.

Dans certains des pays les plus pauvres, la Société est souvent la première à investir. Cette année, elle a pris sa première participation en Haïti après le tremblement de terre qui a dévasté le pays. Son investissement de 10 millions de dollars dans le fonds haïtien créé par Leopard Capital aidera à financer la construction de logements abordables, les énergies renouvelables et la production alimentaire.



L'EXERCICE 12 A MARQUÉ LA PREMIÉRE PRISE DE PARTICIPATION D'IFC EN HAÏTI

LES INVESTISSEMENTS SUD-SUD GAGNENT EN IMPORTANCE

Les financements d'IFC aident la société turque Zorlu Energy à construire un parc d'éoliennes qui permettra de remédier aux graves pénuries d'électricité du Pakistan.

20 %

du volume des investissements concernent des projets Sud-Sud

Les pays émergents ont besoin de capitaux privés. Mais ces apports ne peuvent pas venir exclusivement des pays industrialisés, où les incertitudes économiques peuvent réduire l'aptitude — et la disposition — des banques à prêter.

Les mouvements de capitaux entre pays en développement ou à revenu intermédiaire — ce qu'on appelle les investissements Sud-Sud — sont un moyen de plus en plus important de développer les marchés financiers, de stimuler la croissance et de mobiliser de nouvelles sources de financement.

C'est aussi une priorité stratégique d'IFC. Ces investissements ont représenté jusqu'à 20 % des projets et des engagements de la Société au cours des huit dernières années, et ils sont de plus en plus concentrés dans les pays les plus pauvres en Afrique et au Moyen-Orient. Selon le Groupe indépendant d'évaluation, ils ont produit d'excellents résultats au plan du développement et aidé à relever les normes environnementales et sociales.

IFC collabore avec les banques et les entreprises chinoises, dont les investissements dans le reste du monde ne cessent d'augmenter, pour faire en sorte que ces investissements ne soient pas seulement rentables, mais également durables. S'ils appliquent de rigoureuses normes environnementales et sociales, ces projets seront plus efficaces à long terme et bénéficieront directement aux pauvres.

Durant l'exercice 12, IFC a investi 1,5 milliard de dollars dans 41 projets Sud-Sud. Elle a mis sur pied un plan de financement de 115 millions de dollars pour Ghana Vodafone, qui comporte 72 millions de dollars de prêts parallèles de la Banque de développement de Chine et la Banque d'import-export de Chine. Cet accord de partenariat, le premier conclu entre la Société et des banques chinoises pour mobiliser des fonds en Afrique, utilise le secteur bancaire comme point d'ancrage des normes environnementales et sociales, ouvrant une voie nouvelle pour IFC. L'accord aura un impact positif sur les pauvres car il stimulera la concurrence et permettra d'offrir des services de télécommunication plus fiables et plus abordables.

La Chine n'est pas seulement un point d'origine des investissements Sud-Sud. IFC aide également les fonds privés à investir dans les régions pauvres du pays. La Société travaille avec XacBank, la quatrième banque de la Mongolie et la plus grande institution chinoise de microfinance, ainsi qu'avec d'autres investisseurs pour mettre sur pied une société de microcrédit dans la province de Xinjiang, l'une des plus pauvres et les plus reculées du pays. Le projet aidera à créer des emplois et à promouvoir l'entreprenariat en élargissant l'accès des petites et moyennes entreprises au crédit.

IFC encourage également les pays africains à investir au-delà de leurs frontières, ce qui peut aider à relancer leur économie après des années de conflit et à créer des conditions favorables à l'entreprenariat.

Durant l'exercice 12, IFC a investi 2,8 millions de dollars dans la société nigériane Vitafoam pour l'aider à développer ses activités en Sierra Leone. C'était le premier investissement d'IFC dans un projet manufacturier en Sierra Leone depuis la fin de la guerre civile il y a dix ans. Il montre l'importance des investissements entre pays africains et signale clairement que la Sierra Leone est prête à fonctionner. Aussi et surtout, le projet créera des emplois, générera des recettes publiques et réduira la dépendance du pays à l'égard des importations.

25 %

des engagements au titre du financement du commerce visent à aider les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires

LE FINANCEMENT DU COMMERCE EST IMPORTANT POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le commerce international stimule le développement économique — et le commerce a besoin d'être financé. Mais pour les entreprises des pays en développement, le crédit commercial est l'un des premiers services qui disparaissent en cas de crise financière.

Cette année, le ralentissement économique des pays industrialisés a eu des répercussions en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Plusieurs banques européennes, qui sont normalement les principales sources de financement du commerce, ont réduit leurs opérations dans de nombreux pays en développement. Le tarissement de ces sources de financement a sensiblement accru le coût du crédit commercial.

IFC a pris la relève pour combler ce déficit, devenant le chef de file des banques multilatérales de développement. Au cours des dernières années, elle a de plus en plus investi dans le financement du commerce et lancé plusieurs initiatives mondiales pour accroître ce type de financement dans les pays en développement. L'année dernière, la Société est également devenue la première institution financière internationale à entreprendre de mesurer l'impact du financement du commerce sur le développement.

IFC estime que le financement du commerce est un important moyen de produire un plus grand impact au plan du développement parce que, d'une part, le secteur privé ne peut combler à lui seul le déficit de financement du commerce, qui est estimé à plus de 25 milliards de dollars, et d'autre part, la Société a constaté que le financement du commerce lui permet de progresser dans la réalisation de toutes ses priorités stratégiques en aidant à améliorer les conditions de vie de ceux qui ont le plus besoin de son aide.

Depuis 2005, le Programme de financement du commerce mondial lancé par IFC a émis plus de 12 500 garanties d'un montant total de 19 milliards de dollars, dont plus de la moitié dans les pays les plus pauvres, ce qui lui a permis d'intervenir dans plus de quinze régions fragiles ou touchées par un conflit. Plus de 80 % des garanties émises dans le cadre du programme concernaient des petites et moyennes entreprises, et plus de 25 % des engagements de la Société au titre du programme ont bénéficié aux agriculteurs et aux entreprises agroalimentaires.

Par ailleurs, le Programme de liquidités pour le commerce mondial mis en place par IFC a financé 21 milliards de dollars de transactions commerciales depuis son lancement en 2009. Durant l'exercice 12, les engagements de la Société dans les deux programmes se sont chiffrés au total à 6,1 milliards de dollars, soit une hausse de 23 % par rapport à l'exercice précédent.

80 %

DES GARANTIES LIÉES AU FINANCEMENT DU COMMERCE BÉNÉFICIENT AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Retrouvez-nous en ligne
Web et médias sociaux

Le site Web d'IFC, www.ifc.org, présente des informations détaillées sur tous les aspects des activités de l'institution. Il indique comment contacter les bureaux de la Société dans le monde entier, diffuse des communiqués de presse et des articles, des données sur la mesure des résultats et les documents publiés pour les investissements proposés, et expose les grands principes et directives qui régissent son action et ont un impact sur les sociétés qui sont ses clientes.

La version en ligne du Rapport annuel 2012 d'IFC contient aussi des documents PDF téléchargeables qui couvrent tous les points présentés dans ce volume ainsi que les versions en langue étrangère disponibles. Elle se trouve à l'adresse www.ifc.org/annualreport. Le site web fournit également de plus amples informations sur la poursuite d'une action durable, notamment un indice de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance.

Facebook
www.facebook.com/IFCwbg

Twitter
www.twitter.com/IFC_org
#IFC et #IFCAR2012

LinkedIn
http://www.ifc.org/LinkedIn

Scribd
www.scribd.com/IFCpublications

YouTube
www.youtube.com/IFCvideocasts

Site Web d'IFC
www.ifc.org

Liste des médias sociaux
www.ifc.org/SocialMediaIndex

Rapport annuel
www.ifc.org/AnnualReport

www.ifc.org/annualreport

Pour plus d'informations sur plusieurs domaines importants, consulter les pages web ci-après :

The IFC/World Bank Doing Business *report*
www.doingbusiness.org

The joint IFC and World Bank Women, Business, and the Law project
http://wbl.worldbank.org/

IFC/World Bank enterprise surveys
www.enterprisesurveys.org

IFC issue briefs
www.ifc.org/issuebriefs

IFC's project mapping tool
www.ifc.org/projectmappingtool

Africa—the Power of the Private Sector
www.ifc.org/TOSAfrica

Climate Change—Private Sector Solutions
www.ifc.org/TOSClimatechange

Infrastructure—How the Private Sector Helps
www.ifc.org/TOSInfrastructure

FPO
FSC
Product group from well-managed forests, controlled sources and recycled wood or fiber
www.fsc.org Cert no. SW-COC-002370
© 1996 Forest Stewardship Council

COLLABORATEURS

Rapport établi par le Service des relations extérieures d'IFC.

Conception : Addison
www.addison.com

Impression : Sandy Alexander
www.sandyinc.com

Photographies :
Verso de la couverture : Mikkel Ostergaard/Panos
Page 2 : Deborah Campos/WB Photolab
Page 3 : Ray Rayburn/WB Photolab
Page 4 : Iwan Bagus
Page 7 : Dorling Kindersley/Getty
Page 10 : Dilip Banerjee
Page 13 : Great Lakes Communication and Media Center
Pages 14–15 : Natalie Behring/Panos
Page 17 : John McNally
Page 19 : Sara King
Page 21 : Dieter Telemans/Panos
Page 22 : Julio Etchart/Panos
Page 24 : Tim Smith/Panos
Page 29 : Abdallah Awidi
Pages 30–31 : Iwan Bagus
Page 33 : Shiho Fukada/Panos
Page 34 : Adi Setiadi
Page 35 : Mads Nissen/Panos
Page 36 : Belcorp
Page 37 : Truong Vu Minh Hieu
Page 38 : John McNally
Page 39 : Chris Jordan
Page 40 : Tim Smith/Panos
Page 42 : Alexander Charin
Page 44 : Sando Moore (photo de gauche)
Page 44 : Zorlu Energy Group (photo de droite)
Page 46 : Xaykham Manilasith
Page 47 : ASHA Philippines (photo de gauche)
Page 47 : Abbie Trayler-Smith/Panos (photo de droite)
Page 48 : Sven Torfinn/Panos
Page 49 : Kesara Ratnavibhushana
Page 51 : Alfredo Caliz/Panos
Page 52 : Harutyun Poghosyan (photo du haut)
Page 52 : William Daniels/Panos (photo du bas)
Page 53 : Romel Simon
Page 54 : Altobridge
Page 56 : Chris Wright
Page 57 : Great Lakes Communication and Media Center
Page 58 : Crispin Hughes/Panos
Page 60 : Citadel Capital SAE
Page 61 : Constructora Noberto Odebrecht
Page 63 : josine/Getty (photo du haut)
Page 63 : Thony Belizaire/Getty (photo du bas)
Page 64 : Zorlu Energy Group
Page 65 : Sven Torfinn/Panos
Page 67 : Julio Etchart/Panos

IFC

ВОЗДЕЙСТВИЕ
ИННОВАЦИИ
ВЛИЯНИЕ
ДЕМОНСТРАЦИЯ
IMPACTO
INNOVACIÓN
INFLUENCIA
DEMOSTRACIÓN
الأثر الإيجابي
الابتكار
التأثير
الإيضاح والبرهان
IMPACT
INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION
效益
创新
影响
示范
IMPACT
INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION
インパクト
イノベーション
影響力
デモンストレーション
IMPACTO
INOVAÇÃO
INFLUÊNCIA
DEMONSTRAÇÃO
ВОЗДЕЙСТВИЕ
ИННОВАЦИИ
ВЛИЯНИЕ
ДЕМОНСТРАЦИЯ
IMPACTO
INNOVACIÓN
INFLUENCIA
DEMOSTRACIÓN
الأثر الإيجابي
الابتكار
التأثير
الإيضاح والبرهان
IMPACT
INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION
效益
创新
影响
示范
INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION
インパクト
イノベーション
影響力
デモンストレーション
IMPACTO
INOVAÇÃO
INFLUÊNCIA
DEMONSTRAÇÃO
ВОЗДЕЙСТВИЕ
ИННОВАЦИИ
ВЛИЯНИЕ
ДЕМОНСТРАЦИЯ
IMPACTO
INNOVACIÓN
INFLUENCIA
DEMOSTRACIÓN
الأثر الإيجابي
الابتكار
التأثير
الإيضاح والبرهان
IMPACT
INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION
效益
创新
影响
示范
IMPACT
INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION
インパクト
イノベーション
影響力
デモンストレーション
IMPACTO
INOVAÇÃO
INFLUÊNCIA
DEMONSTRAÇÃO
ВОЗДЕЙСТВИЕ
ИННОВАЦИИ
ВЛИЯНИЕ
ДЕМОНСТРАЦИЯ
IMPACTO
INNOVACIÓN
INFLUENCIA
DEMOSTRACIÓN
الأثر الإيجابي
الابتكار
التأثير
الإيضاح والبرهان
IMPACT
INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION
效益
创新
影响
示范
IMPACT
INNOVATION
INFLUENCE
DÉMONSTRATION
インパクト
イノベーション
影響力
デモンストレーション
IMPACTO
INOVAÇÃO
INFLUÊNCIA
DEMONSTRAÇÃO

RÉSULTATS

RAPPORT ANNUEL 2012

RÉSULTATS

La bonne santé financière d'IFC – et son bilan remarquable dans des périodes aussi bien fastes que difficiles – permet à ses clients du secteur privé de créer des opportunités et d'améliorer les conditions de vie dans les régions les plus pauvres du monde.

TABLE DES MATIÈRES

1-5

CONCRÉTISER LA VISION D'IFC

2 Fiche de performance
4 Créer des opportunités là où elles font le plus défaut

6-15

ACTIVITÉS ET LE SAVOIR-FAIRE D'IFC

7 Marchés cibles des opérations d'IFC
8 Les trois catégories d'activité d'IFC
12 Les compétences spécialisées d'IFC
14 L'établissement de normes

16-51

LE PERSONNEL ET LES PRATIQUES D'IFC

17 IFC en action
18 Méthode suivie par IFC pour mesurer ses résultats
26 Le personnel d'IFC
28 La gouvernance d'IFC
30 Obligation de rendre compte
32 Partenariats
34 La gestion des risques
36 Une action responsable
38 Le cycle d'un projet d'investissement
42 Rapport indépendant d'assurance
45 Déclaration du Panel d'examen par les parties prenantes
46 Performance financière

CONCRÉTISER LA VISION D'IFC

IFC S'EFFORCE D'OFFRIR CE QUI NE PEUT PAS S'OBTENIR AILLEURS.

Fiche de performance
Concrétiser la vision d'IFC

IFC offre à ses clients un menu unique d'investissements et de conseils visant à promouvoir le développement d'un secteur privé viable dans les pays émergents. Mettre à profit cet apport unique, ce qu'elle appelle son « additionnalité », pour maximiser son impact au plan du développement est l'un des fondements de sa stratégie. Ses interventions suivent cinq grandes priorités stratégiques qui lui permettent d'apporter une aide là où elle est la plus nécessaire et la plus utile.

LES AXES STRATÉGIQUES D'IFC

1
PRIVILÉGIER LES MARCHÉS PIONNIERS

Pays IDA, États fragiles et en situation de conflit, et régions pionnières de pays à revenu intermédiaire

2
PRENDRE EN COMPTE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ASSURER UN DÉVELOPPEMENT DURABLE SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Élaborer de nouveaux modèles d'activité et instruments financiers, définir des normes plus rigoureuses

3
ÉLIMINER LES OBSTACLES À LA CROISSANCE DU SECTEUR PRIVÉ DANS LES DOMAINES DE L'INFRASTRUCTURE, DE LA SANTÉ, DE L'ÉDUCATION ET DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

Accroître l'accès aux services de base et renforcer la chaîne de valeur de l'agroindustrie

4
DÉVELOPPER LES MARCHÉS LOCAUX DES CAPITAUX

Renforcement des institutions, mobilisation de ressources et utilisation de produits financiers novateurs

5
CULTIVER LES RELATIONS À LONG TERME AVEC LES CLIENTS DANS LES PAYS ÉMERGENTS

Utiliser la gamme complète des produits et services d'IFC pour orienter le développement des clients et les aider à accroître leurs activités au-delà des frontières nationales

Fiche de performance
Résultats associés aux priorités stratégiques d'IFC

Indicateurs	Résultats Ex. 12	Ex. 11
RÉSULTATS AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT		
Projets d'investissement ayant reçu une note élevée (notation du DOTS)[1]	68 %	67 %
Projets de services-conseil ayant reçu une note élevée[2]	72 %	67 %
DOMAINES D'INTERVENTION		
MARCHÉS PIONNIERS		
Nombre de projets d'investissement menés dans les pays IDA	283	251
Engagements dans les pays IDA (millions)	$5 864	$4 867
Dépenses au titre des services-conseil dans les pays IDA (millions)[3]	$ 122	$ 107
Engagements en Afrique subsaharienne (millions)	$2 733	$2 150
Engagements dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (millions)	$2 210	$1 603
PARTENARIATS CLIENTS		
Nombre de projets d'investissement Sud-Sud	41	32
Engagements au titre des projets d'investissement Sud-Sud (millions)	$1 515	$1 034
CHANGEMENT CLIMATIQUE		
Investissements climatiques (millions)[4]	$1 621	$1 671
INFRASTRUCTURE, SANTÉ, ÉDUCATION, ALIMENTATION		
Engagements dans les secteurs des infrastructures, de la santé, de l'éducation et de l'alimentation[5] (millions)	$3 642	$2 200
MARCHÉS LOCAUX DES CAPITAUX		
Engagements dans le domaine des marchés des capitaux (millions)[6]	$9 375	$8 176
Engagements dans le secteur des micros, petites et moyennes entreprises (millions)[7]	$6 077	$6 020

Notes:

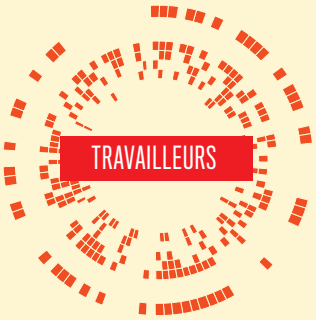
1. Notation du DOTS : pourcentage de sociétés clientes dont les résultats au plan du développement sont jugés satisfaisants au 30 juin de l'année considérée, basés sur une moyenne mobile sur les six années suivant l'approbation des opérations (2003–2008 pour l'exercice 12).
2. Les notes des exercices 12 et 11 sont basées sur l'examen des rapports de fin d'exécution soumis respectivement durant les années civiles 2011 et 2010.
3. Les données des exercices 11 et 12 reflètent l'adoption d'une meilleure méthodologie permettant de mesurer les dépenses au titre des services-conseil dans les pays IDA en incluant les projets régionaux.
4. Y compris les investissements dans la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables.
5. Engagements des départements d'IFC chargés des infrastructures, des télécommunications et des technologies de l'information, du financement infranational, de la santé, de l'éducation et des agroindustries (qui ne couvre pas l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement alimentaire).
6. Engagements du département des marchés des capitaux d'IFC, hormis Fonds et Placements privés.
7. Y compris les MPME qui empruntent directement auprès d'IFC, les institutions financières dont plus de 50 % des entreprises clientes sont des MPME, et tout autre investissement visant spécialement les MPME en tant que principaux bénéficiaires.

Créer des opportunités là où elles font le plus défaut
Qui en profite ?

IFC et ses clients apportent aux pays en développement de multiples contributions. Le succès des clients de la Société peut avoir des retombées dans tous les secteurs de l'économie nationale et permettre à de nombreux groupes de population, à commencer par les pauvres, d'améliorer leur situation.

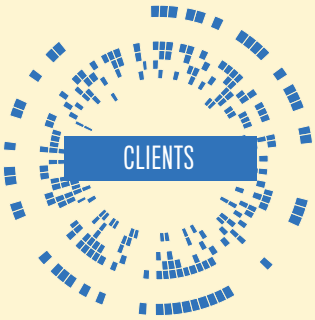
Par l'intermédiaire de ses clients, IFC crée des opportunités pour les travailleurs et leurs familles, les collectivités locales, les fournisseurs, les investisseurs et les clients qui achètent ce qu'ils produisent. Ses clients procurent à l'État et aux administrations locales d'importantes recettes fiscales, qui sont autant de ressources utilisables pour aider les pauvres. Les clients peuvent faire appel aux ressources et aux conseils d'IFC pour agrandir ou moderniser leurs installations, améliorer leurs performances environnementales, renforcer leur gouvernement d'entreprise, perfectionner leurs systèmes de gestion et se rapprocher des normes de l'industrie.

Les services-conseil de la Société viennent compléter ses investissements et aident les entreprises et les pouvoirs publics à optimiser leur impact. Les services fournis aux pouvoirs publics vont de l'appui aux réformes du climat de l'investissement à la contribution à la création et la mise en place de partenariats public-privé dans le domaine des infrastructures et d'autres services de base.



Les clients dans lesquels la Société investit ont procuré 2,5 millions d'emplois, dont près de 800 000 par le biais de fonds de participation et de placement privés, près de 450 000 dans les infrastructures de base, près de 390 000 dans l'agroindustrie et la foresterie, et 370 000 dans le secteur manufacturier.

- En Inde, IFC a investi dans un fonds de placement privé dont les sociétés en portefeuille emploient près de 12 000 personnes qui comptent un nombre croissant de femmes.

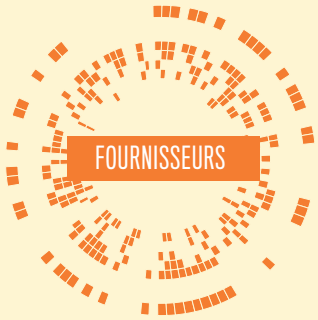


Les clients dans lesquels la Société investit ont octroyé 23 millions de prêts d'un montant total de 201 milliards de dollars à des microentreprises et des petites et moyennes entreprises. En outre, ils ont alimenté en électricité, en eau et en gaz près de 148 millions de clients et fourni 172 millions de branchements téléphoniques. Ils ont également fourni des services de santé à plus de 12 millions de patients et des services d'éducation à près d'un million d'étudiants.

- En 2011, un client en Chine a alimenté en eau 2,6 millions de particuliers et fourni des services de traitement des eaux usées à 5,5 millions de clients.
- Un client en Tunisie a accru son portefeuille de microprêts pour le porter à plus de 45 millions de dollars et son portefeuille de prêts aux PME à 1,8 milliard de dollars environ.
- Au Sri Lanka, un client d'IFC a fourni des services téléphoniques à près de 40 % des 18,3 millions d'abonnés du pays.
- Au Moldova, les services-conseil de la Société ont aidé à mettre en place un centre de radiologie et d'imagerie diagnostique qui permettra de fournir des soins de meilleure qualité à plus de 100 000 patients par an.

Les politiques, les procédures et les normes de performance d'IFC aident ses clients à renforcer leur impact positif sur les populations locales tout en évitant ou en atténuant les effets négatifs de leurs activités.

- En 2011, un client en Azerbaïdjan a dépensé 7 millions de dollars au titre de programmes de développement de proximité.
- Grâce aux services-conseil fournis par la Société aux fournisseurs guinéens pour renforcer leur capacités, les compagnies minières internationales ont signé des contrats d'une valeur totale de plus de 4 millions de dollars avec des PME locales.

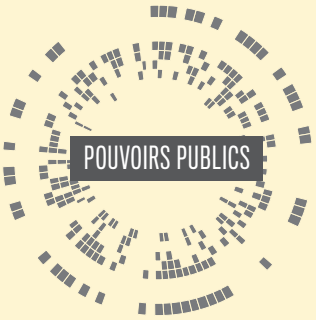


Les clients dans lesquels IFC investit ont sensiblement élargi les débouchés des fournisseurs locaux, auxquels les clients de la Société dans les secteurs manufacturier et des services ont acheté pour près de 40 milliards de dollars de biens et services. Dans le secteur agroindustriel, les clients d'IFC ont travaillé avec 3,3 millions d'agriculteurs.

- En 2011, un client de la Société dans le secteur minier a acheté pour plus de 640 millions de dollars de biens et services à des fournisseurs locaux.
- En Inde, la Société a investi dans une cimenterie qui a créé 300 emplois et aidé à préserver 7 200 emplois dans sa chaîne d'approvisionnement et de distribution dans l'un des États les plus pauvres du pays.
- Au Bangladesh, un client agroindustriel a travaillé avec plus de 10 000 agriculteurs et plus de 45 000 microentreprises et PME dans sa chaîne d'approvisionnement.

Les projets d'IFC aident à faire face aux effets du changement climatique et à promouvoir une action durable sur le plan environnemental et social.

- Le Programme de financement des énergies durables en Russie a aidé à mobiliser près de 34 millions de dollars au titre de 71 projets d'amélioration du rendement énergétique. Au total, le programme a réduit de 29,7 millions de dollars les coûts annuels des entreprises russes en énergie.
- Dans le cadre des services-conseil qu'elle fournit aux établissements semenciers au Bangladesh, la Société a aidé à former plus de 22 000 agriculteurs et 600 grossistes et détaillants à l'utilisation de semences résistantes au stress et aux méthodes de production durables. Avec son appui, le ministère de l'Agriculture a mis au point sept nouvelles variétés de semences résistantes au stress pour les agriculteurs locaux.



L'an dernier, les clients dans lesquels IFC investit ont contribué aux recettes publiques à hauteur de près de 22 milliards de dollars, dont plus de 6 milliards de dollars dans les secteurs des hydrocarbures et des industries extractives, près de 5 milliards de dollars dans les infrastructures de base et près de 3 milliards de dollars dans le secteur des biens manufacturés. La moitié des services-conseil de la Société vise directement les pouvoirs publics.

- Un client d'IFC dans le secteur des hydrocarbures en Amérique latine a versé près de 2,2 milliards de dollars de taxes et autres redevances publiques.
- En Iraq, un client a versé plus de 500 millions de dollars de taxes et redevances à l'État.
- Au Libéria, les services-conseil fournis par la Société ont aidé le gouvernement à créer le Registre du commerce du Libéria, ce qui a permis de ramener de 20 jours à six jours le délai moyen de création d'une entreprise.
- À Sao Tomé-et-Principe, les services-conseil d'IFC ont aidé l'État à créer un guichet unique pour immatriculer une entreprise, ce qui a réduit de 144 jours à 10 jours le délai moyen de création d'une entreprise.

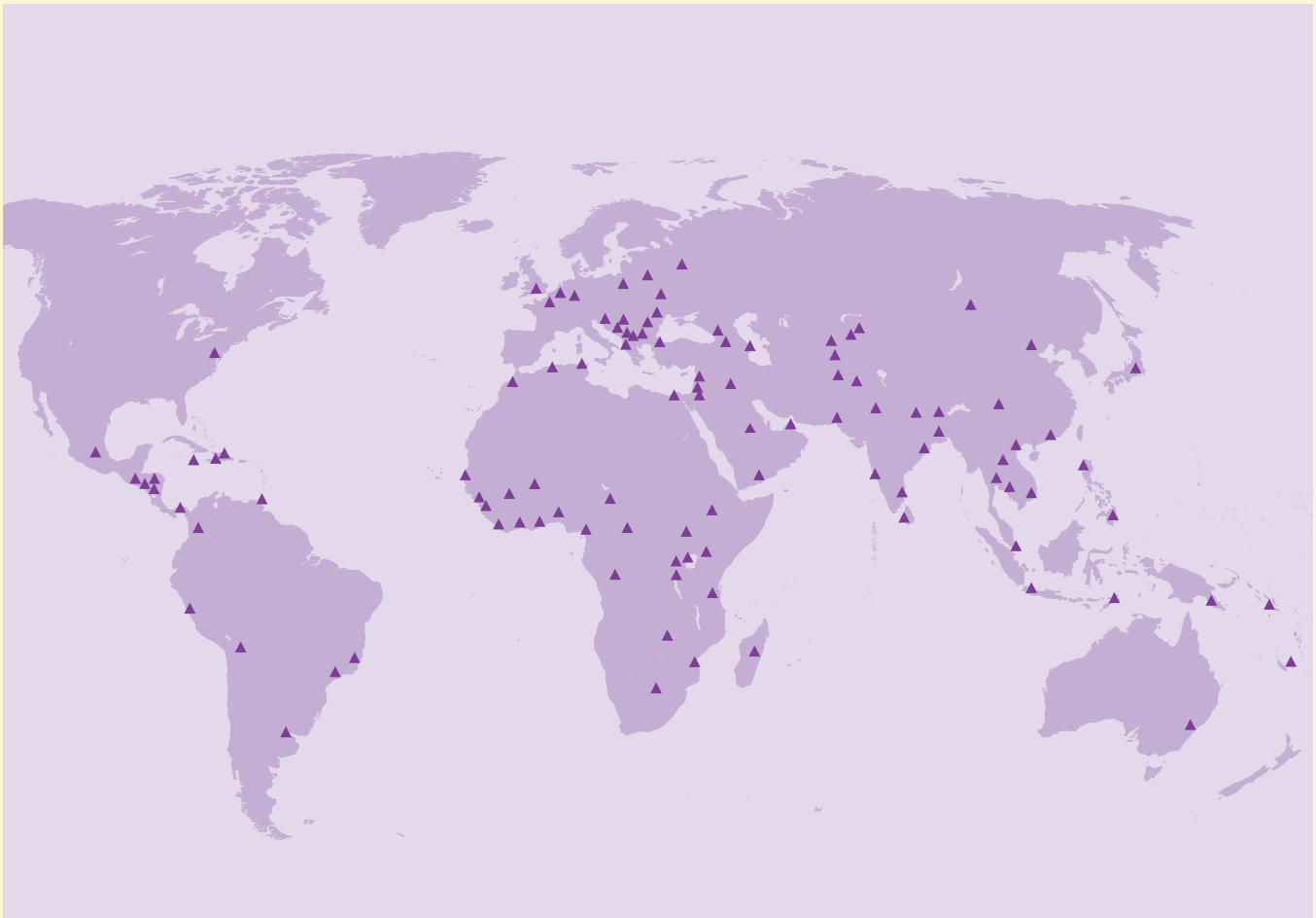
LES ACTIVITÉS ET LE SAVOIR-FAIRE D'IFC

L'EXPÉRIENCE D'IFC DANS TOUTES LES RÉGIONS DU MONDE ET PRATIQUEMENT TOUTES LES BRANCHES D'ACTIVITÉ LUI PERMET D'OFFRIR À SES CLIENTS UN ENSEMBLE D'AVANTAGES SANS PAREIL.

Marchés cibles des opérations d'IFC

Plus importante institution mondiale de développement dont les activités concernent le secteur privé, IFC intervient dans plus de 100 pays en développement.

La Société met à profit les enseignements tirés de l'expérience d'une région pour apporter des solutions aux problèmes d'autres régions. Elle aide également les entreprises locales à mieux utiliser leur propre savoir en saisissant des opportunités dans d'autres pays en développement.



Juin 2012

Les trois catégories d'activité d'IFC

Les trois catégories d'activité d'IFC (services d'investissement, services-conseil et gestion d'actifs) se complètent et permettent à la Société de mettre ses connaissances spécialisées de portée mondiale au service de ses clients dans les pays en développement.

Elles lui donnent un avantage particulier pour aider le secteur privé à créer des opportunités dans ces pays : la Société peut adapter ses investissements et ses conseils aux besoins de ses clients en utilisant des formules novatrices et créatrices de valeur. Son aptitude à attirer d'autres investissements dans ses projets présente des avantages supplémentaires, car cela lui permet aussi de proposer à ses clients de nouvelles sources de financement et de nouvelles manières de travailler.

LES SERVICES D'INVESTISSEMENT D'IFC

Les services d'investissement d'IFC rappellent fort à propos que les investisseurs privés peuvent promouvoir le développement des pays émergents et aider à faire reculer la pauvreté tout en réalisant des bénéfices.

Sa vaste gamme de services et de produits financiers peut contribuer à réduire la pauvreté et à stimuler la croissance à long terme en favorisant le développement d'entreprises viables, en encourageant l'entrepreneuriat et en mobilisant des ressources qui ne seraient pas disponibles en d'autres circonstances. Ses produits financiers sont adaptés aux besoins de chaque projet. La Société fournit du capital de croissance, mais il incombe aux intérêts privés de mobiliser la majeure partie des financements, d'assumer la direction des opérations et la responsabilité de la gestion des activités.

Au cours de l'exercice 12, la Société a investi environ 15,5 milliards de dollars dans 576 projets, dont près de 6 milliards de dollars dans des pays IDA. En outre, elle a mobilisé près de 5 milliards de dollars à l'appui du secteur privé des pays en développement.

PRODUITS D'IFC

PRÊTS

IFC consent des financements sur projet et des prêts aux entreprises pour son propre compte durant une période allant généralement de 7 à 12 ans. Elle accorde aussi des prêts à des intermédiaires bancaires, à des sociétés de crédit-bail et à d'autres institutions financières qui rétrocèdent ces ressources.

Si, dans le passé, ses prêts étaient généralement libellés dans la monnaie des grandes nations industrielles, IFC accorde maintenant la priorité au montage de produits en monnaie nationale. Elle a octroyé des financements dans plus de 50 monnaies nationales, dont le peso colombien, la roupie indonésienne, le tengue du Kazakhstan, le dirham marocain, le nuevo sol péruvien, le peso philippin, le franc rwandais et le kwacha zambien.

Au cours de l'exercice 12, IFC a engagé près de 6,7 milliards de dollars au titre de nouveaux prêts.

PARTICIPATIONS

Les prises de participation fournissent l'appui au développement et le capital-développement à long terme dont les sociétés privées ont besoin. Ces investissements offrent également la possibilité de soutenir le gouvernement d'entreprise et de renforcer la responsabilité sociale.

IFC prend des participations dans des sociétés directement ou par le biais de fonds de participation privés. Pendant l'exercice 12, les prises de participation ont représenté près de 2,3 milliards de dollars sur le total des engagements effectués par la Société pour son propre compte.

En règle générale, IFC prend une participation de 5 à 20 % au capital d'une entreprise. Elle encourage les sociétés dans lesquelles elle investit à élargir l'actionnariat en procédant à leur inscription en bourse et, par

conséquent, à développer les circuits des marchés financiers locaux. Elle investit également par le biais de prêts avec une composante de participation aux bénéfices, de prêts convertibles et d'actions privilégiées.

FINANCEMENT DU COMMERCE

Le programme de financement du commerce mondial mis en place par IFC garantit les obligations de paiement d'institutions financières agréées au titre d'échanges. Il permet d'accroître le volume des crédits commerciaux que les banques peuvent accorder et de compléter les financements de ces dernières en faisant bénéficier de mécanismes d'atténuation des risques, au cas par cas, plus de 200 banques réparties dans plus de 80 pays.

Au cours de l'exercice 12, les crédits commerciaux se sont chiffrés à quelque 6 milliards de dollars, soit plus d'un tiers des fonds engagés par la Société pour son propre compte. Depuis sa création en 2009, le Programme de liquidités pour le commerce mondial (GTLP) d'IFC a permis de mobiliser 21 milliards de dollars à l'appui du commerce dans les pays en développement.

PRÊTS SYNDIQUÉS

Le Programme de prêts syndiqués d'IFC, le plus ancien et le plus important programme de syndication des banques multilatérales de développement, est un important outil de mobilisation de capitaux au service du développement. Depuis sa mise en place en 1957, le programme a permis de mobiliser plus de 40 milliards de dollars auprès de plus de 550 institutions financières au titre de plus de 1 000 projets réalisés dans plus de 110 marchés émergents.

Durant l'exercice 12, IFC a syndiqué 2,7 milliards de dollars de prêts (prêts B et prêts parallèles), dont 38 % en faveur d'emprunteurs dans les pays IDA et les régions pionnières. Les emprunteurs dans le secteur des infrastructures ont reçu 41 % du montant total mobilisé. La base d'investisseurs de la Société s'est agrandie de onze banques des marchés émergents, de trois institutions d'aide au développement, d'un fonds d'Europe occidentale et d'une banque commerciale du Moyen-Orient. Le portefeuille de prêts syndiqués d'IFC se chiffrait au total à 11,2 milliards de dollars pour l'exercice 12.

IFC A INVESTI

15,5

MILLIARDS DE DOLLARS

DANS PRÈS DE 580 PROJETS.

LE GTLP A FINANCÉ

21

MILLIARDS DE DOLLARS

DE TRANSACTIONS COMMERCIALES DEPUIS 2009.

IFC A MOBILISÉ

2,7

MILLIARDS DE DOLLARS

DE PRÊTS SYNDIQUÉS DURANT L'EXERCICE 12.

FINANCEMENTS STRUCTURÉS

Les produits structurés et les produits titrisés permettent de mettre à la disposition des clients d'IFC des financements d'un bon rapport coût-efficacité qu'ils auraient des difficultés à obtenir autrement. Parmi ces produits figurent les garanties partielles de crédit, les mécanismes structurés de liquidités, les instruments de transfert de risque de portefeuille, les opérations de titrisation et les produits financiers islamiques. IFC exploite ses compétences en matière de montages financiers, ainsi que la note AAA que lui attribuent les agences de notation internationales, pour aider ses clients à diversifier leurs sources de financement, à allonger leurs échéances et à contracter des emprunts dans la monnaie de leur choix.

SERVICES DE GESTION DES RISQUES DES CLIENTS

IFC fournit des produits dérivés à ses clients pour leur permettre de couvrir les risques associés aux taux d'intérêt, aux taux de change et aux prix des produits de base. IFC assure l'intermédiation entre ses clients dans les pays en développement et les teneurs de marchés de produits dérivés afin de permettre à ses clients d'avoir pleinement accès aux produits de gestion des risques.

FINANCEMENTS MIXTES

Depuis plus de quinze ans, IFC combine les financements concessionnels, qui sont généralement fournis par les bailleurs de fonds partenaires, avec ses propres ressources pour financer des initiatives et produire un impact au plan du développement qui seraient impossibles à concrétiser autrement. Elle a utilisé cette approche dans trois domaines stratégiquement prioritaires : changement climatique, agroindustrie et sécurité alimentaire, et financement des petites et moyennes entreprises. Depuis l'exercice 07, la Société a mobilisé plus de 250 millions de dollars auprès des bailleurs de fonds partenaires, mobilisant plus de 3 milliards de dollars de ses propres fonds et auprès du secteur privé.

SERVICES-CONSEIL D'IFC

Le développement du secteur privé ne nécessite pas seulement des financements. L'expérience montre combien les services-conseil peuvent contribuer à débloquer les investissements et à aider les entreprises à se développer et à créer des emplois.

IFC aide le secteur privé des pays émergents en fournissant des conseils, des solutions pour résoudre les problèmes et des services de formation aux entreprises, aux branches d'activité et aux pouvoirs publics. Son expérience lui a appris que les entreprises n'ont pas seulement besoin d'investissements financiers pour prospérer : il leur faut aussi un environnement réglementaire propice à l'entreprenariat et des conseils sur l'optimisation des pratiques commerciales. Elle conseille les autorités nationales et locales sur les moyens d'améliorer le climat de l'investissement et de renforcer les infrastructures de base. La Société aide également les clients dans lesquels elle investit à améliorer leur gouvernement d'entreprise et à renforcer leur viabilité.

IFC intervient dans plus de 105 pays et a plus de 630 projets en cours. Le financement est assuré par la Société, ses partenaires et ses clients. Pendant l'exercice 12, les dépenses au titre du programme de services-conseil se sont chiffrées à près de 200 millions de dollars, soit environ 8 % de plus que pour l'exercice précédent. Au total, 65 % du programme ont bénéficié à des pays IDA et 17 % à des états fragiles ou touchés par un conflit.

DOMAINES D'INTERVENTION

ACCÈS AUX FINANCEMENTS

IFC aide à accroître l'offre et à réduire le coût des services financiers pour les particuliers, les microentreprises et les PME. Elle s'efforce en priorité d'aider ses clients à offrir des services financiers diversifiés et à mettre en place l'infrastructure financière nécessaire pour assurer une croissance durable et créer des emplois. À la clôture de l'exercice 12, la Société avait un portefeuille de 245 projets en cours d'une valeur totale de 295,7 millions de dollars visant à promouvoir l'accès au crédit dans 71 pays. Au cours de l'exercice, elle a dépensé quelque 63 millions de dollars au titre de son programme de services-conseil, dont 64 % dans des pays IDA et 16 % dans des états fragiles ou touchés par un conflit.

CLIMAT DE L'INVESTISSEMENT

IFC aide les pouvoirs publics à mettre en œuvre des réformes visant à améliorer le cadre de l'activité économique ainsi qu'à attirer et conserver des investissements en encourageant le développement de marchés compétitifs, la croissance et la création d'emplois. Elle s'efforce en priorité de concevoir et d'encourager les réformes réglementaires dans le but de créer un climat favorable aux entreprises et aux échanges commerciaux tout en éliminant les lacunes des cadres juridiques et en remédiant aux insuffisances de l'action des pouvoirs publics qui freinent l'investissement. À la clôture de l'exercice 12, le portefeuille de la Société se composait de 129 projets en cours dans le domaine du climat de l'''investissement, répartis dans 60 pays et évalués à environ 226,7 millions de dollars. Au cours de l'exercice, IFC a dépensé 57 millions de dollars au titre de son programme de services-conseil, dont 77 % dans des pays IDA et 25 % dans des états fragiles ou touchés par un conflit.

IFC FOURNIT DES SERVICES-CONSEIL DANS

105

PAYS ET À PLUS DE 630 PROJETS EN COURS.

À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE 12, LA SOCIÉTÉ AVAIT UN PORTEFEUILLE DE

173

PROJETS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE VIABLE EN COURS DANS 59 PAYS, D'UNE VALEUR TOTALE DE 266 MILLIONS DE DOLLARS.

65 %

DES DÉPENSES AU TITRE DE PROGRAMMES DE SERVICES-CONSEIL CONCERNAIENT DES PAYS IDA.

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

IFC aide les autorités nationales à concevoir et mettre en place des partenariats public-privé dans le secteur des infrastructures et d'autres services publics de base. Ses conseils aident les pouvoirs publics à assurer une croissance économique à long terme et à améliorer les conditions de vie dans leur pays en mobilisant la capacité du secteur privé à accroître l'accès aux services publics, tels que l'électricité, l'eau, la santé et l'éducation, tout en améliorant leur qualité et leur efficience. À la clôture de l'exercice 12, la Société avait un portefeuille de 85 projets de partenariat public-privé en cours dans 46 pays, évalués à quelque 106 millions de dollars. Au cours de l'exercice, elle a dépensé 30 millions de dollars au titre de son programme de services-conseil, dont 55 % dans des pays IDA et 13 % dans des états fragiles ou touchés par un conflit.

ACTIVITÉS DURABLES

IFC aide les entreprises à adopter des pratiques environnementales et sociales, des méthodes de gouvernance et des technologies qui leur donnent un avantage sur la concurrence. Elle s'emploie à promouvoir la généralisation de ces pratiques pour transformer les marchés et améliorer les conditions de vie des populations. La Société contribue à promouvoir la participation des femmes à la vie économique, à renforcer les capacités des petits agriculteurs et des petites entreprises, et à associer le secteur privé à la recherche de solutions au problème du changement climatique. À la clôture de l'exercice 12, IFC avait un portefeuille de 173 projets d'activité économique viable en cours dans 59 pays, d'une valeur totale de 265,8 millions de dollars. Au cours de l'exercice, elle a dépensé 48 millions de dollars au titre de son programme de services-conseil, dont 59 % dans des pays IDA et 10 % dans des États fragiles ou touchés par un conflit.

IFC ASSET MANAGEMENT COMPANY

IFC Asset Management Company (AMC), filiale à part entière d'IFC, mobilise et gère des fonds de tierces parties à l'appui d'investissements dans les pays en développement et sur les marchés pionniers. Elle a été créée en 2009 pour accroître les apports de capitaux à long terme sur ces marchés d'une manière qui réponde à ses objectifs de développement et offre des possibilités d'investissement rentable à d'autres entités.

AMC investit aux côtés d'IFC et tous ses investissements répondent aux normes de performance d'IFC. Elle mobilise des fonds auprès de grands investisseurs institutionnels qui cherchent à accroître leurs engagements dans les pays émergents et qui souhaitent tirer parti du portefeuille de transactions d'IFC, de ses méthodes d'investissement et des rendements supérieurs dont attestent ses antécédents. Au cours des 20 dernières années, le taux de rentabilité interne des prises de participation de la Société a dépassé 20 % par an en moyenne.

AMC aide IFC à s'acquitter d'une de ses principales missions en matière de développement : mobiliser des capitaux supplémentaires à l'appui d'investissements dans les entreprises privées productives des pays en développement. Par ailleurs, AMC renforce l'impact d'IFC dans le domaine du développement en augmentant le montant et le nombre des investissements que la Société peut effectuer.

Au 30 juin 2012, AMC gérait des actifs d'une valeur approximative de 4,5 milliards de dollars. Elle gère des fonds au nom d'un large éventail d'investisseurs institutionnels, parmi lesquels des fonds souverains, des fonds de pension et des institutions de financement du développement. La composition actuelle de son portefeuille est la suivante :

FONDS AMC

FONDS DE RECAPITALISATION D'IFC

Le Fonds de recapitalisation d'IFC, doté de 3 milliards de dollars, se compose d'un fonds de participation d'environ 1,3 milliard de dollars et d'un fonds de créances subordonnées d'environ 1,7 milliard de dollars. Lancé en 2009, le Fonds de recapitalisation contribue à renforcer les banques qui présentent une importance systémique dans les pays émergents en les aidant à faire face aux fléchissements de la conjoncture financière et économique. Il est alimenté conjointement par un investissement de 2 milliards de dollars de la Banque japonaise pour la coopération internationale et un investissement d'IFC à hauteur de 1 milliard de dollars. À la clôture de l'exercice 12, le fonds avait engagé depuis sa création un montant total de 1,3 milliard de dollars au titre d'investissements dans 11 banques commerciales au Bahreïn, au Honduras, au Malawi, en Mongolie, à Oman, en Papouasie-Nouvelle Guinée, au Paraguay, aux Philippines, en Serbie et au Viet Nam, ainsi que dans une banque régionale africaine.

FONDS POUR L'AFRIQUE, L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES (ALAC)

Lancé en 2010, le Fonds ALAC d'IFC, doté d'un milliard de dollars, bénéficie d'engagements de la part d'IFC, de PGGM (société néerlandaise de gestion de fonds de pension), de la Korea Investment Corporation, du Fonds étatique des hydrocarbures de la République d'Azerbaïdjan, de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, de l'Agence des investissements d'Abou Dhabi et d'un fonds public saoudien. ALAC prend des participations conjointement avec IFC dans un large éventail de secteurs en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes. À la clôture de l'exercice 12, il avait engagé depuis sa création un montant total de 361 millions de dollars au titre d'investissements.

LE TAUX DE RENTABILITÉ INTERNE DES PARTICIPATIONS D'IFC EST SUPÉRIEUR À

20 %

PAR AN EN MOYENNE.

AMC GÉRAIT DES ACTIFS D'UNE VALEUR DE

4,5

MILLIARDS DE DOLLARS

À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE 12.

FONDS DE RECAPITALISATION POUR L'AFRIQUE

Créé durant l'exercice 11, le Fonds de recapitalisation pour l'Afrique, qui est doté de 182 millions de dollars, a pour mission d'investir dans les établissements bancaires commerciaux jouant un rôle systémique important en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne. Il compte parmi ses investisseurs la Banque africaine de développement, la Banque européenne d'investissement, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement, la Sumitomo Mitsui Banking Corporation et la Commonwealth Development Corporation. À la clôture de l'exercice 12, le Fonds avait engagé un montant total de 11,5 millions de dollars au titre de deux investissements au Ghana et au Malawi.

FONDS DE RECAPITALISATION DES BANQUES RUSSES

Le Fonds de recapitalisation des banques russes, qui est doté de 275 millions de dollars, a été lancé en juin 2012 pour investir dans des banques commerciales agréées, des holdings bancaires et autres instruments de placement bancaire en Russie qui sont des entités privées ou des entités publiques appelées à être privatisées. Le fonds a obtenu des engagements d'IFC, du ministère russe des Finances et de la banque russe Vnesheconombank.

Les compétences spécialisées d'IFC

Le rôle primordial que joue IFC dans le développement durable du secteur privé tient à un avantage distinctif : la profondeur et l'étendue de connaissances spécialisées acquises au cours de plus de 50 ans consacrés à promouvoir la réussite et l'expansion des entreprises des pays émergents.

IFC exploite sa connaissance des branches d'activité au niveau mondial pour s'attaquer aux principaux problèmes de développement des années à venir, parmi lesquels le changement climatique, le chômage, la sécurité alimentaire et la sécurité en matière d'eau.

AGROINDUSTRIE ET SECTEUR FORESTIER

L'agroindustrie peut jouer un rôle important dans la réduction de la pauvreté. Le secteur agricole assure souvent la moitié du PIB et des emplois dans de nombreux pays en développement. C'est pourquoi c'est une priorité stratégique d'IFC.

La Société aide le secteur privé à faire face à une demande toujours plus importante et à l'envolée des prix des denrées alimentaires sans nuire à l'environnement et sans faire d'exclus au plan social. Elle soutient également les initiatives mondiales pour la production durable de produits agricoles de base. Elle propose des mécanismes de financement des fonds de roulement pour aider ses clients à financer les stocks et les achats de semences, d'engrais, de produits chimiques et de carburant des agriculteurs. Pour faciliter le commerce et réduire les coûts, IFC investit dans des infrastructures telles que les entrepôts et les chambres froides. Pour promouvoir l'exploitation durable des terres, elle s'emploie à améliorer la productivité grâce aux transferts de technologie et à l'utilisation optimale des ressources.

IFC aide les entreprises à établir des références pour une production responsable, conformément aux meilleures pratiques applicables. Durant l'exercice 12, ses nouveaux engagements dans l'agroindustrie et la foresterie ont dépassé un milliard de dollars, soit environ 7 % des engagements de la Société pour son propre compte.

MARCHÉS FINANCIERS

Des marchés financiers solides sont essentiels au développement : ils assurent une allocation efficace des ressources, créent des emplois et stimulent la croissance économique.

La crise économique mondiale a fait ressortir la nécessité de l'action d'IFC sur les marchés financiers. Les petites et moyennes entreprises, qui assurent plus de la moitié des emplois à l'échelle mondiale, ont vu leurs lignes de crédit diminuer ou disparaître. Les investisseurs étant restés à l'écart des marchés financiers, IFC a pris des mesures pour combler le vide.

L'action d'IFC est axée, entre autres, sur les petites et moyennes entreprises, la microfinance, le commerce et le changement climatique. La Société est un investisseur de premier plan dans le secteur de la microfinance. Elle crée des produits novateurs pour venir en aide aux pauvres et s'attaquer aux grands problèmes de développement. Face à la crise financière mondiale, IFC réaménage ses investissements dans le financement du logement et soutient le développement des marchés des capitaux. Durant l'exercice 12, ses engagements sur les marchés des capitaux se sont chiffrés au total à quelque 3,4 milliards de dollars, soit près de 22 % des engagements de la Société pour son propre compte.

SERVICES SOCIAUX ET SERVICES AUX CONSOMMATEURS

Les services de santé et d'éducation privés sont essentiels au développement humain et économique : les services de santé contribuent pour beaucoup à améliorer la qualité de la vie, tandis que l'éducation constitue un puissant instrument de réduction de la pauvreté et de valorisation du capital humain.

IFC est le plus important investisseur multilatéral au monde dans ces secteurs. La Société s'efforce d'améliorer l'accès à des services de santé et d'éducation de qualité tout en contribuant au développement de secteurs créateurs d'emplois tels que le tourisme, le commerce de détail et le bâtiment. Elle aide à améliorer les normes de qualité et d'efficacité, à faciliter la diffusion des meilleures pratiques et à créer des emplois pour des professionnels qualifiés. Elle s'attache surtout à aider ses clients à accroître leur impact au plan du développement.

Outre les investissements directs qu'elle effectue dans les entreprises citoyennes, elle a également pour rôle de diffuser ses connaissances et ses compétences spécialisées dans les branches d'activité, de financer les entreprises de petite taille, de relever les normes dans les domaines de la médecine et de l'éducation, et d'aider ses clients à élargir la portée de leurs services pour en faire bénéficier les populations à faible revenu. Au cours de l'exercice 12, ses

nouveaux engagements dans les secteurs des services aux consommateurs et des services sociaux ont atteint un montant total d'environ 1,4 milliard de dollars, soit près de 9 % des engagements de la Société pour son propre compte.

INFRASTRUCTURE

Les infrastructures modernes stimulent la croissance économique, améliorent le niveau de vie et peuvent aider de manière cruciale à faire face aux nouveaux problèmes de développement tels que l'urbanisation rapide et le changement climatique.

C'est également un domaine dans lequel le secteur privé peut apporter une contribution importante en fournissant des services essentiels à beaucoup de gens, tout en respectant les impératifs d'efficacité, d'accessibilité financière et de rentabilité. Tel est l'objectif d'IFC : promouvoir les projets d'infrastructure privée dont le modèle d'activité novateur et à fort impact peut être généralisé.

IFC aide à élargir l'accès à l'électricité, aux moyens de transport et à l'eau en finançant des projets d'infrastructure et en fournissant aux gouvernements de ses pays clients des conseils sur les partenariats public-privé. La Société ajoute de la valeur à son action en concevant des partenariats public-privé et des projets novateurs dans des marchés difficiles. Elle atténue les risques et exploite ses compétences spécialisées, notamment pour mettre sur pied des montages financiers. Au cours de l'exercice 12, ses nouveaux engagements dans ce secteur se sont chiffrés à environ 1,4 milliard de dollars, soit près de 9 % des engagements de la Société pour son propre compte.

INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Le secteur des industries manufacturières contribue de manière cruciale à la création d'opportunités et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. En général, les clients qui sollicitent les services d'IFC dans ce secteur créent ou préservent davantage d'emplois que ceux de tout autre secteur.

IFC a accru ses activités dans ce secteur, qui englobe les matériaux de construction, les équipements à haut rendement énergétique, les produits chimiques, ainsi que l'énergie solaire et éolienne. Elle investit dans des sociétés qui développent de nouveaux produits et marchés, qui se réorganisent ou qui se modernisent afin d'être plus compétitives au niveau international.

La Société privilégie les clients dans ce secteur qui sont, ou peuvent être, des acteurs solides sur les marchés locaux. Dans les pays à revenu intermédiaire, elle apporte de plus en plus son appui aux entreprises locales de second rang et aux investissements transfrontières. Étant donné que les industries manufacturières comptent parmi celles qui émettent le plus de carbone, la Société aide ses clients à monter et à réaliser des investissements qui contribuent à réduire les émissions de carbone et la consommation d'énergie.

Pour l'exercice 12, les nouveaux engagements d'IFC dans le secteur manufacturier se sont chiffrés au total à plus d'un milliard de dollars, soit près de 7 % des engagements de la Société pour son propre compte.

PÉTROLE, GAZ ET INDUSTRIES EXTRACTIVES

Les branches d'activité qui peuvent exploiter les ressources naturelles sont d'une importance cruciale pour bon nombre de pays parmi les plus pauvres de la planète. Elles procurent aux économies locales des emplois, des sources d'énergie, des recettes publiques et un large éventail d'autres avantages précieux. En Afrique, en particulier, les investissements durables et à grande échelle dans ces secteurs peuvent avoir des effets très positifs sur le développement économique.

Le rôle d'IFC dans le secteur des hydrocarbures et des industries extractives consiste à aider les pays en développement à réaliser ces avantages. La Société fournit des financements et des services-conseil à ses clients du secteur privé. Elle aide également les autorités nationales à adopter des réglementations efficaces et à mieux gérer ces branches d'activité d'un bout à l'autre de la chaîne de valeur.

IFC appuie les investissements du secteur privé dans ces branches d'activité et fait en sorte que les populations locales en tirent des avantages concrets. Elle aide également les petites entreprises locales à se développer, collabore avec les populations locales pour améliorer les avantages que procurent les projets au plan du développement à long terme, et encourage la transparence et un bon gouvernement d'entreprise afin de lutter contre la corruption. Pour l'exercice 12, ses nouveaux engagements dans le secteur se sont chiffrés au total à 491 millions de dollars, soit environ 3 % des engagements de la Société pour son propre compte.

TECHNOLOGIES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'INFORMATION

Grâce aux technologies modernes de l'information et des communications, il est plus facile aux populations pauvres d'avoir accès à des services et à des ressources. Ces technologies accroissent les opportunités ainsi que l'efficacité des marchés et des institutions.

IFC s'emploie à élargir la disponibilité de ces technologies afin de promouvoir une croissance économique durable et une bonne gouvernance, de renforcer l'intégration sociale et de faire reculer la pauvreté. Elle oriente les investissements vers les entreprises privées qui poursuivent des activités dans le domaine des infrastructures de communication et des technologies de l'information et qui mettent au point des technologies respectueuses du climat.

La Société aide de plus en plus ses clients à s'implanter sur d'autres marchés en développement, au-delà de leurs frontières nationales. Pour l'exercice 12, ses nouveaux engagements dans ce domaine se sont chiffrés à 247 millions de dollars environ.

L'établissement de normes

LES NORMES DE PERFORMANCE D'IFC

Besoins grandissants en ressources naturelles, croissance démographique, disparités économiques et changement climatique sont quelques-uns des défis qui exigent une action stratégique du secteur privé.

IFC estime que les activités économiques durables ont un impact positif sur le développement tout en aidant les entreprises à saisir les opportunités de croissance et d'innovation dans un monde en évolution rapide. Ses normes de performance définissent les rôles et responsabilités qui incombent à ses clients pour gérer leurs projets de manière durable.

Ces normes aident les entreprises à identifier les risques et leurs effets potentiels. Elles leurs permettent aussi de trouver des solutions qui soient bonnes à la fois pour les affaires, pour les investisseurs, pour l'environnement et pour les populations locales. Cela peut consister à réduire leurs coûts grâce à l'amélioration des rendements énergétiques, à accroître leur chiffre d'affaires et leur part de marché en offrant des produits et services écologiquement et socialement valables, ou à s'employer vigoureusement à améliorer les relations entre les parties prenantes.

Ces normes aident à améliorer les conditions de vie des populations des pays en développement en contribuant à des conditions de travail plus sûres, à une eau plus propre et à une plus grande mobilisation des communautés.

Le portefeuille d'IFC met en lumière la corrélation entre les résultats financiers et une solide performance environnementale et sociale. Les clients de la Société en sont également conscients. Dans une enquête récente, 93 % de ses clients ont indiqué que les normes environnementales et sociales d'IFC servaient leurs intérêts commerciaux à long terme.

Depuis leur entrée en vigueur en 2006, les normes de performance d'IFC sont devenues une référence reconnue dans le monde entier en ce qui concerne la gestion des risques environnementaux et sociaux dans le secteur privé.

En outre, 15 institutions européennes de financement du développement et 32 agences de crédit à l'exportation de pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques font référence aux Normes de performance dans leurs opérations. Des pays comme le Bangladesh, le Canada, la Chine et le Viet Nam utilient les normes d'IFC pour réfléchir aux moyens d'encourager les entreprises – en particulier dans les secteurs financier et minier – à adopter des pratiques viables.

Les huit normes de performance d'IFC font partie intégrante de son Cadre pour une action durable (voir page 36), qui a été mis à jour à l'issue de dix-huit mois de consultations. Les normes actualisées sont entrées en vigueur le 1er janvier 2012. On trouvera de plus amples informations à l'adresse http://www.ifc.org/performancestandards.

LES NORMES DE PERFORMANCE D'IFC

1 ÉVALUATION ET GESTION DES RISQUES ET DES EFFETS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

2 MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

3 UTILISATION EFFICIENTE DES RESSOURCES ET PRÉVENTION DE LA POLLUTION

4 SANTÉ, SÛRETÉ ET SÉCURITÉ DES COMMUNAUTÉS

5 ACQUISITION DE TERRES ET RÉINSTALLATIONS FORCÉES

6 PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES BIOLOGIQUES

7 PEUPLES AUTOCHTONES

8 PATRIMOINE CULTUREL

AGRICULTURE DURABLE

La manière dont les entreprises utilisent les terres, l'eau et les autres ressources naturelles, tout en procurant des emplois et des produits alimentaires qui répondent aux besoins d'une population grandissante, peut être déterminante pour les générations futures.

IFC collabore avec ses clients et ses partenaires pour promouvoir une agriculture durable. Elle aide à forger un consensus mondial autour du principe d'une production durable en améliorant les normes qui régissent la production, la transformation et la commercialisation des produits de base.

La Société aide à organiser des tables rondes sur les produits agricoles, telles que la Table ronde pour la production durable d'huile de palme, initiative lancée en 2004. Dans le cadre d'une collaboration avec l'Association des producteurs d'huile de palme de l'Indonésie, Unilever, HSBC, WWF, Oxfam et d'autres participants, de l'huile de palme certifiée durable a été mise sur le marché pour la première fois en novembre 2009. Depuis lors, plus de 5,7 millions de tonnes d'huile de palme – soit près de 11 % de l'offre mondiale – ont été certifiées.

Les normes environnementales et sociales d'IFC aident les entreprises à produire de manière responsable tout en améliorant leur performance. Par exemple, la Société a collaboré avec TechnoServe, une organisation non gouvernementale, pour aider des milliers de producteurs de café éthiopiens à accroître leurs recettes en améliorant la qualité et le volume de leur production.

Avec l'aide d'IFC, les coopératives de café éthiopiennes ont réduit leur consommation d'eau et amélioré la gestion des eaux usées. Le café produit par 49 coopératives avec l'appui de TechnoServe a reçu le label « durable », ce qui a permis à celles-ci de devenir des fournisseurs de Starbucks. En appliquant des normes de durabilité plus rigoureuses, les coopératives ont pu élargir leurs débouchés et relever le prix de leur café.

IFC collabore avec ses clients dans le secteur agricole pour renforcer les chaînes d'approvisionnement, notamment dans les domaines des conditions de travail, de la sécurité et de la biodiversité. La Société met au point une carte mondiale qui permettra de localiser, pays par pays, les risques environnementaux et sociaux qui pèsent sur 150 produits de base.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

IFC se fait une priorité d'aider ses clients dans le secteur privé des pays en développement à améliorer leur gouvernement d'entreprise.

Elle dispense des conseils sur les pratiques exemplaires pour encourager les conseils d'administration à adopter des méthodes plus rationnelles, pour renforcer les droits des actionnaires et pour améliorer la gestion des risques et la diffusion de l'information. Elle conseille également les organismes de réglementation, les marchés boursiers et d'autres acteurs qui souhaitent améliorer le gouvernement d'entreprise. Elle étoffe ses programmes dans ce domaine dans les régions mal desservies, notamment en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud.

Grâce à son expérience, IFC peut adapter les principes internationaux aux réalités du secteur privé dans le monde en développement. C'est pourquoi les banques de développement et d'autres investisseurs opérant dans les pays émergents se tournent maintenant vers la Société pour qu'elle leur indique la voie à suivre en matière de gouvernement d'entreprise.

IFC intervient dans ce domaine de diverses manières, notamment grâce à la mise au point d'une méthodologie de gouvernement d'entreprise qui permet d'évaluer les risques et les opportunités. Les institutions qui financent le développement considèrent cette méthodologie comme le plus perfectionné des systèmes de ce type, et 29 institutions travaillant dans quelques-uns des marchés les plus difficiles mettent actuellement en place un modèle commun de gouvernement d'entreprise basé sur cette méthodologie.

Par ailleurs, dans le cadre des projets régionaux qu'elle mène dans les pays en développement et du Forum mondial sur le gouvernement d'entreprise, un fonds fiduciaire financé par plusieurs donateurs, IFC aide à promouvoir le gouvernement d'entreprise auprès des responsables de l'action publique, des organismes de réglementation, de grandes organisations d'administrateurs de sociétés et des médias spécialisés. Elle aide également à mettre au point des outils et produits adaptés aux besoins de ses clients en la matière.

Les Principes d'Équateur

Les normes d'IFC sont à l'origine des Principes d'Équateur, un cadre de gestion des risques environnementaux et sociaux appliqué par 77 institutions financières à travers le monde.

LE PERSONNEL ET LES PRATIQUES D'IFC

LA DÉTERMINATION D'IFC À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET À CRÉER DES OPPORTUNITÉS POUR LES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES DU MONDE EN DÉVELOPPEMENT EST LA MANIFESTATION CONCRÈTE DE SA CULTURE D'ENTREPRISE.

L'histoire d'IFC montre qu'elle tire des enseignements de son expérience et affronte de nouveaux défis. Ses services sont mieux placés que jamais pour optimiser son impact sur le développement. Plus de la moitié de l'effectif d'IFC est basée dans les pays en développement, à proximité des clients et des communautés desservis. De même, l'effectif n'a jamais été aussi diversifié, près des deux tiers des agents venant de pays en développement.

IFC EN ACTION

the IFC WAY

La culture institutionnelle d'une organisation détermine fondamentalement son aptitude à produire des résultats et à relever de nouveaux défis. « IFC en action » représente une manière d'être, de définir et de consolider la culture et la marque de la Société, et une manière d'assurer la participation de ses agents à tous les niveaux et dans toutes les régions, pour donner à la direction les informations nécessaires à la prise de décisions. « IFC en action », c'est aussi l'expression de la vision, des valeurs fondamentales de l'institution, de sa raison d'être et de son mode de fonctionnement.

VISION

Chacun doit avoir une chance d'échapper à la pauvreté et d'avoir une vie meilleure.

VALEURS FONDAMENTALES

Excellence, conviction, intégrité, travail en équipe et diversité.

OBJECTIF

Offrir aux populations la possibilité d'échapper à la pauvreté et d'améliorer leurs conditions de vie en catalysant les moyens nécessaires à une croissance solidaire et durable :

- En mobilisant d'autres sources de financement pour financer le développement de l'entreprise privée
- En favorisant le développement de marchés ouverts et concurrentiels dans les pays en développement
- En appuyant les entreprises et les autres partenaires du secteur privé là où le besoin s'en fait sentir
- En aidant à générer des emplois productifs et à fournir des services essentiels aux populations pauvres et vulnérables

Pour atteindre son objectif, IFC offre des solutions qui peuvent avoir un impact au plan du développement et revêtent la forme d'interventions au niveau des entreprises (investissements directs, services-conseil et Asset Management Company). En même temps, la Société s'efforce de promouvoir une action collective mondiale, de renforcer les structures de gouvernance et l'établissement de normes, et d'œuvrer à la mise en place de cadres propices à l'activité économique.

MODE D'ACTION

- IFC aide ses clients à réussir dans un monde en mutation
- Des affaires profitables sont durables et la durabilité est profitable pour les affaires
- Une IFC, une équipe, un but
- La diversité a une valeur ajoutée
- Il faut œuvrer en partenariat pour créer des opportunités
- Un savoir mondial, un savoir-faire local
- L'innovation est un risque à prendre
- Il faut tirer les leçons de l'expérience
- Travailler intelligemment et dans la bonne humeur
- Aucun horizon n'est trop éloigné ou trop difficile à atteindre

excited

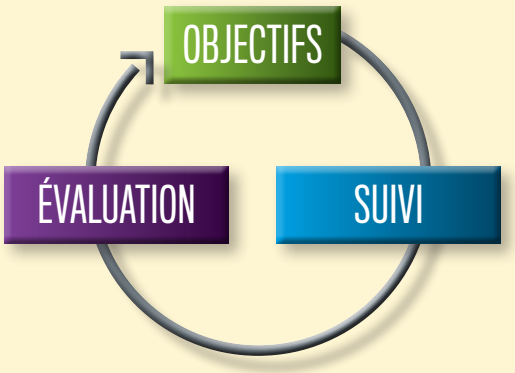
Excellence Commitment Integrity Teamwork Diversity

Méthode suivie par IFC pour mesurer ses résultats

Il est indispensable de mesurer les résultats obtenus par IFC pour vérifier si sa stratégie fonctionne — et si elle atteint les populations et les marchés qui ont le plus besoin de son aide.

Le système de mesure des résultats d'IFC permet de guider la stratégie et le processus décisionnel de la Société. Il comprend trois composantes se renforçant mutuellement : les objectifs de développement d'IFC, un système de suivi destiné à mesurer les résultats au plan du développement, et un système qui évalue les produits et l'impact de ses activités. Outre les résultats au plan du développement, IFC cherche aussi à déterminer sa valeur ajoutée, c'est-à-dire les avantages et les gains spécifiquement associés à sa participation à un projet.

Grâce à cette démarche réfléchie et systématique, IFC est à même de suivre l'avancement de ses projets durant tout leur cycle de vie et d'intégrer les enseignements tirés de ses activités afin de mieux définir ses objectifs futurs et concevoir ses projets. Cette manière de faire procède de la volonté d'IFC d'être plus attentive aux résultats et d'accroître sa transparence et sa responsabilité vis-à-vis des différentes parties prenantes.



LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT D'IFC

Les objectifs de développement d'IFC sont les résultats que la Société attend des projets qu'elle a signés ou engagés du point de vue de l'extension du rayon d'action et d'accès et d'autres éléments de développement tangibles devant être apportés par les projets durant leur cycle de vie.

Certains de ces objectifs sont encore en phase d'expérimentation, mais ils sont de plus en plus employés comme outil de gestion stratégique. Pour formuler leurs stratégies 2013–2015 par exemple, la plupart des départements d'IFC ne se sont pas contentés de définir des objectifs concernant les engagements d'investissement et les activités de conseil. Ils ont aussi examiné les objectifs de développement d'IFC.

L'autre intérêt des objectifs est d'avoir encouragé le personnel à décloisonner le travail entre les différents départements et domaines d'intervention des services-conseil, en adoptant des approches transversales et globales pour améliorer l'impact de la Société sur le développement.

Les objectifs de développement d'IFC n'ont pas vocation à couvrir tous les projets. Il est néanmoins entendu que, pour pouvoir servir d'outil de gestion stratégique, ils doivent s'appliquer à une part importante des activités de la Société. IFC vise à ce que ces objectifs couvrent la plupart d'entre elles. Ses systèmes de suivi-évaluation lui permettront de vérifier si les résultats attendus se matérialisent avec le temps.

Les objectifs de développement d'IFC ont fait l'objet de commentaires positifs de parties prenantes extérieures lors d'une rencontre d'information organisée en septembre l'an dernier. À partir de leurs recommandations, la Société a modifié certains objectifs et indicateurs. Elle a également procédé à des ajustements pour tenir compte du bilan des deux années d'expérimentation, et continue de réfléchir à la manière d'intégrer d'autres priorités de son travail – par exemple le climat de l'investissement – sans rendre ses opérations trop complexes.

Face aux craintes suscitées par le fait que ces objectifs pourraient privilégier les projets qui touchent des populations importantes aux dépens des projets portant sur de petits pays où l'environnement des affaires est plus difficile, IFC expérimente une méthode qui pourrait être utilisée pour appliquer une pondération appropriée aux projets concernant des pays plus petits et plus pauvres.

En outre, pour déterminer dans quelle mesure l'augmentation du rayon d'action d'une entreprise cliente peut être attribuée à IFC, des règles de contribution sont surveillées dans des fiches de performance par département, conjointement à l'utilisation des objectifs de développement d'IFC à titre expérimental. Ces règles sont fondées en partie sur l'importance relative des investissements de la Société et sur leur type particulier – s'il s'agit de prêts ou de participations, par exemple.

Deux des objectifs en phase d'expérimentation ont été validés pour une mise en œuvre intégrale pendant l'exercice 13 : celui sur la santé et l'éducation, et celui sur les services financiers. Par ailleurs, IFC a entrepris de définir des critères spécifiques pour l'objectif sur la croissance économique. D'autres objectifs devraient être lancés durant l'exercice 14.

Les objectifs de développement d'IFC

1: Agroindustrie
Accroître ou améliorer les possibilités de pratiques agricoles durables

2: Santé et éducation
Améliorer les services de santé et d'éducation

3: Services financiers
Accroître l'accès aux services financiers pour les particuliers, les microentreprises et les PME clientes

4: Infrastructure
Accroître ou améliorer les services d'infrastructure

5: Croissance économique
Augmenter la valeur ajoutée par les clients d'IFC à leur économie nationale

6: Changement climatique
Réduire les émissions de gaz à effet de serre

SUIVI DES RÉSULTATS

IFC utilise son Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS) pour évaluer l'impact de ses investissements et de ses services-conseil sur le développement. Le DOTS est le plus important dispositif de mesure de ces résultats qui existe parmi les différentes institutions financières internationales travaillant à développer le secteur privé.

Pour les services d'investissement, le DOTS couvre, après certaines exclusions, 1 535 sociétés sous supervision. Ce rapport concerne les 668 investissements sur les quelque 720 approuvés entre 2003 et 2008 qui ont atteint un régime de croisière suffisant pour être évalués et qui sont suffisamment récents pour être pertinents. Les évaluations de l'exercice 12 correspondent aux données et performances des clients d'IFC pour 2011. Chaque année, la cohorte d'investissements examinés glisse d'un an. Le rapport examine également la portée actuelle de tous les investissements en cours du portefeuille d'IFC. Les indicateurs du champ d'action mesurent le nombre de personnes touchées par les clients d'IFC ou la valeur monétaire pour certaines parties prenantes, indépendamment de la taille de l'investissement d'IFC.

Le DOTS ne couvre généralement pas certains projets, notamment ceux qui prolongent des projets existants, les projets segmentés et certains produits financiers comme les émissions de droits de souscription.

IFC a été la première banque multilatérale de développement à rendre compte des résultats au plan du développement pour l'ensemble de son portefeuille et à les faire certifier par un cabinet extérieur. Avec l'introduction cette année d'un cadre DOTS pour le Programme de financement du commerce mondial, la Société est la première organisation à commencer à mesurer les résultats du financement du commerce au plan du développement, non seulement au niveau des programmes, mais aussi au niveau des projets.

Pour les services-conseil, le DOTS couvre tous les projets qui sont actifs, terminés ou en attente, remontant jusqu'à l'exercice 06. Les évaluations de l'exercice 12 sont basées sur l'examen de 166 rapports d'achèvement présentés en 2011, dont 133 ont pu être évalués. La moyenne glissante est fondée sur l'examen de 529 rapports d'achèvement présentés entre les années civiles 2009 et 2011, dont 414 ont été évalués. Les projets n'ayant pas pu être évalués du point de vue de leur efficacité concernant le développement soit ne comportaient pas de contacts avec les clients, soit n'avaient pas réalisé leurs résultats et leurs effets à la date des évaluations.

ÉVALUATION DES RÉSULTATS

Une évaluation systématique des résultats est essentielle pour permettre à IFC d'améliorer l'impact sur le développement de ses investissements et de ses services-conseil en intégrant dans ses projets et sa stratégie les enseignements tirés du passé. Les évaluations mettent en évidence les facteurs de succès ou d'échec des projets et aident ainsi la Société à comprendre ce qu'elle doit faire – ou ne pas faire – pour mener à bien sa mission.

Auparavant, les évaluations portaient sur les services-conseil. IFC est en train de

Méthode utilisée par IFC pour suivre les résultats

Le DOTS permet de suivre en temps réel les résultats produits tout au long du cycle du projet. Au début d'un projet, les services d'IFC déterminent des indicateurs appropriés, assortis de données de référence et d'objectifs de résultats. Ils suivent les progrès en menant des activités de supervision, ce qui leur permet d'assurer la prise en compte immédiate des informations en retour au niveau des opérations, jusqu'à la clôture du projet.

Le présent rapport indique la notation du DOTS, c'est-à-dire le pourcentage des investissements ayant obtenu une note élevée (moitié supérieure de l'échelle d'évaluation), pour l'ensemble de la Société ainsi que par région, par branche d'activité et par domaine d'intervention.

Pour les investissements, la notation DOTS globale est la synthèse de quatre grands domaines de performance (les performances financières, économiques, environnementales/sociales et les répercussions plus globales sur le développement du secteur privé), réalisée à partir d'indicateurs normalisés spécifiques à chaque branche d'activité, en comparant les résultats attendus et obtenus. Pour obtenir une notation élevée, un projet doit contribuer de façon positive au développement du pays hôte.

Pour les services-conseil, la notation DOTS globale ou note d'efficacité du développement fait la synthèse de la pertinence stratégique globale, de l'efficience et de l'efficacité des projets telle que mesurée par leurs produits, leurs réalisations et leurs impacts). Lors de l'achèvement des projets, les résultats attendus sont comparés aux résultats obtenus. Certains résultats — les produits à moyen terme et l'impact à long terme — ne sont pas toujours connus lors de l'achèvement des projets mais peuvent être examinés plus tard.

mettre en œuvre une nouvelle stratégie englobant également les projets d'investissement, de manière à en retirer un maximum d'enseignements. La nouvelle stratégie tourne autour de quatre principaux axes : 1) présenter de manière crédible l'impact des actions d'IFC sur le développement ; 2) comprendre comment maximiser l'efficacité des interventions d'IFC ; 3) fournir aux clients et aux partenaires des informations utiles sur le marché ; et 4) échanger des connaissances avec les acteurs extérieurs.

La nouvelle stratégie s'intéressera plus particulièrement aux effets du travail d'IFC sur la réduction de la pauvreté, que les outils de suivi ne permettent généralement pas de cerner.

IFC réalise des autoévaluations formelles de l'ensemble de ses opérations depuis 2005, et continue d'investir régulièrement dans ses activités d'évaluation. Des évaluations sont conduites à l'échelon des projets, des programmes et/ou des thèmes, ainsi qu'au niveau des installations financées par des donateurs, au niveau des pays et au niveau des régions.

La plupart des évaluations sont effectuées par des experts extérieurs sous la supervision d'évaluateurs spécialisés membres du personnel d'IFC, et font appel aux meilleures pratiques connues. Les évaluations sont planifiées et mises en œuvre en partenariat avec le personnel de la Société, et intégrées à la conception des projets et des programmes, le plus possible en amont de leur cycle de vie.

La nouvelle stratégie d'évaluation complète le travail du Groupe indépendant d'évaluation (IEG, voir page 30), qui rend compte directement au Conseil d'administration d'IFC et fournit ses propres évaluations et enseignements. Les évaluations de l'IEG intègrent les résultats des activités de suivi-évaluation d'IFC. Le personnel de la Société chargé des évaluations travaille en étroite collaboration avec l'IEG pour discuter des programmes de travail, échanger des informations et coordonner les efforts dans toute la mesure du possible.

RÉSULTATS DES INVESTISSEMENTS

Les résultats des opérations d'investissement d'IFC au plan du développement sont restés essentiellement stables pendant l'exercice 12, après un recul l'an dernier dû principalement à la crise financière mondiale et européenne et aux événements survenus au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La note globale, 68 %, continue d'être supérieure à l'objectif à long terme d'IFC, à savoir 65 %.

Les notes régionales et sectorielles sont restées quasiment stables. Les taux de succès dans les pays IDA sont passés à 65 %, en hausse par rapport aux 59 % du dernier exercice, en grande partie grâce aux meilleures performances des projets IDA mis en œuvre en Asie centrale et dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. L'environnement des affaires est difficile dans les pays IDA, c'est pourquoi la Société associe souvent des services-conseil à ses investissements. Il a été démontré que cette association augmentait les chances d'obtenir de bons résultats au plan du développement.

Bien que les notes régionales aient globalement peu évolué, certaines variations ont été enregistrées. Les résultats au plan du développement dans les marchés des capitaux se sont améliorés en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Dans la première région, l'amélioration est imputable à une approche-programme plus stratégique dans ce secteur. Dans les deux régions, les notes ont baissé dans les industries manufacturières. En Asie du Sud, ce secteur a été touché par le ralentissement économique en Inde, qui a réduit les revenus des clients.

En Europe et en Asie centrale, la note des projets en Asie centrale a sensiblement progressé – de 29 points de pourcentage –, ce qui a relevé aussi les résultats pour les pays IDA. Cette amélioration est due principalement à un meilleur ciblage stratégique. Les notes se sont aussi stabilisées dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, pour l'essentiel grâce aux bons résultats dans les industries manufacturières, les services et les marchés des capitaux. Néanmoins, les incertitudes politiques et économiques dans la région continuent de peser sur les résultats financiers des clients, en particulier en Égypte et en Tunisie.

Les notes des projets dans la région Asie de l'Est et Pacifique ont progressé en raison des meilleurs résultats obtenus par les nouveaux projets relatifs aux marchés des capitaux mis en œuvre aux Philippines, et de l'amélioration des résultats des projets en cours dans les industries manufacturières, l'agroindustrie et les services en Chine.

Dans la région Amérique latine et Caraïbes, les résultats au plan du développement se sont améliorés au Mexique avec le redressement de l'économie des États-Unis. Toutefois, certains projets en phase de démarrage dans les secteurs de l'extraction et des services financiers ont rencontré des difficultés spécifiques aux projets, qui ont entraîné une légère baisse de performance globale.

Les clients d'IFC ont continué d'avoir un impact important sur le développement dans les populations desservies. En Afrique subsaharienne, le nombre d'agriculteurs touchés a progressé de près de 50 % durant l'année civile 2011 pour atteindre 380 000, soit 20 % du total d'IFC. En Europe et en Asie centrale, le nombre de prêts à des microentreprises et des PME est passé de 1,1 million à 2,6 millions. En Asie, il est passé de 3,4 millions à 11 millions. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, 13 millions d'usagers ont été raccordés à l'eau courante, un chiffre en augmentation de 37 % par rapport à l'an dernier. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les clients d'IFC ont réalisé 17 millions de raccordements téléphoniques, soit 20 % du total d'IFC.

Les notes par branche d'activité sont restées à peu près stables. Les changements les plus marqués ont concerné la branche Télécommunications, médias et technologies ainsi que la branche Hydrocarbures et industries extractives, où les notes ont baissé. Dans la première, le taux de succès a diminué de 8 points pour passer à 56 %, tandis que dans la deuxième, il a accusé une baisse de 14 points pour descendre à 69 %.

À l'intérieur de la branche Télécommunications, médias et technologie, les résultats ont fléchi le plus dans la région Asie de l'Est et Pacifique et en Asie du Sud, ce qui s'explique par le caractère plus risqué des investissements de type capital-risque dans l'informatique. Dans la branche Hydrocarbures et industries extractives, les faibles taux de succès des nouveaux projets – et le fait que des projets ayant obtenu de bons résultats sont sortis de la cohorte – en Afrique subsaharienne et en Amérique latine ont tiré les résultats vers le bas.

Malgré cela, les clients de ces branches d'activité ont poursuivi leur expansion en termes de populations desservies. Les clients d'IFC dans la branche Hydrocarbures et industries extractives ont réalisé environ 22 millions de raccordements au gaz, une progression de près de 30 % en un an. Ces clients ont généré 6 milliards de dollars de recettes fiscales, plus que les clients des autres branches, et ont procuré plus de 100 000 emplois.

Les emplois indirects créés ont peut-être été beaucoup plus nombreux. Plusieurs études réalisées par IFC ont montré que les emplois indirects – dans la chaîne d'approvisionnement ou le réseau de distribution – étaient souvent un multiple du nombre d'emplois directs fournis. Une étude d'un client d'IFC au Ghana a montré que chaque emploi procuré par un client dans l'industrie minière contribuait à l'existence de 28 emplois dans le reste de l'économie.

Les taux de succès ont augmenté pour les projets des branches Marchés des capitaux et Fonds grâce aux meilleurs résultats enregistrés

Mieux comprendre les mécanismes de la création d'emplois

IFC a entrepris une étude destinée à mieux comprendre les mécanismes par lesquels le secteur privé crée des emplois. Ses conclusions seront utilisées pour l'élaboration de sa stratégie de développement du secteur privé. Elles seront aussi prises en compte dans l'édition *2013 du Rapport sur le développement* dans le monde publié par le Groupe de la Banque mondiale, consacrée cette année à l'emploi.

On sait certaines choses sur la création d'emplois, mais il reste des zones d'ombre sur ce qui marche le mieux dans telle ou telle situation. Par exemple, quels types d'activités —investissements directs, renforcement des chaînes d'approvisionnement, amélioration de l'accès aux financements, infrastructures ou climat de l'investissement — ont le plus de chances d'avoir davantage de répercussions sur la création d'emplois ? Quels effets ces différentes activités ont sur les différents groupes sociétaux, tels que les femmes, les jeunes ou encore les pauvres ?

Les résultats seront disponibles en décembre 2012. Voici quelques conclusions préliminaires :

Les entreprises se heurtent à 4 principaux obstacles qui gênent la création d'emplois :

- *Accès aux financements* — en particulier pour les microentreprises et les PME.
- *Accès aux infrastructures* — en particulier à une alimentation électrique fiable dans les pays les moins riches.
- *Climat de l'investissement* — des législations et des réglementations compliquées et coûteuses peuvent gêner la création et l'expansion des entreprises.
- *Formation et compétences* — les entreprises ne trouvent pas toujours à embaucher une main d'œuvre ayant les qualifications recherchées.

L'impact indirect des entreprises clientes d'IFC peut être important, mais difficile à mesurer :

Les clients d'IFC ont procuré directement 2,5 millions d'emplois en 2011.

- Toutefois, les effets indirects de leurs activités peuvent être étendus — par exemple, chaque emploi dans une compagnie minière aurifère cliente d'IFC au Ghana contribue à l'existence de 28 autres emplois dans le reste de l'économie.
- Ces gains indirects varient selon le pays et la branche d'activité.

Pour plus d'informations sur cette étude, consulter le site : www.ifc.org/jobcreation.

dans les projets existants du portefeuille évalué. Ce phénomène pourrait s'expliquer par le renforcement de la surveillance de la sphère bancaire – au moins en Europe – suite à la crise. L'amélioration des résultats des banques s'est traduite par le quasi doublement du nombre de prêts aux PME accordés par les clients d'IFC, ainsi passés à 3,3 millions. Le nombre de microcrédits accordés est passé quant à lui de 8 millions à 20 millions.

Les projets dans la branche Agroindustrie et foresterie ont amélioré leurs résultats dans la plupart des régions. La note a progressé pour la branche Industries manufacturières, principalement du fait des projets en Asie de l'Est. Sur le plan des populations touchées, les industries manufacturières, l'agroindustrie et les services ont fourni plus d'un million d'emplois, dont environ 30 % sont allés à des femmes. Les clients ont également desservi 12 millions de patients supplémentaires cette année, soit une augmentation de près de 70 %.

CATÉGORIES DE RÉSULTATS DU DOTS : SERVICES D'INVESTISSEMENT

Catégorie de résultats	Indicateurs généraux et benchmarks	Exemples d'indicateurs spécifiques évalués au regard des objectifs
Résultats financiers	Rendement pour les entités financières, par exemple rendement financier égal ou supérieur au coût moyen pondéré du capital	Rendement du capital investi, retour sur l'investissement, projets exécutés dans les délais prévus et sans dépassement de coûts
Résultats économiques	Rendement pour la société, par exemple taux de rentabilité économique égal ou supérieur à 10 % ou moyenne pondérée du coût du capital	Rendement économique du capital investi, nombre de raccordements à des services de base, volume des prêts aux petites entreprises, nombre de personnes employées, montants des versements au titre des taxes et impôts
Performance environnementale et sociale	Le projet est conforme aux Normes de performance d'IFC	Systèmes de gestion environnementale et sociale, niveaux d'effluents ou d'émissions, programmes de développement de proximité
Impact sur le développement du secteur privé	Le projet contribue à renforcer le secteur privé au-delà de l'entreprise directement concernée par le projet	Effets de démonstration (d'autres entreprises adoptent la nouvelle approche, le nouveau produit ou le nouveau service), constitution de liens avec d'autres sociétés privées, amélioration du gouvernement d'entreprise

CATÉGORIES DE RÉSULTATS DU DOTS : SERVICES-CONSEIL

Catégorie de résultats	Indicateurs généraux et benchmarks	Exemples d'indicateurs spécifiques évalués au regard des objectifs
Pertinence stratégique	Impact possible sur l'économie locale, régionale et nationale	Alignement sur la stratégie du pays
Efficience	Retour sur l'investissement dans des activités de services-conseil	Rapports coût-avantage, projets exécutés dans les délais prévus et sans dépassement de coûts
Efficacité	Produits, réalisations et impact. Le projet contribue à améliorer la situation du client, des bénéficiaires et du secteur privé en général	Amélioration des activités, concrétisation des opportunités d'investissement, création d'emplois, accroissement des revenus des bénéficiaires, réduction des coûts résultant des réformes

RÉSULTATS DES SERVICES-CONSEIL

Les notes d'efficacité des services-conseil d'IFC au plan du développement ont augmenté pour la troisième année consécutive en 2012. Soixante-douze pour cent des projets de services-conseil clôturés pendant l'exercice et dont l'efficacité sur le plan du développement a pu être évaluée ont obtenu une note élevée. Il s'agit d'une augmentation de cinq points de pourcentage par rapport à la moyenne glissante des résultats d'IFC entre les exercices 2010 et 2012.

Les notes ont augmenté dans tous les domaines d'intervention, et des progrès significatifs ont été obtenus dans plusieurs régions : Europe et Asie centrale, Afrique subsaharienne et Asie du Sud. La région Moyen-Orient et Afrique du Nord affiche de moins bonnes notes, largement imputables aux troubles politiques et à la crise économique. Les notes sont également en hausse pour les opérations dans les pays IDA et dans les régions fragiles ou touchées par un conflit, qui grimpent de 68 % à 74 % et de 73 % à 77 %, respectivement, des chiffres supérieurs à la moyenne glissante sur trois ans.

Ces notes traduisent l'existence d'un nombre record de personnes bénéficiant des effets positifs du type de transformations des marchés qu'IFC contribue à déclencher et accélérer. Dans le domaine d'intervention Climat de l'investissement, IFC aide les États clients à mettre en œuvre des réformes qui améliorent l'environnement des affaires et qui encouragent et retiennent les investisseurs, favorisant ainsi la concurrence, la croissance et la création d'emplois. Ces projets, dont beaucoup sont entrepris en collaboration avec d'autres composantes du Groupe de la Banque mondiale, ont accompagné 56 réformes dans 33 pays en 2011 (33 dans 20 pays IDA, 15 dans 9 régions fragiles ou touchées par un conflit).

Dans le domaine d'intervention Accès aux financements, IFC contribue à amener des services financiers aux particuliers, aux microentreprises et aux PME et à les rendre plus abordables, en travaillant avec des intermédiaires financiers pour élaborer et expérimenter de nouveaux modèles d'activité, et en renforçant leurs systèmes de gestion des risques. En partenariat avec les services d'investissement d'IFC, les services-conseil d'IFC ont collaboré avec 88 intermédiaires financiers clients qui ont accordé plus de 7,6 millions de microcrédits et de prêts à des PME (63 % dans les pays IDA, contre 57 % l'an dernier), pour un montant total de 31,9 milliards de dollars. Des activités combinées d'investissement et de services-conseil ont également bénéficié à huit clients qui ont fourni 40 000 prêts au logement, pour un montant total de 1,4 milliard de dollars.

Dans le domaine d'intervention Partenariats public-privé, IFC aide les pays clients à élaborer et mettre en œuvre ce type de partenariats dans les infrastructures et d'autres services de base. En 2011, la Société a apporté son assistance à la signature de cinq contrats avec des opérateurs privés (dont 60 % dans des pays IDA), qui devraient améliorer l'accès à des infrastructures et à des services de santé pour plus de 16 millions de personnes, en plus de mobiliser près de 5 milliards de dollars d'investissements privés.

Dans le domaine d'intervention Activités durables, IFC travaille avec des entreprises sur l'adoption de pratiques et de technologies environnementales, sociales et de gouvernance qui les rendent compétitives. En 2011, la Société a mené des activités de renforcement des capacités auprès de 245 000 personnes (dont 77 % dans des pays IDA), comprenant des agriculteurs, des entrepreneurs et des dirigeants de PME.

Les services-conseil face à la crise alimentaire mondiale

Les services-conseil constituent un élément important de la riposte d'IFC à la crise alimentaire mondiale. La Société met à profit ses quatre domaines d'intervention pour accroître son impact. Elle intervient dans toute la filière agroindustrielle et alimentaire, à la fois directement auprès des entreprises et des structures gouvernementales, et indirectement par le biais d'intermédiaires (par exemple des négociants ou des établissements financiers). Tour d'horizon des principales réalisations en 2011 :

- Dans le domaine d'intervention Climat de l'investissement, les services-conseil d'IFC ont accompagné les réformes de la réglementation en Arménie, visant à supprimer les normes de l'ère soviétique qui empêchaient les entreprises d'adopter les normes internationales de sécurité alimentaire dans leurs processus de production. Ces améliorations rendent plus compétitives les denrées agricoles produites dans le pays et augmentent la sécurité alimentaire intérieure. Des réformes du même type ont été appuyées en Moldova et en Ukraine. Une stratégie est en cours d'élaboration pour l'agroindustrie en Afrique, et d'autres devraient suivre pour d'autres régions.
- Dans le domaine d'intervention Accès aux financements, IFC a aidé à mettre au point et lancer neuf produits d'assurance agricole standard sur le marché ukrainien, améliorant ainsi l'accès des agriculteurs aux financements en leur permettant de fournir les sûretés demandées pour des crédits de fonds de roulement : plus de 2 500 contrats d'assurance agricole ont été conclus pour une valeur indicative de près de 800 millions de dollars.
- Dans le domaine d'intervention Partenariats public-privé, la Société a apporté son concours à l'État indien du Punjab pour élaborer et lancer un PPP autorisant une entreprise privée à construire, détenir et exploiter une installation de stockage du blé d'une contenance de 50 000 tonnes pour nourrir des populations vivant en dessous du seuil de pauvreté. Elle devrait permettre d'améliorer l'état nutritionnel de 500 000 Indiens parmi les plus pauvres du pays. Le succès de ce projet devrait conduire à le reproduire à plus grande échelle, en Inde et au-delà.
- Dans le domaine d'intervention Activités durables, IFC a travaillé avec une usine sucrière du Nord de l'Inde pour consolider la chaîne d'approvisionnement du client au moyen de formations intensives et d'activités de renforcement des capacités des agriculteurs et des agents vulgarisateurs de l'entreprise. Plus de 2 000 agriculteurs ont été formés à de nouvelles techniques agricoles. En moyenne, les rendements ont augmenté de plus de 70 % la deuxième année par rapport aux niveaux de référence. L'entreprise s'emploie maintenant à élargir son réseau d'agriculteurs, et IFC a pris contact avec d'autres usines sucrières pour des activités de conseil, notamment en matière de productivité et d'utilisation rationnelle de l'eau.

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT D'IFC (ODI)

Objectif	Cible ODI, Ex. 12	Engagements ODI, Ex. 12	Pourcentage d'objectifs atteints
Accroître ou améliorer les possibilités de pratiques agricoles durables	Au profit de 365 000 personnes	1,03 million de personnes	283 %
Améliorer les services de santé et d'éducation	Au profit de 1,68 million de personnes	9,32 millions de personnes	555 %
Accroître l'accès des particuliers et des clients des institutions de microfinance aux services financiers	Au profit de 15,85 millions de personnes	32,84 millions de personnes	207 %
Accroître l'accès des PME clientes aux services financiers	Au profit de 1,17 million de personnes	1,54 million de personnes	132 %
Accroître ou améliorer les services d'infrastructure	Au profit de 19,25 millions de personnes	32,81 millions de personnes	170 %
Réduire les émissions de gaz à effet de serre	Réduites de 1,7 million de tonnes d'équivalent CO_2 par an	1,79 million de tonnes	105 %

Note : les données sur les engagements ODI figurant dans ce tableau couvrent aussi bien les opérations d'investissement que les opérations de services-conseil et sont soumises à des règles particulières visant à mesurer la contribution d'IFC aux résultats de ses clients (page 18). L'ODI sur les émissions de gaz à effet de serre a fait l'objet d'opérations pilotes en Asie du Sud et en Europe de l'Est/Asie centrale : les chiffres cités dans ce tableau ne portent donc que sur ces deux régions.

PORTÉE DU DÉVELOPPEMENT GÉNÉRÉ PAR LES SOCIÉTÉS CLIENTES D'IFC

	Portefeuille année civile 10	Portefeuille année civile 11	Nouvelles activités Ex. 12
Investissements			
Emplois offerts (millions)[1]	2,4	2,5	0,2
Microcrédits[2]			
Nombre (millions)	8,0	19,7	10,5
Montant (USD milliards)	12,62	19,84	10,63
Prêts aux PME[2]			
Nombre (millions)	1,7	3,3	0,9
Montant (USD milliards)	127,82	181,25	29,60
Nombre de consommateurs bénéficiant de services			
Génération d'électricité (millions)	41,9	41,9	4,7
Alimentation en électricité (millions)[3]	49,4	49,2	0,9
Alimentation en eau (millions)	20,1	34,3	6,4
Alimentation en gaz (millions)[4]	17,2	22,4	NA
Branchements téléphoniques (millions)	179,7	172,2	1,4
Nombre de patients (millions)	7,5	12,2	11,1
Nombre d'élèves (millions)	1,0	0,9	1,2
Agriculteurs bénéficiaires (millions)	2,5	3,3	1,1
Paiements aux fournisseurs et aux administrations publiques			
Achats de biens et services sur les marchés locaux (USD milliards)	39,51	49,84	4,18
Contribution aux recettes ou à l'épargne des administrations publiques (USD milliards)	20,28	21,73	5,71

Les données de portefeuille de 2010 et 2011 ne sont pas strictement comparables en raison de la modification du portefeuille de clients d'IFC sur lequel elles reposent. Les chiffres de l'exercice 12 relatifs aux nouvelles activités sont des données différentielles qui correspondant à la différence entre les objectifs et les données de référence et qui, contrairement aux chiffres des ODI, ne sont pas soumises aux règles sur la contribution d'IFC.

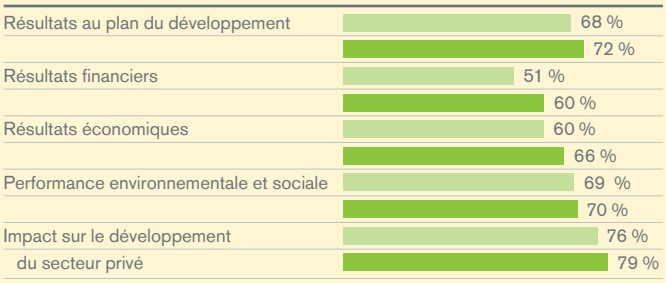
1 Les données de portefeuille relatives à l'emploi incluent les emplois fournis par les Fonds tandis que les chiffres portant sur les nouvelles activités incluent les emplois qui devraient créés par les Fonds.

2 Dans de nombreux cas, les résultats s'expliquent aussi par la contribution des Services-conseil d'IFC. Les chiffres indiqués correspondent à l'encours de prêts des clients d'IFC aux PME et aux microfinancements à la fin des années civiles 2010 et 2011, pour les projets/institutions financières axés sur les PME et les microentreprises. En 2010 et 2011, 222 et 268 clients respectivement devaient déclarer les données relatives à leurs portefeuilles de prêts aux PME et aux microfinancements à la fin de la période. Des données ont été présentées par 195 et 252 respectivement pour 2010 et 2011. Les chiffres manquants ont été extrapolés.

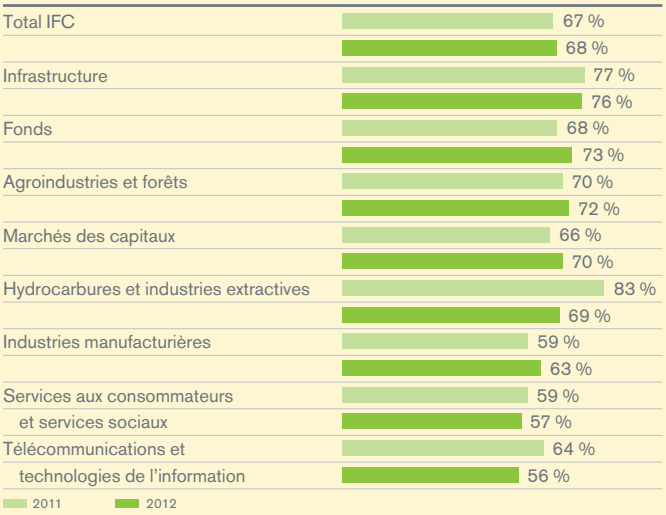
3 Durant l'exercice 12, IFC a modifié sa méthodologie afin de mieux évaluer le nombre de personnes touchés dans ces secteurs.

4 Durant l'année civile 2011,un client de la région Asie de l'Est et Pacifique a fourni des services de distribution de gaz à 20,4 millions de consommateurs.

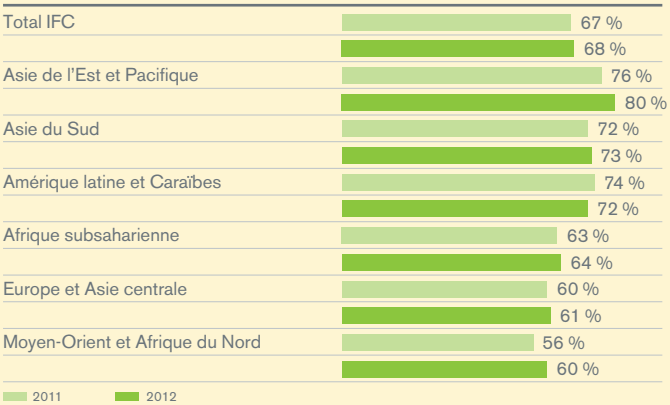
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR TYPE DE RÉSULTAT, EX. 12 Pourcentage de notes élevées



NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ, COMPARAISON EX. 11/EX. 12 Pourcentage de notes élevées

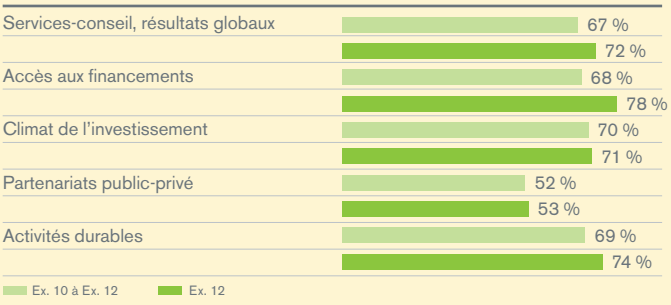


NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR RÉGION, COMPARAISON EX. 11/EX. 12 Pourcentage de notes élevées



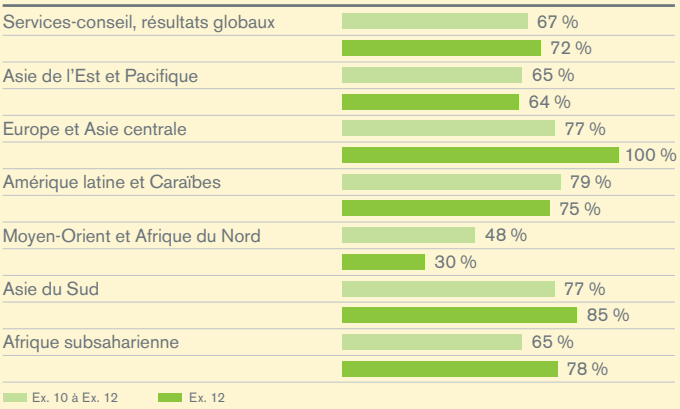
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES-CONSEIL PAR DOMAINE D'INTERVENTION

Pourcentage de notes élevées



NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES-CONSEIL PAR RÉGION

Pourcentage de notations élevées



Le personnel d'IFC

Le personnel d'IFC est diversifié et constitue l'atout le plus important de la Société. Représentant plus de 140 pays, les membres du personnel apportent des solutions innovantes et des pratiques exemplaires aux clients locaux.

IFC compte 104 bureaux dans 95 pays. Plus de la moitié du personnel (56 %) est en poste dans les bureaux extérieurs, une proportion croissante qui traduit l'attachement de la Société à la décentralisation. La plupart des membres du personnel d'IFC (65 %) viennent des pays en développement, une diversité qui enrichit son optique et met en évidence la priorité qu'elle accorde aux domaines dans lesquels le développement du secteur privé peut avoir les répercussions les plus importantes.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PERSONNEL

Base	Ex. 04	Ex. 12
Washington	1,291 (57 %)	1 670 (44 %)
Bureaux extérieurs	963 (43 %)	2 093 (56 %)
Personnel total d'IFC	2 254	3 763

RÉPARTITION PAR RÉGION D'ORIGINE (AGENTS À PLEIN TEMPS)

Répartition par région d'origine	Ex. 04	Ex. 12
Pays développés	963 (43 %)	1 327 (35 %)
Pays en développement	1 291 (57 %)	2 436 (65 %)
Total	2 254	3 763

RÉPARTITION PAR RÉGION D'ORIGINE (AGENTS NIVEAU CADRE ET HORS CADRE)

Répartition par région d'origine	Ex. 04	Ex. 12
Pays développés	647 (53 %)	1 040 (43 %)
Pays en développement	584 (47 %)	1 381 (57 %)
Total	1 231	2 421

RÉPARTITION HOMMES-FEMMES (AGENTS À PLEIN TEMPS)

Genre	Ex. 04	Ex. 12
Hommes	1 121 (50 %)	1 781 (47 %)
Femmes	1 133 (50 %)	1 982 (53 %)
Total	2 254	3 763

RÉPARTITION HOMMES-FEMMES (AGENTS NIVEAU CADRE ET HORS CADRE)

Genre	Ex. 04	Ex. 12
Hommes	844 (69 %)	1 426 (59 %)
Femmes	387 (31 %)	995 (41 %)
Total	1 231	2 421

IFC COMPTE

104

BUREAUX DANS 95 PAYS.

65 %

DU PERSONNEL D'IFC VIENNENT DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

56 %

SONT EN POSTE DANS LES BUREAUX EXTÉRIEURS.

RÉMUNÉRATIONS

Les directives relatives à la rémunération du personnel d'IFC s'inscrivent dans le cadre établi pour l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale. Il est essentiel de maintenir la compétitivité au plan international des niveaux de rémunération pour attirer et conserver un personnel hautement qualifié et venant d'horizons divers. Le barème des rémunérations du Groupe de la Banque mondiale pour le personnel recruté à Washington est établi par référence au marché des États-Unis qui, jusqu'à présent, était compétitif à l'échelle mondiale. Les traitements des membres du personnel recrutés pour travailler dans des bureaux situés en dehors des États-Unis sont fonction de niveaux jugés compétitifs sur les marchés locaux sur la base d'enquêtes indépendantes. Le Groupe de la Banque mondiale ayant le statut d'organisation internationale, la rémunération de son personnel est établie nette d'impôt.

PROGRAMMES DE RÉMUNÉRATION À ÉLÉMENTS VARIABLES

Les programmes de rémunération d'IFC comprennent plusieurs éléments, notamment les primes de reconnaissance et de résultat annuelles et à long terme qui appuient sa culture de haute performance. Ces primes visent à encourager le travail d'équipe, récompenser les meilleures performances et appuyer les priorités stratégiques d'IFC.

PROGRAMMES D'AVANTAGES

IFC fait bénéficier son personnel d'un ensemble de prestations compétitives, notamment une assurance médicale et un plan de retraite. Les effectifs basés à Washington sont couverts par Aetna, avec laquelle un contrat a été conclu à la suite d'un processus d'appel d'offres compétitif. Les autres effectifs sont couverts par Vanbreda, un prestataire international de services d'assurance médicale. Le coût de l'assurance médicale est réparti entre l'institution, qui en finance 75 %, et les assurés qui assument les 25 % restants.

Le régime de pension d'IFC fait partie du plan du Groupe de la Banque mondiale et a deux composantes ; la première est une prestation qui est fonction du nombre d'années de service, du niveau de rémunération et de l'âge à la retraite et la deuxième est un plan d'épargne qui comprend une contribution obligatoire de 5 % de la rémunération de chaque agent, à laquelle IFC ajoute 10 % par an. Les prestations encore assurées au titre de l'ancien régime des pensions du Groupe de la Banque mondiale sont les primes de départ et les paiements en espèces additionnels.

STRUCTURE DES TRAITEMENTS DES AGENTS (WASHINGTON)

La structure des traitements et les montants moyens des traitements (nets d'impôt) et des avantages des agents du Groupe de la Banque mondiale pour la période allant du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012 se présentaient comme suit.

Grades	Intitulés de postes représentatifs	Minimum (USD)	Référence du marché (USD)	Maximum (USD)	Effectifs à ce grade (%)	Traitement moyen/ grade	Prestations moyennes[a]
GA	Auxiliaire de bureau	25 100	32 600	42 400	0,0	43 090	24 152
GB	Assistant administratif, Technicien d'information	31 700	41 200	57 700	0,6	42 136	23 617
GC	Assistant de programme, Assistant d'information	39 100	50 900	71 300	9,5	53 698	30 098
GD	Assistant principal de programme, Spécialiste de l'information, Assistant du service du budget	46 200	60 100	84 200	7,9	67 671	37 929
GE	Analyste	62 100	80 700	113 000	9,8	76 179	42 698
GF	Cadre	82 500	107 300	150 200	19,6	98 249	55 069
GG	Cadre supérieur	111 300	144 700	202 500	31,6	135 238	75 801
GH	Directeur, Cadre de direction	151 700	197 200	245 900	17,7	187 019	104 824
GI	Directeur, Conseiller principal	202 200	264 500	303 300	2,8	244 806	137 214
GJ	Vice-président	271 800	304 500	340 900	0,4	302 422	169 508
GK	Directeur général, Vice-président exécutif	298 600	338 600	372 400	0,1	292 656	177 705

Note : Comme les agents du Groupe de la Banque mondiale non américains sont habituellement exemptés de l'impôt sur le revenu sur les rémunérations qui leur sont versées par l'institution, celles-ci s'entendent nettes d'impôt, ce qui équivaut généralement aux salaires nets après impôts des employés des organisations et des entreprises de référence sur la base desquels la grille des salaires de l'institution est établie. Un nombre relativement faible d'agents parvient au tiers supérieur de la fourchette de salaires d'un grade donné.

a. Y compris l'assurance-maladie, l'assurance-vie et l'assurance-invalidité ; les droits acquis au titre de la prestation de cessation de service ; et d'autres avantages non salariaux.

La gouvernance d'IFC

La place d'IFC dans le Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale représente une source vitale d'assistance financière et technique pour les pays en développement. Créé en 1944, il a pour mission de lutter contre la pauvreté avec passion et professionnalisme, pour obtenir des résultats durables.

IFC est l'un des cinq membres du Groupe de la Banque mondiale, tout en étant une entité juridique distincte avec des Statuts, un capital social, une structure financière, une direction et un personnel distincts. Seuls les pays membres de la Banque mondiale peuvent adhérer à IFC. Au 30 juin 2012, le capital libéré d'IFC, d'un montant d'environ 2,4 milliards de dollars, était détenu par 184 pays membres. Ces pays décident de l'orientation générale des programmes et des activités d'IFC.

IFC collabore avec le secteur privé pour créer des opportunités là où elles font le plus défaut. Depuis sa création en 1956, IFC a engagé pour son propre compte plus de 126 milliards de dollars au titre d'investissements dans le secteur privé des pays en développement et a mobilisé des milliards de dollars d'autres sources.

En vue d'éradiquer la pauvreté dans le monde, IFC œuvre en étroite collaboration avec les autres membres du Groupe de la Banque, à savoir :

- La *Banque internationale pour la reconstruction et le développement,* qui prête aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables.
- L'*Association internationale de développement*, qui accorde des prêts sans intérêts, dénommés crédits, aux gouvernements des pays les plus pauvres.
- L'*Agence multilatérale de garantie des investissements*, qui offre des garanties contre les pertes causées par les risques non commerciaux aux investisseurs dans les pays en développement.
- Le *Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements,* qui offre des facilités internationales pour la conciliation et l'arbitrage des différends relatifs aux investissements.

LE CONSEIL D'IFC

Chacun des pays membres d'IFC nomme un Gouverneur et un suppléant. Le Conseil des gouverneurs est investi des pouvoirs de la Société dont il délègue la majeure partie à un Conseil de 25 Administrateurs. Le nombre de voix dont ils disposent pour décider des questions qui leur sont soumises est fonction de la part du capital de la Société représentée par chaque Administrateur.

Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington pour examiner les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et donner des orientations stratégiques à la direction de la Société. Le Président du Groupe de la Banque mondiale est également le Président d'IFC.

RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL DE DIRECTION

Le traitement du Président du Groupe de la Banque mondiale est déterminé par le Conseil des administrateurs. Le niveau de rémunération du Vice-président exécutif et Directeur général d'IFC correspond au point médian entre le niveau de rémunération le plus élevé du barème applicable au personnel de l'institution, tel qu'il est établi chaque année sur la base d'enquêtes indépendantes sur les rémunérations aux États-Unis, et le niveau de rémunération du Président du Groupe de la Banque mondiale. Les rémunérations des personnels de direction sont communiquées au public. La rémunération du Vice-président exécutif et Directeur général d'IFC, Lars Thunell, s'est élevée à 365 948 dollars, net d'impôt. IFC n'offre pas de programmes de rémunération à caractère incitatif au personnel de direction.

Debout (de gauche à droite) : Rogerio Studart, Brésil ; Ingrid Hoven, Allemagne ; Agapito Mendes Dias, Sao Tomé-et-Principe ; Merza Hasan, Koweït ; Piero Cipollone, Italie ; Jorg Frieden, Suisse ; Vadim Grishin, Russie ; Marie-Lucie Morin, Canada ; Shaolin Yang, Chine ; Marta Garcia Jauregui, Espagne ; Hekinus Manao, Indonésie ; Sid Ahmed Dib (suppléant), Algérie ; Ruud Treffers, Pays-Bas ; Konstantin Huber, Autriche ; In-Kang Cho (suppléant), Corée du Sud ; Hassan Ahmed Taha, Soudan ; Mukesh N. Prasad, Inde.

Assis (de gauche à droite) : Ian Solomon, États-Unis ; Felix Camarasa, Argentine ; Ambroise Fayolle, France ; Susanna Moorehead, Royaume-Uni ; Abdulrahman Almofadhi, Arabie saoudite ; Anna Brandt, Suède ; Renosi Mokate, Afrique du Sud ; Nobumitsu Hayashi, Japon.

Photo: Frank Vincent/WB Photolab

ADMINISTRATEURS (SUPPLÉANTS)

Abdulrahman M. Almofadhi	Ibrahim Alturki
Anna Brandt	Jens Haarlov
Felix Alberto Camarasa	Varinia Cecilia Daza Foronda
Piero Cipollone	Nuno Mota Pinto
Agapito Mendes Dias	Mohamed Siekieh Kayad
Ambroise Fayolle	Anne Touret-Blondy
Jorg Frieden	Wieslaw Leonard Szczuka
Marta Garcia-Jauregui	Juan Jose Bravo Moises
Vadim Grishin	Eugene Miagkov
Merza H. Hasan	Ayman Alkaffas
Nobumitsu Hayashi	Yasuo Takamura
Ingrid G. Hoven	Wilhelm Michael Rissmann
Konstantin F. Huber	Gino Alzeta
Hekinus Manao	Dyg Sadiah Binti Abg Bohan
Renosi Mokate	Muhtar Mansur
Susanna Moorehead	Stewart James
Marie-Lucie Morin	Kelvin Dalrymple
Mukesh N. Prasad	Kazi M. Aminul Islam
Ian H. Solomon	Sara Aviel
Rogerio Studart	Vishnu Dhanpaul
Hassan Ahmed Taha	Denny Kalyalya
Javed Talat	Sid Ahmed Dib
Rudolf Treffers	Stefan Nanu
John Henry Whitehead	In-Kang Cho
Shaolin Yang	Bin Han

LES PAYS MEMBRES D'IFC, SES ACTIONNAIRES, LUI FOURNISSENT UN IMPORTANT APPUI

Part de capital par pays

Total IFC	100,00 %
États-Unis	24,01 %
Japon	5,95 %
Allemagne	5,43 %
France	5,10 %
Royaume-Uni	5,10 %
Canada	3,43 %
Inde	3,43 %
Italie	3,43 %
Fédération de Russie	3,43 %
Pays-Bas	2,37 %
174 autres pays	38,32 %

Obligation de rendre compte

LE GROUPE INDÉPENDANT D'ÉVALUATION

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) contribue à la dynamique d'apprentissage d'IFC par les enseignements qu'il tire de ses évaluations. Indépendant de la direction de la Société et rendant compte directement au Conseil d'administration d'IFC, l'IEG a pour objectif de renforcer les résultats opérationnels d'IFC et de guider sa stratégie et ses choix futurs.

Le système d'évaluation de l'IEG est conçu pour permettre l'examen d'un large éventail d'opérations d'investissement, d'assistance technique et de conseil. L'IEG assure un suivi continu des politiques, pratiques et instruments d'évaluation d'IFC afin d'améliorer leur qualité et veiller à ce qu'ils restent adaptés aux critères de réussite et aux besoins d'évaluation de l'institution et des parties prenantes. Il valide les notes d'autoévaluation de la Société en toute indépendance.

Durant l'exercice 12, l'IEG a validé 45 % des projets d'investissement éligibles d'IFC et 78 % des projets de conseil éligibles. L'IEG communique ces notes finales au personnel d'IFC et les intègre à son évaluation annuelle des résultats et des performances du Groupe de la Banque mondiale, qui comporte un échantillon de projets d'investissement et de conseil d'IFC.

Dans son rapport 2012 sur les *résultats et les performances du Groupe de la Banque mondiale*, l'IEG a souligné les atouts uniques d'IFC et les problèmes rencontrés pour répondre aux besoins du secteur privé par le biais des Stratégies d'aide-pays du Groupe de la Banque mondiale. Dans la seconde phase de son évaluation de la riposte du Groupe de la Banque à la crise économique mondiale, l'IEG a conclu qu'IFC avait maintenu des niveaux d'intervention et d'investissement globalement constants. Il a constaté que la Société avait légèrement surestimé les effets négatifs potentiels de la crise et recommandé qu'IFC revoie sa méthode de test de résistance afin d'optimiser sa stratégie pour les crises futures.

Une autre grande évaluation cette année a porté sur l'emploi des jeunes. IFC travaille sur la création d'emplois sans distinction d'âge, c'est pourquoi l'IEG a recommandé que, dans les pays où le problème de l'emploi des jeunes est particulièrement préoccupant, IFC et le Groupe de la Banque adoptent une stratégie globale en faveur des jeunes et découpent leurs données par tranche d'âge afin que les effets spécifiques sur les jeunes puissent être mesurés.

L'IEG a rédigé plusieurs notes exposant ses conclusions, notamment sur les industries extractives dans les projets d'IFC et sur les leçons tirées des investissements Sud-Sud. Il a également fait plusieurs présentations sur le thème de l'investissement privé dans des organismes européens d'aide au développement. Conformément aux règles de transparence de l'institution, les rapports d'IFC sont rendus publics sur son site web : http://ieg.worldbankgroup.org.

DURANT L'EX. 12, L'IEG A VALIDÉ

45 %

DES PROJETS D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLES ET

78 %

DES PROJETS DE CONSEIL.

LE BUREAU DU CONSEILLER/OMBUDSMAN

Le Bureau du Conseiller/ombudsman pour l'application des directives (CAO) est le mécanisme indépendant de recours d'IFC et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA). Relevant directement du Président du Groupe de la Banque mondiale, le CAO donne suite aux plaintes des personnes affectées par les projets d'IFC et de la MIGA, en vue d'améliorer les résultats sociaux et environnementaux et d'accroître la responsabilité publique d'IFC et de la MIGA.

Le CAO assure trois fonctions complémentaires : il résout les différends entre les clients d'IFC et les populations touchées, il veille au respect par IFC des normes environnementales et sociales applicables, et il dispense des conseils indépendants au Président et à la haute direction d'IFC. Ce faisant, il permet de lever rapidement les inquiétudes suscitées dans la population par les activités de la Société et il est la garantie que les défauts systémiques des projets d'IFC vont être identifiés et corrigés.

Depuis sa création en 1999, le CAO a traité 103 plaintes relatives à 68 projets d'IFC dans 35 pays. Cette année, le CAO a géré un nombre record de plaintes et de demandes d'audits : 33 cas au total. L'augmentation s'explique en partie par l'amélioration de l'accès au CAO ainsi que des résultats obtenus ces dernières années.

Le CAO va achever prochainement le contrôle de conformité de 188 investissements d'IFC dans le secteur financier, portant sur 63 clients, sur un échantillon de 844 projets mis en œuvre entre 2006 et 2011. Ce travail vise à donner des assurances quant à la performance environnementale et sociale d'IFC lorsqu'elle investit par le biais de tierces parties. Le rapport du CAO, dont la publication est prévue pour le premier trimestre de l'exercice 13, jugera si les activités économiques qu'IFC appuie via le secteur financier sont bien en phase avec les valeurs de la Société, c'est-à-dire satisfaisantes sur le plan environnemental et social.

Le CAO a examiné 10 projets d'IFC cette année afin d'évaluer si un audit de la performance d'IFC était nécessaire. Sur ce nombre, un seul – un projet de privatisation de l'électricité au Kosovo – fait l'objet d'un audit du CAO. Le CAO surveille également les suites données par IFC à deux audits réalisés dans le secteur de l'agroindustrie.

Dans le cadre de ses activités de règlement des différends, le CAO a résolu en moins de six mois une plainte déposée par des propriétaires fonciers en Géorgie qui étaient affectés par l'oléoduc BTC, il a clos une affaire relative aux relations de travail dans les industries manufacturières en Turquie, et il surveille l'application d'accords conclus dans une affaire de plantations de palmiers à huile en Indonésie. Le CAO fait également office de médiateur dans dix processus de règlement de différends à l'amiable engagés au Cambodge, au Cameroun, en Indonésie, au Nicaragua, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Ouganda.

Pour en savoir plus, consulter le site www.cao-ombudsman.org.

DEPUIS 1999, LE CAO A TRAITÉ

103

PLAINTES RELATIVES À 68 PROJETS D'IFC DANS 35 PAYS.

Partenariats

FORGER DES PARTENARIATS PRODUCTIFS

IFC collabore avec les autorités nationales, avec des fondations et d'autres organisations multilatérales pour promouvoir des partenariats novateurs dans le but de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations. Ce travail est plus important que jamais du fait des turbulences économiques, des contraintes budgétaires et des nouveaux enjeux du développement auxquels les États font face aujourd'hui.

Les partenaires d'IFC se tournent de plus en plus vers la Société pour ses qualités de force de proposition, pour son pouvoir de mobilisation et pour son impact reconnu sur le développement, dont elle fait la démonstration dans toutes ses sphères d'activité. Pendant l'exercice 12, IFC et ses partenaires donateurs ont travaillé ensemble sur les problèmes de développement les plus urgents, à savoir la sécurité alimentaire, les PME, les infrastructures, les États fragiles ou touchés par un conflit, le changement climatique, la problématique hommes-femmes et les modèles d'activité solidaires.

IFC mène régulièrement des consultations bilatérales avec ses partenaires bailleurs de fonds et organise d'autres événements destinés à renforcer le plus possible ses liens de coopération avec des partenaires particuliers ou avec l'ensemble de la communauté des donateurs, par exemple le Petit déjeuner des bailleurs de fonds d'IFC à l'automne, et le Forum des bailleurs de fonds du Groupe de la Banque mondiale qui se déroule au printemps.

IFC et ses partenaires bailleurs de fonds entretiennent d'excellentes relations de collaboration dans les trois catégories d'activité de l'institution. La démarche d'IFC fondée sur la collaboration privilégie les partenariats de longue durée, met l'accent sur la recherche de résultats et l'efficacité, et assure une visibilité adéquate à ses partenaires donataires.

COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES DONATEURS

IFC a noué de longue date des liens fructueux avec des partenaires donateurs, en particulier dans les services-conseil. De plus en plus, ces partenaires recherchent également des possibilités d'investissement dans le secteur privé pour employer au mieux l'argent public au moyen d'investissements financés par des bailleurs de fonds.

Sur l'exercice 12, les services-conseil d'IFC ont bénéficié de plus de 300 millions de dollars d'engagements d'États donateurs, de fondations et d'autres organisations multilatérales. Parmi les nouveaux bailleurs de fonds, citons la Fondation MasterCard et le ministère fédéral allemand pour la Coopération économique et le développement (BMZ).

Durant cet exercice, les partenaires d'IFC ont apporté 460 millions de dollars d'engagements supplémentaires pour des investissements financés par des donateurs. Ces fonds ont permis de financer plusieurs initiatives spéciales d'IFC, dont le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Voici quelques exemples du travail accompli par IFC avec des partenaires donateurs durant l'exercice 12 :

- *Le ministère britannique du Développement international (DFID)*, a versé plus de 210 millions de dollars aux trois catégories d'activité d'IFC. Ils ont servi à financer des services-conseil de la Société dans les domaines du climat de l'investissement et de l'accès aux financements, des investissements d'IFC dans des petites et moyennes entreprises, ainsi que des investissements climatiques d'IFC Asset Management Company.
- *Le secrétariat d'État suisse à l'Économie* a contribué notablement au financement des services-conseil d'IFC pendant l'exercice 12 pour un montant de 57 millions de dollars, utilisés principalement dans les domaines du climat de l'investissement, de l'accès aux financements et du changement climatique.
- *Le ministère néerlandais des Affaires étrangères* et IFC ont renouvelé leur engagement de travailler ensemble sur des priorités communes, notamment les régions fragiles ou touchées par un conflit, le changement climatique, les activités à vocation solidaire et la sécurité alimentaire. Depuis près de dix ans, les Pays-Bas et IFC collaborent activement dans le cadre du Programme de partenariat Pays-Bas-IFC.
- *L'Autriche* et IFC ont renouvelé leur engagement de collaborer davantage en Europe orientale et en Asie centrale, plus spécialement dans les domaines du climat de l'investissement, de l'accès aux financements, des énergies renouvelables et du changement climatique. IFC travaille étroitement avec le *ministère fédéral autrichien des Finances et avec la Banque autrichienne de développement (OeEB)*.
- *Le ministère japonais des Finances* s'est engagé à financer le groupe des Modèles d'activité solidaires d'IFC (*Inclusive Business Models group*) et continue de financer des opérations dans la région Asie de l'Est et Pacifique. Ces fonds vont permettre à IFC de trouver de nouvelles façons de toucher les populations du bas de la pyramide économique.
- *Le ministère canadien des Finances, le ministère néerlandais des Affaires étrangères et l'Agence des États-Unis pour le développement international* ont appuyé le travail réalisé par IFC dans le cadre du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, tandis que le DFID a financé le Mécanisme mondial en faveur des petites et moyennes entreprises (*Global Small and Medium Enterprise Facility*). Ce travail est un exemple des initiatives multidonateurs lancées face aux grands enjeux mondiaux du développement et dont IFC est le chef de file.
- *Le ministère coréen de la Stratégie et des Finances* a participé au financement des activités du Forum mondial sur le financement des PME *(Global SME Finance Forum)*, une plateforme collaborative d'échanges de connaissances hébergée par IFC. L'accord conclu entre la Corée et IFC illustre le renforcement des liens qui unissent le Gouvernement coréen et le Groupe de la Banque mondiale. La Corée, autrefois pays IDA et bénéficiaire d'IFC, est devenu un bailleur de fonds officiel de la Société et joue un rôle important dans le processus du G-20 depuis le Sommet de Séoul en 2010.

LES PARTENAIRES DONATEURS SE SONT ENGAGÉS À VERSER PLUS DE

300

MILLIONS DE DOLLARS POUR DES PROJETS DE SERVICES-CONSEIL PENDANT L'EX.12, ET 460 MILLIONS DE DOLLARS SUPPLÉMENTAIRES POUR DES INVESTISSEMENTS FINANCÉS PAR DES DONATEURS.

• *La Fondation MasterCard* s'est engagée à verser 37,5 millions de dollars aux services-conseil pour financer le Partenariat pour l'inclusion financière en Afrique subsaharienne. Ce partenariat vise à mettre des services financiers à la disposition de plus de 5 millions de personnes ne possédant pas de compte bancaire, en aidant de nouvelles institutions de microfinance à se développer, en utilisant les technologies mobiles, et en repérant les idées intéressantes en matière d'inclusion financière.

• *La Fondation Bill & Melinda Gates* et IFC sont en train de mettre au point un système de paiement novateur dans le Bihar, l'un des États les plus pauvres et les plus peuplés de l'Inde. Il permettra aux habitants de recevoir des paiements des pouvoirs publics dans le cadre de programmes de santé, au moyen de comptes détenus dans des banques ou d'autres prestataires de services de paiement. La Fondation Gates a apporté à IFC un financement de départ et l'a complété ensuite par 2,6 millions de dollars supplémentaires pour étendre le système prototype.

Cette année, IFC a obtenu de bons résultats aux évaluations de l'aide multilatérale réalisées par l'Australie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Ces partenaires évaluent la performance des organisations multilatérales et leur impact sur le développement afin de disposer de données utiles aux décisions de financement futures.

ENGAGEMENTS FINANCIERS DES BAILLEURS DE FONDS AU TITRE DES SERVICES-CONSEIL D'IFC PAR PAYS

(équivalent en millions d'USD)
[chiffres non audités]

États	Ex. 11	Ex. 12
Afrique du Sud	0,78	0,00
Allemagne	0,00	0,60
Australie	8,02	1,57
Autriche	22,98	25,55
Canada	33,27	5,63
Corée	2,00	1,00
Danemark	4,47	0,96
Espagne	2,68	0,00
États-Unis	6,83	14,14
Finlande	2,27	0,13
France	0,20	0,03
Irlande	1,10	1,51
Italie	10,00	0,00
Japon	8,95	9,48
Luxembourg	2,25	0,00
Norvège	6,08	4,85
Pays-Bas	25,62	42,37
Royaume-Uni	16,20	69,94
Suède	10,59	12,38
Suisse	7,15	57,15
Total	171,42	247,28

Bailleurs de fonds institutionnels et privés	Ex. 11	Ex. 12
BNDESPAR		3,00
CTF		0,80
Disney Worldwide Services, Inc.		0,05
Commission européenne	10,32	8,90
Fondation Gates	0,33	2,57
FEM	2,99	
Banque interaméricaine de développement		1,00
Banque islamique de développement	3,00	
Fondation Kauffman	0,37	0,05
Fondation MasterCard		37,45
TMEA	9,42	
Institutions des Nations Unies	0,05	0,25
Total	26,47	54,08

ENGAGEMENTS FINANCIERS DES BAILLEURS DE FONDS AU TITRE DES SERVICES-CONSEIL D'IFC PAR PAYS

(Équivalent en millions d'USD)

État récapitulatif	Ex. 11	Ex. 12
États	171,42	247,28
Partenaires institutionnels/ multilatéraux	31,64	10,95
Partenaires privés/Fondations	0,70	43,13
Total	203,76	301,36

COLLABORATION AVEC LES AUTRES ORGANISMES DE DÉVELOPPEMENT

Les organismes de développement jouent un rôle essentiel par leur capacité à stimuler le secteur privé afin d'améliorer les conditions de vie des populations et réduire la pauvreté.

Comme ils l'ont montré par le passé, ils arrivent à obtenir des résultats dans des environnements difficiles. Ils apportent des capitaux lorsque les marchés privés ne veulent plus prendre de risques. Ils dispensent des conseils qui consolident les marchés et favorisent le développement d'un secteur privé solidaire et viable. En période de crise et d'incertitude, lorsque les capitaux privés se font rares, leur travail est indispensable.

Au cours des dix dernières années, des organismes comme l'IFC ont multiplié par quatre leurs financements au secteur privé dans les pays en développement, qui ont dépassé les 40 milliards de dollars. Chaque dollar investi par ces organismes débloque 12 dollars d'investissement en provenance d'autres sources.

Pour ces raisons, IFC s'est associée à un ensemble d'organismes multilatéraux et bilatéraux de développement du secteur privé dans l'optique de mettre en commun des ressources pour étendre son rayon d'action et maximiser son impact. Les relations de collaboration qu'elle établit lui permettent d'échanger des savoirs et d'élaborer des programmes plus performants. De leur côté, les partenaires d'IFC bénéficient de sa position de leader.

Cette collaboration a contribué dans une mesure cruciale à la riposte aux turbulences économiques mondiales et a permis à la Société de lancer rapidement de nouvelles initiatives pour encourager l'offre de crédits commerciaux, recapitaliser les banques et stimuler les investissements dans les infrastructures. Récemment, la Société s'est associée à 30 organismes de développement pour réaliser une étude – *International Finance Institutions and Development through the Private Sector* – qui démontre tout l'intérêt d'une coopération plus étroite entre les secteurs public et privé.

En collaboration avec plusieurs organismes d'aide au développement, IFC a lancé l'Initiative mondiale pour le financement des PME (*Global SME Finance Initiative*) visant à améliorer l'offre de financements aux petites et moyennes entreprises – un axe de travail prioritaire du G-20, le Groupe des vingt plus importantes économies industrielles et en développement. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, IFC travaille avec plusieurs organismes d'aide au développement, dont la Banque islamique de développement, la Banque européenne d'investissement et la banque allemande de développement KfW, à apporter des solutions à certains des graves problèmes qui touchent la région.

Par le biais de son Accord-cadre de coopération, IFC a élargi la portée des accords de cofinancement formels qu'elle a conclus avec pas moins de 15 institutions de financement du développement. L'Accord-cadre, qui précise de quelle manière ces institutions s'associent pour cofinancer des projets menés par IFC, permet d'accroître les financements commerciaux en période de pénurie. La Société a également participé à l'élaboration du Cadre d'amélioration du gouvernement d'entreprise (*Corporate Governance Development Framework*), un ensemble commun de directives qui ont été appliquées par 29 institutions de financement du développement.

Il est particulièrement important que les banques de développement collaborent dans les nouveaux domaines d'intervention, par exemple les financements climatiques. IFC travaille avec un large éventail de banques afin d'harmoniser les méthodes de comptabilisation des gaz à effet de serre et la définition de la catégorie des investissements climatiques.

La gestion des risques

GESTION DU PORTEFEUILLE

Les activités de gestion du portefeuille contribuent de manière fondamentale à assurer que les investissements d'IFC permettent aux entreprises du secteur privé d'être profitables et pérennes.

Avant tout investissement, IFC procède à un audit général de diligence raisonnable, portant notamment sur la déontologie, afin de vérifier que le projet respecte toutes les normes de la Société dans différents domaines – performance sociale et environnementale, lutte contre la corruption, gouvernement d'entreprise et transparence fiscale. IFC réalise aussi un examen plus approfondi des projets faisant intervenir des centres financiers offshore. Cet exercice généralisé d'une diligence raisonnable a caractérisé de longue date les projets d'IFC.

IFC veille en permanence au respect des accords d'investissement, se rend sur le site des projets pour vérifier l'état d'avancement des opérations et aide à trouver des solutions aux problèmes qui pourraient se poser. Elle suit également les résultats au plan du développement des projets sous l'angle de leur performance environnementale et sociale. Ces opérations de supervision sont menées par des services de portefeuille essentiellement basés dans les bureaux sur le terrain. La direction d'IFC assure le contrôle de ces activités en procédant chaque trimestre à l'examen de l'intégralité de son portefeuille d'investissement. Le processus de gestion du portefeuille est appuyé par un système de notation du risque de crédit. Les banques qui participent aux prêts d'IFC sont régulièrement tenues au courant de l'évolution des opérations. IFC les consulte ou demande leur consentement, le cas échéant.

LE RATIO D'ENDETTEMENT D'IFC ÉTAIT DE

2,7:1

À LA FIN DE L'EX. 12, NETTEMENT DANS LES LIMITES PRESCRITES PAR SES POLITIQUES FINANCIÈRES.

Lorsque des difficultés financières se présentent, la direction détermine le niveau des provisions pour pertes sur prêt sur la base d'examens de portefeuille et des recommandations des unités de gestion du portefeuille, conformément aux politiques et aux méthodes approuvées par les auditeurs externes d'IFC. Dans le cas des projets qui posent de graves difficultés, le Département des opérations spéciales détermine les mesures qu'il convient de prendre pour remédier à la situation. Il s'efforce de négocier des accords avec tous les créanciers et actionnaires pour répartir la charge de la restructuration et régler les problèmes sans interrompre le déroulement du projet.

SERVICES DE TRÉSORERIE

IFC finance ses activités de prêt en émettant des obligations sur les marchés financiers internationaux et elle est souvent la première institution multilatérale à émettre des obligations en monnaie nationale sur de nombreux marchés émergents. La majeure partie des prêts consentis par IFC sont libellés en dollars, mais l'institution emprunte en diverses monnaies de manière à diversifier l'accès aux capitaux, à réduire le coût des emprunts et à promouvoir le développement des marchés financiers locaux. Les emprunts d'IFC ont continué de progresser parallèlement à ses activités de prêt. Les nouveaux emprunts sur les marchés internationaux se sont chiffrés à l'équivalent de plus de 11,5 milliards de dollars pour l'exercice 12.

GESTION DES LIQUIDITÉS

Le montant total des actifs liquides inscrits au bilan d'IFC était de 29,7 milliards de dollars au 30 juin 2012, contre 24,5 milliards de dollars l'exercice précédent. La majorité des liquidités sont libellées en dollars. Les risques associés aux liquidités libellées en devises autres que le dollar donnent lieu à des opérations de couverture qui permettent de gérer les risques de change. Le montant total des actifs liquides qui doit être détenu est déterminé dans le but d'assurer un niveau de ressources suffisant pour que la Société puisse faire face à ses engagements même en cas de tensions sur les marchés.

EMPRUNTS SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX POUR L'EXERCICE 12

Devise	Montant (équivalent en USD)	Pourcentage
Dollar des États-Unis	7 795 454 541	68,1 %
Dollar australien	2 089 827 167	18,2 %
Yen japonais	376 547 000	3,3 %
Livre turque	334 829 244	2,9 %
Couronne norvégienne	290 788 182	2,5 %
Dollar néo-zélandais	266 000 000	2,3 %

ADÉQUATION DU CAPITAL ET CAPACITÉ FINANCIÈRE

IFC évalue l'adéquation de son capital en mesurant ses besoins d'expansion et le profil des risques des investissements en cours et prévus par rapport au ratio minimum d'adéquation du capital établi pour ces besoins. Le ratio minimum d'adéquation du capital est déterminé par la méthode de calcul économique du capital sur la

base du risque, qui différencie les besoins de capitaux pour les actifs basés sur des mesures statistiques du risque.

Selon la méthode de calcul économique du capital, IFC doit maintenir un niveau minimum de ressources totales disponibles (y compris le capital libéré, les bénéfices mis en réserve nets des montants affectés et de certaines plus-values latentes, et le montant total des provisions pour pertes sur prêts) égal au montant total des pertes éventuelles au titre de tous les engagements du bilan et hors-bilan estimées à des niveaux que la Société juge compatibles avec le maintien d'une notation triple A.

La méthode de calcul de l'adéquation du capital d'IFC est conforme aux pratiques exemplaires du secteur et est configurée de manière à maintenir un capital suffisant pour justifier une notation triple A.

Les seuils d'adéquation du capital d'IFC sont soumis à des critères plus rigoureux que ceux qu'exige une note triple A. Et pourtant, IFC a toujours maintenu un niveau de capital nettement supérieur au minimum requis.

À la fin de l'exercice 12, le montant total des ressources nécessaires était de 1,5 milliards de dollars, et le montant total des ressources disponibles de 19,2 milliards de dollars. Le ratio d'endettement d'IFC était de 2,7, c'est-à-dire bien inférieur au maximum prescrit par les directives financières de la Société (qui est de 4).

Le capital libéré, les bénéfices mis en réserve, nets du montant des affectations et de certaines plus-values latentes, et les réserves générales pour pertes sur prêts constituent la capacité financière d'IFC. Cette capacité permet à la Société d'appuyer les opérations en cours, de financer des opportunités et des plans stratégiques d'expansion à moyen terme et d'amortir les chocs ou de faire face aux crises pouvant survenir dans des pays membres ou à des replis plus généraux des marchés mondiaux, tout en continuant d'avoir les capacités requises pour maintenir sa note triple A et jouer un rôle de stabilisation conjoncturelle.

IFC ET LA DÉONTOLOGIE INSTITUTIONNELLE

La promotion de la déontologie institutionnelle est un élément important de l'action menée par IFC en faveur du développement durable du secteur privé. L'adhésion des clients d'IFC à des normes d'intégrité solides et à la bonne gouvernance peut se traduire par la rentabilité à long terme des investissements, ce qui à son tour peut augmenter les chances pour IFC d'un désengagement favorable de ses investissements. En veillant à la déontologie institutionnelle de toutes les activités qu'elle appuie par des investissements et des services-conseil, IFC limite également les risques financiers et les risques de réputation auxquels elle s'expose.

La corruption ébranle la confiance du public dans les marchés ouverts et dans la primauté de la loi, et elle accroît le coût de l'activité économique dans la plupart des nations en développement. Les initiatives prises par IFC pour renforcer la transparence et la concurrence et pour promouvoir le renforcement des normes d'intégrité et des systèmes de gouvernement d'entreprise se sont révélées être des moyens efficaces de lutter contre la corruption.

Les règles et procédures de diligence raisonnable d'IFC sont la première ligne de défense contre la corruption dans le cadre de ses projets. IFC continue d'améliorer ses capacités de collecte et d'analyse de l'information, notamment en mettant en place une base de données plus complète pour enquêter sur les antécédents des partenaires potentiels et sur ceux de leurs parties prenantes – notamment leurs commanditaires, leurs dirigeants et leurs propriétaires.

La politique d'IFC contre la corruption est inscrite dans le cadre juridique régissant ses investissements. Aux termes des règles de sanction du Groupe de la Banque mondiale, les personnes ou les entités dont il est établi qu'elles se sont livrées à des actes de corruption, de fraude, de coercition, de collusion ou d'obstruction dans le cadre d'un projet d'IFC, peuvent voir publier leurs noms sur un site web public et peuvent être exclues du financement du Groupe de la Banque mondiale.

La Vice-présidence de l'Intégrité du Groupe de la Banque mondiale est chargée de procéder à des enquêtes en cas d'allégations de fraude et de corruption dans le cadre de projets d'IFC. Le rapport annuel de la Vice-présidence se trouve sur le site web de la Banque mondiale.

IFC participe à un accord d'exclusion croisée entre le Groupe de la Banque mondiale et d'autres grandes banques multilatérales. En vertu de cet accord, les entités faisant l'objet de sanctions de la part de l'une des banques de développement participantes peuvent être exclues des opérations des autres banques en raison du même acte illicite. L'accord permet d'égaliser les chances de toutes les entreprises se trouvant en concurrence pour obtenir un marché dans le cadre de projets de banques multilatérales de développement.

Une action responsable

LA DÉMARCHE D'IFC EN FAVEUR D'UNE ACTION DURABLE

L'impératif de viabilité constitue l'un des piliers de la stratégie d'IFC depuis plus de dix ans. Il sert les intérêts des clients qui sont ainsi incités à gérer les risques, à être plus performants et à rester compétitifs sur les marchés mondiaux et régionaux.

Lorsqu'elle procède à des investissements, réalise des opérations et dispense des services de conseil dans le monde, elle prend en compte quatre aspects – financier, économique, écologique et social – de la viabilité.

La viabilité financière d'IFC et de ses clients leur permet de contribuer ensemble, de façon durable, au développement. Grâce à leur viabilité économique, les projets et les sociétés financés par IFC contribuent à l'activité économique des pays d'accueil.

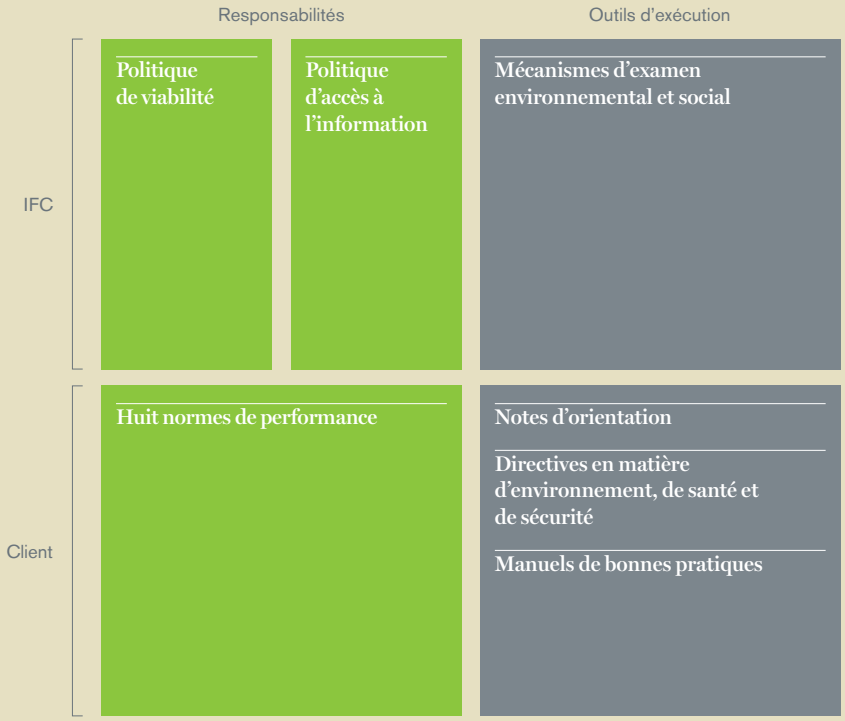
La viabilité écologique des opérations et des chaînes d'approvisionnement des clients d'IFC aide à protéger et à conserver les ressources naturelles, à atténuer les impacts environnementaux et à répondre à l'impératif d'envergure mondiale que constitue la lutte contre le changement climatique. La viabilité sociale passe par l'amélioration des conditions de vie et de travail, la recherche du bien-être des communautés, la consultation des peuples autochtones, et le respect des droits des entreprises et des droits de l'homme.

IFC est résolue à faire en sorte que les fruits du développement économique soient partagés avec les populations pauvres et vulnérables, et que le développement se fasse d'une manière viable. La recherche de la viabilité est aussi l'occasion de transformer les marchés, de promouvoir l'innovation et d'ajouter de la valeur aux activités des clients de la Société en aidant ceux-ci à améliorer leurs résultats commerciaux.

CADRE D'IFC POUR UNE ACTION DURABLE

Le Cadre d'IFC pour une action durable traduit son attachement de longue date à un développement durable. Il contribue à protéger les populations et l'environnement, accroît l'impact d'IFC sur le développement et constitue un outil de responsabilisation.

Cadre d'IFC pour une action durable



Ce cadre intègre la Politique en matière de viabilité environnementale et sociale, qui définit la responsabilité d'IFC consistant à appuyer les résultats des projets en partenariat avec les clients, les Normes de performance d'IFC (voir page 14), qui définit les responsabilités des clients en ce qui concerne la gestion des risques environnementaux et sociaux, et la Politique d'accès à l'information, qui énonce les engagements d'IFC en matière de transparence.

Après un processus de consultation mondiale de 18 mois, IFC a révisé son Cadre pour une action durable afin de tenir compte de l'évolution des bonnes pratiques relatives à la gestion des risques environnementaux et sociaux au niveau des entreprises, ainsi que des changements introduits dans le modèle économique de la Société. Les nouvelles dispositions sont entrées en vigueur au 1er janvier 2012. Elles consolident l'attachement d'IFC à des dossiers cruciaux comme le changement climatique, la parité hommes-femmes, les droits des entreprises et de la personne humaine et le renforcement des capacités de clients. Le nouveau cadre a modifié le classement dans les catégories environnementales et sociales pour un alignement plus efficace avec la Banque mondiale et d'autres institutions de financement du développement et pour prendre mieux en compte l'éventail élargi de risques liés aux opérations d'intermédiation financière.

En s'appuyant sur son expérience, IFC a également donné à ses clients de meilleures orientations concernant l'application des Normes de performance aux différents types de projets et d'activités commerciales. La nouvelle Politique d'accès à l'information (voir page 41) marque un changement important par rapport à la Politique d'information de 2006 et aligne IFC sur la Politique d'accès à l'information de la Banque mondiale. Pour plus d'informations, consulter le site http://www.ifc.org/sustainability.

GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

Dans le cadre de son engagement en faveur du développement durable, IFC travaille avec les clients pour éviter, limiter ou compenser les risques et les effets environnementaux et sociaux de leurs projets. La Société suit les résultats environnementaux et sociaux des clients pendant toute la durée de vie de son investissement et contribue à mettre en évidence les opportunités d'améliorer ces résultats.

Lorsqu'un projet est proposé aux fins de financement, IFC effectue un examen social et environnemental au titre de son processus de diligence raisonnable. Elle prend en compte l'évaluation de l'impact du projet par le client ainsi que son engagement et sa capacité à gérer le projet. L'examen détermine aussi dans quelle mesure le projet répond aux Normes de performance d'IFC (voir page 14).

En cas de lacunes, IFC et le client conviennent d'un Plan d'action environnemental et social pour garantir que les normes seront respectées à la longue. Conformément à son Cadre pour une action durable, IFC note les investissements directs qui présentent un certain degré de risque, comme l'indique leur classement environnemental et social dans les catégories A, B ou C. Les projets faisant intervenir des intermédiaires financiers sont notés FI-1, FI-2 ou FI-3, en fonction du niveau de risque au sein des portefeuilles de ces institutions financières.

Pour les projets présentant un risque moyen à élevé, une note d'évaluation environnementale et sociale est attribuée et mise à jour, généralement une fois par an, par les spécialistes des questions environnementales et sociales de l'institution à partir des rapports des clients et des comptes rendus de missions sur le terrain. IFC effectue les missions sur le terrain après avoir engagé et décaissé son financement. Cette évaluation des risques est une source d'information essentielle pour la direction d'IFC. Elle permet également à ses spécialistes de mieux hiérarchiser leurs efforts durant la mission de supervision. La fréquence des missions dépend de l'évaluation du risque environnemental et social que présente le projet et de la manière dont il se déroule par rapport au plan d'action environnemental et social convenu.

Dans le but de renforcer sa gestion des risques environnementaux et sociaux, IFC concentre son action sur la réduction du « déficit d'information » environnementale et sociale de son portefeuille en intensifiant la supervision de ses clients. Ce déficit correspond à la proportion de sociétés incluses dans le portefeuille d'IFC pour lesquelles l'institution n'a pas reçu d'informations actualisées sur les résultats environnementaux et sociaux durant les deux derniers exercices. Le déficit d'information pour l'exercice 12 s'est élevé à 5,6 % et est donc inférieur à l'objectif de 6 %.

CATÉGORIES DE PROJETS D'INVESTISSEMENT D'IFC

A :	Activités économiques susceptibles d'entraîner des risques et/ou des effets négatifs importants sur le plan environnemental ou social, multiformes, irréversibles ou sans précédent.
B :	Activités économiques susceptibles d'entraîner des risques et/ou des effets négatifs modérés sur le plan environnemental ou social, peu nombreux, généralement circonscrits au site du projet, largement réversibles, et pouvant être facilement limités par des mesures d'atténuation.
C :	Activités économiques entraînant des risques et/ou des effets négatifs minimes ou nuls sur le plan environnemental ou social.
FI :	Activités économiques donnant lieu à des investissements dans des institutions financières (IF) ou faisant intervenir des mécanismes donnant lieu à une intermédiation financière. Cette catégorie est subdivisée en trois :
	FI-1 : lorsque le portefeuille actuel ou envisagé d'une IF comporte un engagement financier important dans des activités économiques susceptibles d'entraîner des risques ou des effets négatifs importants sur le plan environnemental et social, multiformes, irréversibles ou sans précédent.
	FI-2 : lorsque le portefeuille actuel ou envisagé d'une IF comprend des activités économiques susceptibles d'entraîner des risques et/ou des effets négatifs modérés sur le plan environnemental ou social, peu nombreux, généralement circonscrits au site du projet, largement réversibles, et pouvant être facilement limités par des mesures d'atténuation, ou bien comprend un très petit nombre d'activités économiques susceptibles d'entraîner des risques ou des effets négatifs importants sur le plan environnemental et social, multiformes, irréversibles ou sans précédent.
	FI-3 : lorsque le portefeuille actuel ou envisagé d'une IF comporte un engagement financier important dans des activités économiques entraînant des risques et/ou des effets négatifs minimes ou nuls sur le plan environnemental ou social.

Le cycle d'un projet d'investissement d'IFC

Le cycle ci-après décrit les étapes suivies par une proposition d'activité économique pour devenir un projet financé par IFC.

1
RECHERCHE D'OPPORTUNITÉS

Guidés par les objectifs stratégiques d'IFC, les chargés d'investissement et les agents de l'institution à la recherche d'opportunités identifient les projets pertinents. Les entretiens initiaux qu'elle a avec un client permettent à IFC de comprendre les besoins de celui-ci et de déterminer si elle peut jouer un rôle.

2
EXAMEN INITIAL

Les chargés d'investissement préparent une description du projet proposé, du rôle d'IFC, de la contribution que l'opération pourrait avoir au développement, des avantages qu'elle pourrait apporter aux parties prenantes et aussi des éléments qui pourraient constituer des obstacles. Les leçons tirées de projets antérieurs sont prises en compte et, dans certains cas, des réunions de pré-évaluation sont organisées en vue d'identifier au plus tôt les problèmes qui pourraient se poser. La haute direction d'IFC décide alors s'il y a lieu d'autoriser l'évaluation du projet.

3
ÉVALUATION (DILIGENCE RAISONNABLE)

L'équipe chargée du projet d'investissement évalue l'ensemble des potentialités, des risques et des opportunités concernant l'investissement en question dans le cadre d'entretiens avec les clients et de visites sur les sites du projet. Les questions suivantes sont posées : L'investissement est-il viable sur le plan financier et économique ? Peut-il respecter les Normes de performance d'IFC en matière de viabilité environnementale et sociale ? Les leçons tirées d'investissements antérieurs ont-elles été prises en compte ? Les obligations d'information et de consultation ont-elles été remplies ? De quelle manière IFC peut-elle aider le client à encore améliorer la viabilité du projet ou de l'entreprise ?

7
EXAMEN ET APPROBATION PAR LES ADMINISTRATEURS

Le projet est soumis aux Administrateurs d'IFC pour examen et approbation selon une procédure ordinaire ou simplifiée. Dans le cadre de la procédure « simplifiée », les Administrateurs examinent les documents mais ne se réunissent pas pour débattre du projet. Cette option peut être retenue pour des projets présentant peu de risques. Certains projets d'envergure limitée peuvent être approuvés par la direction d'IFC à laquelle le Conseil a délégué ce pouvoir. La diligence raisonnable et les obligations relatives à la diffusion de l'information sont les mêmes quelle que soit la procédure suivie. Les Administrateurs exigent que chaque investissement ait un intérêt économique, financier, et en termes de développement et témoigne de la détermination d'IFC à promouvoir une action durable.

8
ENGAGEMENT

IFC et l'entreprise signent l'accord juridique relatif à l'investissement. Ce document recouvre l'engagement pris par le client de se conformer aux normes du Cadre d'IFC pour une action durable, de communiquer immédiatement tout accident grave ou décès et de fournir régulièrement des rapports de suivi. L'accord juridique officialise également le Plan d'action environnemental et social du client.

9
DÉCAISSEMENTS DES FONDS

Les fonds sont souvent décaissés en plusieurs étapes ou lorsque certaines obligations ont été satisfaites, ainsi que stipulé dans l'accord juridique.

4

EXAMEN DE L'INVESTISSEMENT

L'équipe du projet formule des recommandations à la direction du département d'IFC, qui décide s'il convient ou non d'approuver l'investissement. Cette étape du cycle de l'investissement revêt une importance cruciale. L'équipe du projet et la direction du département concerné doivent être convaincues que le client est en mesure et désireux de se conformer aux normes d'IFC et de collaborer avec l'institution pour améliorer la durabilité de l'activité de son entreprise.

5

NÉGOCIATIONS

L'équipe du projet commence à négocier les conditions de la participation d'IFC au projet. Celles-ci couvrent les conditions de décaissement, les obligations en matière de performance et de suivi, l'approbation des plans d'action et le règlement des éventuelles questions en suspens.

6

INFORMATION DU PUBLIC

Après l'achèvement de l'évaluation préalable des questions environnementales et sociales, des résumés de l'évaluation et des plans d'action sont publiés. Ces documents décrivent les principales constatations et énumèrent les mesures que doit prendre le client pour remédier à tout manquement notable. Les documents, ainsi qu'une Fiche récapitulative de l'investissement proposé, sont publiés sur le site web d'IFC avant d'être présentés pour examen aux Administrateurs. La durée de la période de diffusion de l'information est déterminée par la catégorie dans laquelle rentre le projet.

10

SUPERVISION DU PROJET ET SUIVI DES RÉALISATIONS AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT

IFC suit le déroulement de ses investissements pour s'assurer que les conditions de l'accord de prêt sont respectées. L'entreprise présente des rapports réguliers sur sa performance financière, sociale et environnementale et des informations sur d'autres facteurs qui pourraient avoir un effet sensible sur l'entreprise. Des visites sur le site du projet sont prévues au calendrier pour vérifier que les normes environnementales et sociales sont respectées. Grâce au dialogue qu'elle poursuit avec ses clients, IFC peut aider ceux-ci à résoudre des problèmes et aussi identifier de nouvelles opportunités. Elle suit aussi la contribution du projet au développement en comparant les résultats à des indicateurs clés identifiés au début du cycle de l'investissement.

11

ÉVALUATION

Pour contribuer à l'amélioration de la performance des opérations, un échantillon aléatoire de projets qui viennent d'atteindre leur régime de croisière est évalué chaque année.

12

CLÔTURE

IFC procède à la clôture de ses comptes pour le projet lorsque son prêt est intégralement remboursé ou lorsqu'elle cède sa participation au capital de l'entreprise. Il peut arriver qu'elle décide de passer l'investissement par pertes et profits. Son objectif est toutefois d'aider le client à mettre en place des pratiques et des systèmes de gestion qui favorisent la pérennité du projet et resteront en place longtemps après le retrait d'IFC.

Activités exclues des investissements d'IFC

IFC ne finance pas des projets faisant intervenir une activité importante dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- Production ou commerce de tout produit ou activité considéré illégal par la législation ou la réglementation du pays d'accueil ou les conventions et accords internationaux, ou faisant l'objet d'interdictions au plan international, comme les produits pharmaceutiques, les pesticides/herbicides, les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, les polychlorobiphényles, les espèces sauvages, ou les produits réglementés aux termes de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.
- Production ou commerce d'armes et de munitions.
- Production ou commerce du tabac.
- Jeux de hasard, casinos et entreprises analogues.
- Production ou commerce de matériaux radioactifs. Cette interdiction ne s'applique pas à l'achat de matériel médical, matériel de contrôle (mesures) de la qualité et tout matériel pour lequel IFC considère que la source radioactive est négligeable et/ou suffisamment protégée.
- Production ou commerce de fibres d'amiante non encollées. Cette interdiction ne s'applique pas à l'achat et l'utilisation de revêtements en amiante-ciment dont la teneur en amiante est inférieure à 20 %.
- Pêche au filet traînant utilisant des filets de plus de 2,5 kilomètres de longueur.

Pour en savoir plus sur la Liste d'exclusion d'IFC ou sur le traitement des intermédiaires, des institutions de microfinance et des projets de financement du commerce, prière de consulter le site http://www.ifc.org/ifcext/disclosure.nsf/Content/ IFCExclusionList.

ENGAGEMENT EN MATIÈRE D'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

IFC mène ses opérations d'une manière qui s'aligne sur celle qu'elle attend de ses clients au plan de la viabilité environnementale et sociale. Elle s'efforce de réduire l'incidence environnementale de ses activités courantes tout en s'employant à avoir des effets bénéfiques sur les populations partout où elle dispose de bureaux. Tel est l'engagement d'IFC en matière d'empreinte écologique.

L'un des aspects importants de cet engagement est l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. L'électricité consommée au siège d'IFC à Washington représente environ 20 % des émissions de carbone générées par les opérations internes de la Société dans le monde. En définissant des objectifs, IFC a réduit régulièrement sa consommation électrique par poste de travail au fil des ans, l'abaissant à 5 646 kilowatt-heures par poste de travail, soit une diminution de 20 % depuis 2008. La Société a ainsi atteint son objectif avec trois ans d'avance.

IFC s'emploie également à réduire les déchets produits par ses activités. Durant l'exercice 12, aucun déchet des services du siège d'IFC n'est allé en décharge. À la place, 139 220 kilos de papier, métal, plastique, carton, ampoules et piles ont été recyclés, et 19 600 kilos de fournitures de bureau et de meubles ont été donnés à des organisations caritatives. Par ailleurs, 269 687 kilos de déchets ont été traités dans une usine d'incinération locale, contribuant ainsi à la production d'électricité pour la population locale.

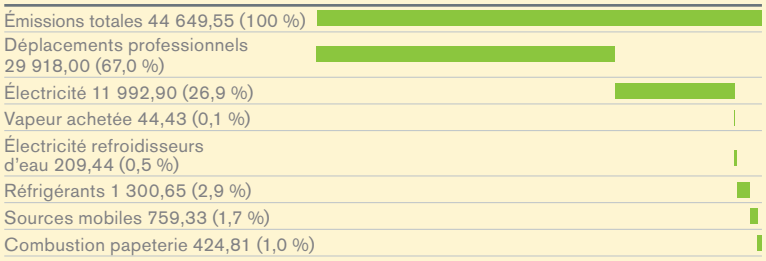
Plus de la moitié de l'empreinte carbone d'IFC est imputable aux déplacements aériens de son personnel. Ses nouveaux centres de téléprésence ont permis au personnel de réduire ses déplacements en avion, contribuant à ses objectifs de viabilité. Plus de 4 400 visioconférences ont été organisées cette année, un chiffre en hausse de 20 % par rapport à l'exercice 11. Ces outils permettent à IFC d'assurer ses fonctions vitales tout en évitant les effets négatifs des transports sur l'environnement.

La Société s'attache à montrer l'exemple sur le plan environnemental et espère ainsi inciter d'autres entreprises à réduire leur empreinte écologique. Durant l'exercice 11, les émissions de carbone des opérations institutionnelles de tous les bureaux d'IFC se sont chiffrées à 44 650 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone. IFC recueille et publie les données sur son empreinte carbone au plan mondial depuis l'exercice 07.

IFC continue d'afficher un bilan carbone neutre pour l'ensemble de ses opérations dans le monde entier.

INVENTAIRE DES ÉMISSIONS DE CARBONE POUR L'EXERCICE 11 – OPÉRATIONS D'IFC DANS LE MONDE

Tonnes d'équivalent dioxyde de carbone



Les émissions de carbone d'IFC pour l'exercice 11 se sont chiffrées au total à environ 44 650 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (tCO_2e), qui comprennent les émissions de dioxyde de carbone, de méthane et d'oxyde d'azote.

Pour compenser son empreinte carbone, la Société a acheté des crédits d'émission de carbone à une centrale à biomasse de 10 MW en Inde, qui utilise principalement des tiges issues de la production de coton, des pois d'Angole, des graines de soja et des balles de riz. Le projet Rake Power VCS de la société Shalivahana Green Energy Limited, cliente d'IFC, va permettre aux agriculteurs de vendre leurs produits agricoles à un meilleur prix et va ouvrir aux populations rurales de nouvelles opportunités liées à la collecte et au transport de la biomasse.

NOUVELLE POLITIQUE D'ACCÈS À L'INFORMATION D'IFC

En sa qualité d'institution financière multilatérale d'envergure mondiale dont les opérations concernent de nombreuses régions et couvrent de nombreux secteurs, IFC a un impact sur une large gamme de parties prenantes. La transparence et la responsabilité revêtent une importance capitale pour l'accomplissement de sa mission. Les organisations transparentes sont mieux à même de gérer les risques de réputation et ont plus de chance de bénéficier de solides droits d'exploitation.

Avec sa nouvelle Politique d'accès à l'information, entrée en vigueur cette année, IFC va pouvoir mieux faire connaître l'impact de ses activités sur le développement et la manière dont elle gère les risques environnementaux et sociaux. Le renforcement de la transparence sur les projets et les investissements va permettre d'enrichir le dialogue et le retour d'information.

Dans le cadre de cette politique, IFC publiera davantage d'informations sur ses projets à chaque étape de leur cycle. Les nouveaux critères de publication de l'information dans le domaine environnemental et social et des résultats au plan du développement s'appliqueront également aux investissements effectués par le biais d'intermédiaires financiers, qui représentent un volet important et croissant du portefeuille de la Société. Cette réorientation met davantage l'accent sur la publication des résultats, conformément aux objectifs du Groupe de la Banque mondiale.

Même si IFC maintient les dispositions concernant la protection des informations sensibles au plan commercial, relatives à des délibérations et à caractère confidentiel, les parties prenantes peuvent se prévaloir d'un mécanisme d'appel indépendant à deux étapes pour contester une décision de ne pas publier une information donnée.

IFC considère qu'une plus grande transparence peut améliorer les performances et favoriser une bonne gouvernance. Elle espère qu'à terme les changements se traduiront par l'amélioration des résultats des projets, un niveau de sensibilisation plus élevé des populations touchées et un renforcement des relations avec les parties prenantes.

Pour plus d'informations, consulter le site www.ifc.org/disclosure.

COLLABORATION AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

IFC sollicite systématiquement les parties prenantes pour recueillir leurs avis et commentaires. Cette démarche est essentielle pour pouvoir produire des résultats.

Lors de la révision de son Cadre pour une action durable – un processus qui a duré 18 mois et s'est achevé l'année dernière, IFC a établi des contacts avec de nombreuses parties prenantes, dont des organisations de la société civile de plus de 16 pays. Les informations recueillies lui ont permis d'établir une nouvelle Politique d'accès à l'information.

Il y a trois ans, la Société a entamé un dialogue avec les parties prenantes au sujet de son rapport annuel, ce qui lui a permis de récolter des informations concrètes sur les questions essentielles couvertes dans le rapport. Son Panel de parties prenantes comprend des représentants de la société civile, du secteur privé et de fondations. Depuis la création du Panel, les contacts avec ses membres sont pris chaque année un peu plus tôt dans le processus d'élaboration du rapport annuel afin de mieux intégrer leurs observations.

IFC continue également de travailler avec les services de liaison du Groupe de la Banque mondiale avec la société civile pour dialoguer régulièrement avec celle-ci. Le Conseiller/Ombudsman pour l'application des directives, en collaboration avec les équipes d'IFC chargées des projets, entretient aussi des contacts étroits avec les communautés locales, les organisations de la société civile et d'autres parties prenantes.

Grâce à ces relations renforcées – et permanentes –, IFC a pu former une boucle d'échanges plus continue avec ses parties prenantes.

Rapport indépendant d'assurance portant sur différentes informations relatives au développement durable

À la demande d'IFC, nous avons procédé à l'examen de différentes informations relatives au développement durable présentées dans le Rapport annuel pour l'exercice clos le 30 juin 2012, notamment des indicateurs quantitatifs (« les Indicateurs ») et des déclarations qualitatives (« les Déclarations »). Nous avons sélectionné les déclarations dont on estime qu'elles formulent un engagement, présentent un intérêt particulier pour les parties prenantes ou peuvent poser un risque de réputation pour IFC, ainsi que les déclarations sur la gestion et la performance de la responsabilité institutionnelle. Les Indicateurs et les Déclarations concernent les domaines essentiels figurant ci-dessous :

Domaines essentiels	Déclarations	Indicateurs
Politique d'IFC	« Les objectifs de développement d'IFC » (p. 18) « Cadre d'IFC pour une action durable » (pp. 36-37)	
Efficacité des investissements et des services-conseil au plan du développement	« Résultats des services-conseil » (p. 23)	Projets d'investissement ayant reçu une note élevée (p. 3) : 68 % ; résultats détaillés par branche d'activité (p. 25, et p. 29 du côté envers de ce rapport), par région (p. 25, et p. 29 du côté envers de ce rapport), et par catégorie de résultats (p. 25) ; et résultats pondérés et non-pondérés (p. 29 du côté envers de ce rapport) Projets de services-conseil ayant reçu une note élevée (p. 3) : 72 % ; et résultats détaillés par domaine d'activité (p. 25) et par région (p. 25)
Notes environnementales et sociales	« Les normes de performance d'IFC » (p. 14) « Gestion des risques environnementaux et sociaux » (p. 37)	Engagements par catégorie environnementale et sociale pour l'exercice 12 (p. 28 du côté envers de ce rapport) : Catégorie — Engagements (millions de dollars) — Nombre de projets A — 931 — 17 B — 3 629 — 153 C — 6 975 — 267 FI — 3 340 — 120 FI-1 — 140 — 2 FI-2 — 410 — 11 FI-3 — 37 — 6 **15 462** — **576**
Actions dans les pays les plus pauvres	« Résultats au plan mondial » (p. 26 du côté envers de ce rapport) Section « Stimuler la croissance et créer des opportunités dans les pays les plus pauvres », et notamment « Depuis 2005, les investissements d'IFC dans les pays IDA [...] troubles civils qui ont pratiquement décimé l'économie nationale. » (pp. 52-53 du côté envers de ce rapport) Section « Les investissements Sud-Sud gagnent en importance », et notamment « C'est aussi une priorité stratégique d'IFC [...] et aidé à relever les normes environnementales et sociales. » (p. 64 du côté envers de ce rapport)	
Changement climatique	Section « Faire face au problème du changement climatique, une priorité urgente », et notamment « Au cours de l'exercice 12, IFC a investi […] ont trait au climat » (p. 43 du côté envers de ce rapport)	Engagements dans des investissements climatiques pour l'exercice 12 (p. 3) : 1 621 millions de dollars
Inclusion financière	Section « Montrer la voie en matière de financement en monnaie nationale » et notamment « Conscients du risque que cela comporte […] et en francs CFA au cours des dix prochaines années » (p. 49 du côté envers de ce rapport) Section « Le financement du commerce est important pour le développement, et notamment « IFC estime que le financement du commerce […] soit une hausse de 23 % par rapport à l'exercice précédent » (p. 65 du côté envers de ce rapport) Section « Dégager des capitaux pour le développement dans les pays émergents », notamment « IFC investit activement dans les fonds de placement axés sur les pays émergents […] près d'un tiers du nombre total d'emplois créés par ses clients » (p. 62 du côté envers de ce rapport)	Nombre et montant des microprêts et des prêts aux PME pour l'exercice 11 (p. 24) Type de prêt — Nombre de prêts (millions) — Montant (milliards de dollars) Microfinance — 19,7 — 19,84 SMEs — 3,3 — 181,25
Évaluation des activités d'IFC	« Le Groupe indépendant d'évaluation » (p. 30)	

Domaines essentiels	Déclarations	Indicateurs
Sécurité alimentaire	« Renforcer la sécurité alimentaire dans les pays en développement » (p. 46 du côté envers de ce rapport)	
Accès à des soins de santé et à l'éducation	« Aider les pauvres à bénéficier de meilleurs services d'éducation et de santé » (p. 47 du côté envers de ce rapport)	
Activités responsables	Section « Améliorer les perspectives économiques des femmes », et notamment « Les femmes sont un important facteur de croissance […] sur une période de dix ans » (p. 56 du côté envers de ce rapport) Section « Qui en profite ? » et notamment « Les projets d'IFC aident à faire face aux effets du changement climatique […] sept nouvelles variétés de semences résistantes au stress pour les agriculteurs locaux (pp. 4-5) « Activités durables » (p. 10)	
Ressources mobilisées	Section « La force du partenariat », et notamment « La Société affiche régulièrement de solides résultats […] Durant l'exercice 12, elle a mobilisé 2,7 milliards de dollars de prêts syndiqués » (p. 61 du côté envers de ce rapport)	
Gouvernance	« IFC et la déontologie institutionnelle » (p. 35)	
Empreinte carbone de la Société	« Engagement en matière d'empreinte écologique » (pp. 40-41)	Émissions de carbone (p. 40) : 44 650 tonnes d'équivalent CO_2 pour l'exercice 2012

Notre examen visait à assurer dans une mesure limitée[1] que :

1. les Indicateurs ont été préparés conformément aux normes de déclaration de l'information applicables en 2012 (les « Normes de déclaration »), qui recouvrent les instructions, procédures et directives établies par IFC pour chaque indicateur, et qui sont récapitulées dans le Rapport annuel, en ce qui concerne les indicateurs relatifs aux Engagements par catégorie environnementale et sociale (p. 28 du côté envers de ce rapport) et à l'Efficacité des investissements et des services-conseil au plan du développement (p. 25), et sur le site Internet d'IFC ;

2. les Déclarations ont été présentées conformément à la « Politique d'information d'IFC », qu'il est possible de consulter sur le site Internet d'IFC[2] et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de fiabilité et aussi de neutralité et de clarté tels que définis par les normes internationales[3].

IFC a la responsabilité de préparer les Indicateurs et Déclarations afin de fournir des informations sur les Normes de déclaration et d'établir le Rapport annuel.

Nous avons pour mission d'exprimer une opinion sur les Indicateurs et les Déclarations fondée sur notre examen. Notre examen a été réalisé conformément à la norme ISAE 3000 (International Standard on Assurance Engagements) de l'IFAC[4]. Notre indépendance est définie par le code de déontologie professionnelle de l'IFAC.

NATURE ET PORTÉE DE NOTRE EXAMEN

En vue de présenter une opinion, nous avons procédé à l'examen ci-après :

- Nous avons évalué les Normes de déclaration, ainsi que les directives et principes applicables pour déterminer leur pertinence, leur exhaustivité, leur neutralité et leur fiabilité.
- Nous avons examiné le contenu du Rapport annuel pour identifier les principales déclarations concernant les domaines du développement durable énoncés plus haut.
- Au niveau du groupe, nous avons eu des entretiens avec plus de 25 personnes responsables de la déclaration des informations pour évaluer la mesure dans laquelle les Normes de déclaration ont été appliquées ou pour établir le bien-fondé des Déclarations.
- Au niveau du groupe, nous avons appliqué des procédures d'analyse et vérifié, par sondages, les calculs et le rapprochement des Indicateurs.
- Nous avons réuni les documents sur la base desquels les Indicateurs ou les Déclarations sont fondés, tels que les rapports préparés, notamment, pour les réunions des administrateurs ou d'autres réunions, les accords de prêts, les exposés et rapports internes et externes, ou les résultats d'enquêtes.
- Nous avons examiné la présentation de l'Information et des Indicateurs dans le Rapport annuel ainsi que les notes correspondantes sur les méthodes suivies.

LIMITES DE NOTRE EXAMEN

Notre examen s'est limité aux Déclarations et aux Indicateurs identifiés dans le tableau précédent, à l'exclusion d'autres informations présentées dans le Rapport annuel.

Nos sondages ont donné uniquement lieu à l'examen de documents et à des

1 Un degré d'assurance plus poussé aurait exigé des travaux plus importants.
2 http://www.ifc.org/ifcext/disclosure.nsf/content/disclosure_policy
3 ISAE 3000 de l'IFAC, Global Reporting Initiative (GRI), ou AA1000 Accountability Standard.
4 ISAE 3000 : « Assurance Engagement other than reviews of historical data », International Federation of Accountants, International Audit and Assurance Board, décembre 2003.

entrevues au siège d'IFC à Washington. À l'intérieur du périmètre d'étude couvert par la présente déclaration, nous n'avons participé à aucune activité avec les parties prenantes extérieures, les clients ou les bureaux d'IFC situés dans les pays, ni réalisé aucun test ou entretien destiné à vérifier la validité des informations relatives à des projets particuliers.

INFORMATIONS SUR LES NORMES DE DÉCLARATION ET LE PROCESSUS DE PRÉPARATION DES DÉCLARATIONS

En ce qui concerne les Normes de déclaration et les directives et principes de préparation des Déclarations, nous présentons les commentaires suivants :

PERTINENCE

IFC présente des informations sur la viabilité de son propre impact et sur l'impact, les réalisations et les risques environnementaux et sociaux des projets qu'elle finance directement ou par le biais d'intermédiaires financiers. Ce niveau de communication d'information est comparable à celui des autres banques multilatérales de développement. IFC fait un effort particulier pour évaluer ses résultats au plan du développement, notamment par le biais de son Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS) et au moyen des objectifs de développement qu'elle a entrepris de définir et de tester (voir p. 18).

EXHAUSTIVITÉ

Les Indicateurs couvrent les activités d'IFC les plus pertinentes. La couverture effective de chaque indicateur est indiquée dans les commentaires joints aux données dans le Rapport annuel. En particulier, concernant les évaluations du DOTS, aucune note n'est fournie actuellement pour les résultats au plan du développement obtenus par les investissements d'IFC dans le domaine d'intervention Financement du commerce. Compte tenu de l'importance croissante des activités Financement du commerce dans son portefeuille, la Société a commencé à déployer un cadre DOTS destiné à évaluer les résultats au plan du développement dans ce domaine d'intervention, en vue de les communiquer ultérieurement.

NEUTRALITÉ ET CLARTÉ

IFC donne des informations sur les méthodes suivies pour établir les Indicateurs dans les commentaires joints aux données publiées ou dans les sections correspondantes et sur le site web d'IFC (la liste des liens est donnée p. 66 du côté envers de ce rapport).

FIABILITÉ

Nous attirons l'attention sur le fait qu'IFC a accompli des progrès en ce qui concerne le renforcement de ses contrôles internes relatifs à « l'efficacité au plan du développement des services-conseil » et à « l'empreinte carbone ». Nous remarquons toutefois que la Société gagnerait à renforcer et à établir de façon plus formelle les méthodes de présentation de l'information et les contrôles internes utilisés pour l'indicateur concernant « les investissements climatiques » et pour la composante environnementale et sociale (E&S) des résultats au plan du développement des services d'investissement. En particulier, il conviendrait de mieux formaliser le processus d'actualisation des évaluations des risques E&S afin de garantir que les informations utilisées pour évaluer la performance environnementale et sociale des projets soient bien toujours les plus récentes.

CONCLUSION

Sur la base de notre examen, nous n'avons relevé aucune anomalie qui nous permettrait de penser que :

- les Indicateurs n'ont pas été présentés, en ce qui concerne tous les points importants, conformément aux Normes de Déclaration ;
- les Déclarations n'ont pas été présentées, en ce qui concerne tous les points importants, conformément à la « Politique d'information d'IFC » et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de neutralité, de clarté et de fiabilité définis par les normes internationales.

Paris-La Défense (France), 20 août 2012

Auditeurs indépendants
ERNST & YOUNG et Associés

ERNST & YOUNG
Quality In Everything We Do

Éric Duvaud
Associé, Technologies propres
et développement durable

LETTRE AU CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil d'administration d'IFC a fait préparer ce rapport annuel conformément aux statuts de la Société. M. Jim Yong Kim, président d'IFC et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des gouverneurs. Les Administrateurs constatent avec satisfaction que, durant l'exercice clos le 30 juin 2012, IFC a accru sa contribution à un développement durable par le biais de ses activités de services-conseil et de ses opérations de financement de projets dans le cadre du secteur privé.

Déclaration du Panel d'examen par les parties prenantes au sujet du Rapport annuel 2012

Il y a trois ans, IFC a établi à titre expérimental le premier Panel d'examen de son Rapport annuel 2010 par les parties prenantes. Cet exercice a permis d'identifier certains sujets d'inquiétude pour les parties prenantes extérieures, tout en favorisant des échanges instructifs et une meilleure compréhension mutuelle entre IFC et les membres du Panel. Le Panel est actuellement composé de huit experts qui apportent différents regards extérieurs sur la manière dont la Société pourrait améliorer le Rapport annuel pour mieux rendre compte du travail complexe qu'elle accomplit en parlant à la fois des arbitrages, des opportunités et des résultats.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Cette année, à la lumière des commentaires du Panel précédent, IFC a développé ses échanges avec le Panel de plusieurs manières : 1) au lieu de définir un autre ensemble de questions essentielles, le Panel a approfondi celles développées par IFC et son Conseil ; 2) il a entamé un dialogue avec deux directeurs d'IFC (Bill Bulmer, directeur du Département de l'environnement, des questions sociales et de la gouvernance, et Nigel Twose, directeur chargé de l'impact sur le développement) et un vice-président (Jingdong Hua, vice-président chargé de la trésorerie, des prêts syndiqués et des technologies de l'information) au sujet d'activités importantes pour plusieurs questions essentielles ; et 3) il a commencé à travailler avec IFC plus tôt sur le rapport en révisant le projet de plan. Par ailleurs, IFC a sollicité l'avis du Panel sur les moyens qu'il verrait d'enrichir le processus d'examen.

IFC a retenu les services d'un animateur neutre pour gérer le processus de participation. Le Panel est composé d'experts recrutés pour un mandat d'un an renouvelable. Ils ont participé à deux téléconférences et à une journée de réunion où ils ont approfondi les questions essentielles, suggéré des améliorations au projet de plan et au premier projet de rapport, et évalué la réactivité d'IFC en examinant la version quasi-finale du rapport. Le Panel n'a pas approuvé ni avalisé le Rapport annuel 2012 mais il a approuvé la présente déclaration du Panel des parties prenantes. La plupart de ses membres ont choisi de recevoir de modestes honoraires en contrepartie de leurs services. En dehors du remboursement des frais de déplacement pour certains d'entre eux, les membres du Panel n'ont reçu aucun autre paiement.

MEMBRES DU PANEL

Le panel était composé des experts suivants :

- Arvind Ganesan, Director, Business and Human Rights, Human Rights Watch
- Marina Gorbis, Executive Director, Institute for the Future
- Daniel Kress, Deputy Director, Health Economics, Bill & Melinda Gates Foundation
- Sabine Miltner, Managing Director, Sustainability, Deutsche Bank AG
- Shalini Nataraj, Vice President, Programs, Global Fund for Women
- Ruth Rosenbaum, Executive Director, Center for Reflection, Education and Action (CREA)
- Faiza Shaheen, Senior Researcher, New Economics Foundation
- Ken Wilson, Executive Director, The Christensen Fund

QUESTIONS ESSENTIELLES

IFC a sélectionné les questions suivantes, qui ont été approfondies par le Panel :

- Promotion d'une croissance solidaire et du développement humain
- Emploi
- Investissements Sud-Sud et financement du commerce
- Changement climatique
- Mobilisation de fonds par le biais de l'Asset Management Company d'IFC et de l'activité Prêts syndiqués

COMMENTAIRES GÉNÉRAUX

Le Panel a apprécié le ton et la franchise de l'équipe d'IFC – en particulier des directeurs et du vice-président qui ont parlé de leur travail et partagé leurs points de vue, ainsi que du directeur chargé de la production du Rapport annuel, Bruce Moats. Les experts membres du Panel depuis plusieurs années ont indiqué qu'ils avaient beaucoup appris sur IFC, ce qui leur permettait de formuler des avis plus nuancés et ciblés. Les membres du Panel se sont dits d'accord pour améliorer le processus d'examen par les parties prenantes afin que le Panel continue d'apporter des informations utiles à IFC.

Les membres du Panel saluent les initiatives prises par IFC pour suivre et mesurer les résultats, en particulier son travail actuel de mesure des impacts sur le développement ; ils encouragent IFC à accélérer ces efforts. Le Panel se félicite également du travail de conseil et d'accompagnement mené par IFC auprès des entreprises privées afin de les aider à avoir un fonctionnement plus viable, plus éthique et plus transparent. Ces pratiques montrent comment IFC expérimente et innove en collectant les enseignements tirés de l'expérience, en sollicitant des retours d'information et des avis, et en affinant les pratiques et les processus. Le Panel encourage IFC à inclure dans le rapport des exemples de ces activités, en plus du travail directement lié aux projets.

De l'avis du Panel, la nouvelle section ajoutée au début du rapport et décrivant les réalisations des cinq dernières années – sous l'impulsion du Vice-président et Directeur général Lars Thunell – donne une vision plus claire des stratégies, du rôle et des réalisations d'IFC par rapport aux éditions précédentes. Il serait souhaitable qu'IFC continue de replacer les activités de l'année écoulée dans une perspective à plus long terme et en intégrant un récapitulatif des principaux résultats et enseignements tirés du plan stratégique d'IFC et de son modèle économique au fil de son évolution.

RECOMMANDATIONS PARTICULIÈRES

- Les questions essentielles devraient être examinées sur une plus longue période et reliées à la fois aux leçons tirées et aux résultats obtenus afin d'enrichir le compte rendu du travail d'IFC sur l'année.
- Il serait souhaitable de fonder les résultats sur les données de plus d'une année afin de disposer d'enseignements, de tendances et d'impacts instructifs.
- IFC est soumise à de nombreuses forces contradictoires à l'intérieur de son portefeuille, liées aux questions d'une croissance moins émettrice de carbone, d'une croissance solidaire qui profite aux femmes et aux plus démunis, et de l'intensité capitalistique des emplois. La Société devrait décrire plus précisément comment ces questions sont interconnectées et comment elle gère ces arbitrages.
- Le rapport de cette année donne une description plus complète des grands types d'activités, en particulier des services-conseil ; le Panel encourage IFC à poursuivre dans cette voie.

Performance financière

Résumé de la performance financière d'IFC

Le revenu net d'IFC est soumis à un certain nombre de facteurs qui peuvent faire fluctuer les résultats financiers d'une année sur l'autre. L'environnement général du marché influe de façon importante sur la performance financière d'IFC.

Le tableau suivant récapitule les principaux éléments composant le revenu net et le revenu étendu d'IFC, ainsi que les facteurs auxquels ces éléments sont soumis et qui influent sur le niveau et la variabilité du revenu net et du revenu étendu d'une année sur l'autre :

ÉLÉMENTS	FACTEURS D'INFLUENCE IMPORTANTS
Revenu net	
Rendement des actifs porteurs d'intérêts	Situation du marché, notamment le niveau des spreads et le degré de concurrence. Sont également inclus dans les revenus des prêts les intérêts non comptabilisés et les intérêts recouvrés sur des prêts précédemment à intérêts non comptabilisés, et les revenus des participations à des prêts individuels.
Revenu des actifs liquides	Gains et pertes réalisés et non réalisés sur les portefeuilles d'actifs liquides, qui dépendent de facteurs externes tels que les taux du marché et la liquidité de certaines classes d'actifs à l'intérieur du portefeuille d'actifs liquides.
Revenu du portefeuille de participations en capital	Performance du portefeuille de participations en capital (principalement les plus-values réalisées, les dividendes, les dépréciations pour perte de valeur, les gains sur les échanges non monétaires et les gains et pertes non réalisés sur les participations en capital).
Provisions pour pertes sur les prêts et les garanties	Évaluation des risques associés aux emprunteurs et probabilité de défaut et de perte en cas de défaut.
Autres revenus et dépenses	Niveau des services-conseil fournis par IFC à ses clients, niveau des dépenses afférentes aux prestations de retraite et autres versées au personnel, et budgets administratif et autres approuvés.
Gains et pertes sur les autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, comptabilisés à leur juste valeur marchande	Principalement, différences entre les changements enregistrés dans les justes valeurs marchandes des emprunts, y compris le spread de crédit d'IFC, et les instruments dérivés associés, et les gains non réalisés associés au portefeuille d'investissements, notamment les options de vente, les bons de souscription et les options d'achat d'actions qui dépendent en partie du climat mondial pour les marchés émergents. La valeur de ces titres est calculée au moyen de modèles développés en interne ou de méthodes utilisant des facteurs observables ou non.
Dons à l'IDA	Niveau des dons à l'IDA approuvés par le Conseil des Gouverneurs.
Autres composantes du revenu global	
Gains et pertes non réalisés sur des titres de participation de sociétés cotées et des titres de dette comptabilisés comme étant disponibles à la vente	Climat mondial pour les participations en capital sur les marchés émergents et performances individuelles des entreprises. La valeur de ces participations est calculée au moyen des cours du marché non ajustés et celle des titres de dette au moyen de modèles développés en interne ou de méthodes utilisant des facteurs observables ou non.
Gains et pertes actuariels nets non constatés et coûts non constatés des prestations futures au titre de régimes d'avantages sociaux	Rendement des actifs de régimes de retraite et principales hypothèses sur lesquelles reposent les prévisions de prestations futures à verser, notamment les taux d'intérêt du marché, l'expérience passée et l'estimation faite par la direction de l'évolution du coût des prestations futures et de la situation économique.

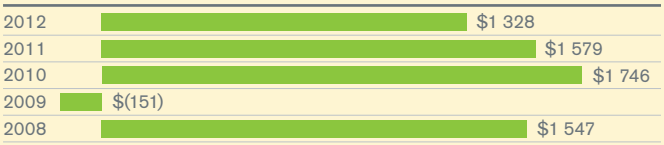
IFC a déclaré un revenu avant dons à l'IDA de 1 658 millions de dollars pour l'exercice 12, contre 2 179 millions de dollars pour l'exercice clos le 30 juin 2011 (exercice 11) et 1 946 millions de dollars pour l'exercice clos le 30 juin 2010 (exercice 10).

La diminution du revenu avant dons à l'IDA sur l'exercice 12 par rapport à l'exercice 11 s'explique principalement par i) la baisse du revenu non réalisé des placements ne faisant pas l'objet de transactions et des autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur marchande ; ii) l'augmentation des dépréciations pour perte de valeur autre que temporaire sur les participations en capital et les titres de dette ; iii) la diminution du revenu des actifs liquides ; iv) la hausse des provisions pour pertes sur prêts et garanties ; et v) la hausse des dépenses administratives partiellement compensées par : i) l'augmentation des gains réalisés sur les participations en capital et des gains sur les échanges non monétaires ; ii) la baisse des dépenses consacrées aux services-conseil, nettes du revenu des services-conseil ; et iii) la hausse des plus-values et moins-values monétaires sur les transactions en devises.

Les dons à l'IDA se sont élevés à 330 millions de dollars sur l'exercice 12, contre 600 millions de dollars sur l'exercice 11 et 200 millions de dollars sur l'exercice 10. En conséquence, le revenu net total s'est établi à 1 328 millions de dollars pour l'exercice 12, contre 1 579 millions de dollars pour l'exercice 11 et 1 746 millions de dollars pour l'exercice 10.

Le revenu net (ou la perte nette) d'IFC pour chacun des cinq derniers exercices clos le 30 juin est présenté ci-dessous (en millions d'USD) :

REVENU (PERTE) NET POUR CHACUN DES CINQ DERNIERS EXERCICES CLOS LE 30 JUIN Millions d'USD



Le tableau ci-dessous contient les principales données financières des cinq derniers exercices (en millions de dollars, sauf indication contraire) :

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices	2012	2011	2010	2009	2008
Résultats nets, principales données :					
Revenu des prêts et garanties	**$ 938**	$ 877	$ 801	$ 871	$ 1 065
(Constitution) reprise de provisions pour pertes sur prêts et garanties	**(117)**	40	(155)	(438)	(38)
Revenu (perte) des participations	**1 457**	1 464	1 638	(42)	1 688
Dont :					
Plus-values réalisées sur les participations	**2 000**	737	1 290	990	1 219
Plus-values sur les échanges non monétaires	**3**	217	28	14	177
Plus-values (moins-values) non réalisées sur les participations comptabilisées à leur juste valeur	**(128)**	454	240	(299)	12
Dividendes et participations aux bénéfices	**274**	280	285	311	428
Pertes de valeur autres que temporaires	**(692)**	(218)	(203)	(1 058)	(140)
Commissions et autres	**–**	(6)	(2)	–	(8)
Revenu des titres de dette	**81**	46	108	71	163
Revenu des opérations sur actifs liquides	**313**	529	815	474	473
Coûts des emprunts	**(181)**	(140)	(163)	(488)	(782)
Autre revenus					
Commissions de service	**60**	88	70	39	58
Services-conseil	**269**	–	–	–	–
Divers	**119**	134	106	114	55
Autre dépenses					
Dépenses administratives	**(798)**	(700)	(664)	(582)	(549)
Services-conseil	**(290)**	(153)	(108)	(134)	(150)
Dépenses au titre du plan de retraite et autres prestations aux retraités	**(96)**	(109)	(69)	(34)	(3)
Divers	**(23)**	(19)	(12)	(14)	(3)
Plus-values (moins-values) monétaires sur les transactions en devises	**145**	(33)	(82)	10	(39)
Revenu (perte) avant plus-values (moins-values) nettes au titre d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur et avant dons à l'IDA	**1 877**	2 024	2 285	(153)	1 938
Revenu (perte) au titre d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions	**(219)**	155	(339)	452	109
Dont :					
Plus-values réalisées	**11**	63	5	–	–
Plus-values sur les échanges non monétaires	**10**	22	6	45	–
Plus-values (moins-values) latentes	**(240)**	70	(350)	407	109
Revenu avant dons à l'IDA	**1 658**	2 179	1 946	299	2 047
Dons à l'IDA	**(330)**	(600)	(200)	(450)	(500)
Revenu (perte) net(te)	**$ 1 328**	**$ 1 579**	**$ 1 746**	**$ (151)**	**$ 1 547**
Bilan consolidé, principales données :					
Total, actif	**$75 761**	$68 490	$61 075	$51 483	$49 471
Portefeuille de liquidités (hors produits dérivés)	**29 721**	24 517	21 001	17 864	14 622
Investissements	**31 438**	29 934	25 944	22 214	23 319
Emprunts utilisés et en cours, avec prise en compte des variations de la juste valeur	**44 665**	38 211	31 106	25 711	20 261
Total capitaux propres	**$20 580**	$20 279	$18 359	$16 122	$18 261
Dont :					
Bénéfices non affectés mis en réserve	**$17 373**	$16 032	$14 307	$12 251	$12 366
Bénéfices affectés mis en réserve	**322**	335	481	791	826
Capital social	**2 372**	2 369	2 369	2 369	2 366
Montants cumulés des autres composantes du revenu global (AOCI)	**513**	1 543	1 202	711	2 703

Au 30 juin, date de clôture des exercices

	2012	2011	2010	2009	2008
Ratios financiers : [1]					
Rendement de l'actif moyen (base GAAP)[2]	**1,8 %**	2,4 %	3,1 %	(0,3) %	3,4 %
Rendement de l'actif moyen (base non-GAAP)[3]	**2,8 %**	1,8 %	3,8 %	(1,1) %	3,7 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP)[4]	**6,5 %**	8,2 %	10,1 %	(0,9) %	9,6 %
Rendement des capitaux propres moyens (base non-GAAP)[5]	**9,9 %**	6,0 %	11,8 %	(3,0) %	9,0 %
Encaisses et placements immédiatement disponibles en pourcentage des besoins estimés de liquidités pour les trois prochains exercices	**77 %**	83 %	71 %	75 %	62 %
Niveau de liquidité des financements extérieurs[6]	**327 %**	266 %	190 %	163 %	96 %
Ratio d'endettement[7]	**2,7:1**	2,6:1	2,2:1	2,1:1	1,6:1
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé[8]	**6,6 %**	6,6 %	7,4 %	7,4 %	5,5 %
Mesure du capital :					
Ratio du capital rapporté aux actifs pondérés des risques[9]	**n/a**	n/a	n/a	44 %	48 %
Montant total des ressources nécessaires (USD milliards)[10]	**15,5**	14,4	12,8	10,9	10,4
Montant total des ressources disponibles (USD milliards)[11]	**19,2**	17,9	16,8	14,8	15,0
Capital stratégique[12]	**3,7**	3,6	4,0	3,9	4,6
Capital stratégique utilisable[13]	**1,8**	1,8	2,3	2,3	3,1
Capital stratégique utilisable en pourcentage des ressources totales disponibles	**9 %**	10 %	14 %	16 %	21 %

1 Certains ratios financiers (voir ci-dessous) font abstraction des effets des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements, d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, d'AOCI et de l'impact des entités à détenteurs de droits variables consolidées (EDDV).

2 Revenu net pour l'exercice en pourcentage de la moyenne des actifs à la fin de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.

3 Revenu net faisant abstraction des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements comptabilisés à leur juste valeur, du revenu des EDDV consolidées et des plus-values ou moins-values nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur, en pourcentage des participations et des prêts décaissés (nets de toute provision) au coût historique, des liquidités (hors mises en pension) et d'autres actifs calculés selon la moyenne de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.

4 Revenu net pour l'exercice en pourcentage de la moyenne du total des capitaux propres (abstraction faite des paiements effectués au titre des souscriptions en cours) à la fin de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.

5 Revenu net faisant abstraction des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements comptabilisés à leur juste valeur, du revenu des EDDV consolidées et des plus-values ou moins-values nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur, en pourcentage du capital appelé et des bénéfices non distribués (avant certaines plus-values ou moins-values latentes et abstraction faite des affectations cumulatives pas encore imputées) calculés selon la moyenne de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.

6 L'objectif d'IFC est de maintenir un niveau minimum de liquidités, constituées par le produit de financements extérieurs représentant au moins 65 % de la somme de : i) 100 % des prêts privilégiés engagés mais non décaissés ; ii) 30 % des garanties engagées ; et iii) 30 % des engagements au titre des produits de gestion des risques des clients.

7 Le rapport entre, d'une part, la somme de l'encours des emprunts et de l'encours des garanties et, d'autre part, la somme du capital souscrit et des bénéfices non distribués et non affectés (moins le montant cumulé des plus-values et des moins-values non réalisées au titre des prêts, des participations et d'autres instruments financiers n'ayant pas fait l'objet de transactions, enregistrés à leur juste valeur dans le revenu net) à la fin de l'exercice.

8 Le ratio entre les réserves totales pour pertes sur prêt et le portefeuille total de prêts décaissés est défini comme étant les réserves pour pertes sur prêts exprimées en pourcentage du portefeuille total des prêts décaissés à la fin de l'exercice.

9 Le ratio entre le capital (y compris le capital libéré, les bénéfices mis en réserve et les provisions générales pour pertes sur prêts) et les actifs pondérés des risques, inscrits au bilan et hors bilan. Le ratio ne comprend pas les bénéfices affectés mis en réserve inscrits au poste « total capitaux propres » du bilan consolidé d'IFC. Le conseil d'administration d'IFC a approuvé le recours à une méthode de calcul économique du capital axée sur les risques à partir de l'exercice achevé le 30 juin 2008 (Ex. 08). L'utilisation parallèle du ratio fonds propres/actif pondérés des risques a été abandonnée.

10 Le capital minimum requis pour maintenir la notation AAA d'IFC. Il correspond à l'agrégation des normes de capital économique basées sur les risques pour chaque classe d'actifs au sein de la Société.

11 Le capital libéré augmenté des bénéfices mis en réserve, nets des bénéfices affectés mis en réserve, plus provisions générales et spécifiques pour pertes sur les prêts. Indique le niveau de ressources disponibles compte tenu des normes de capital économique d'IFC basées sur les risques.

12 Le montant total des ressources disponibles moins le total des ressources requises.

13 90 % du total des ressources disponibles moins le total des ressources requises.

PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

Engagements

Durant l'exercice 12, le total des engagements s'est monté à 20 358 millions de dollars contre 18 660 millions de dollars pour l'exercice 11, soit une augmentation de 9 %. Ce total comprend 15 462 millions de dollars d'engagements d'IFC (12 186 millions de dollars pour l'Ex. 11) et 4 896 millions de dollars de ressources mobilisées (6 474 millions de dollars pour l'Ex. 11).

Durant les exercices 12 et 11, les engagements et les ressources mobilisées comportaient les éléments suivants (USD millions) :

	Ex. 12	Ex. 11
Total des engagements[1]	**$20 358**	$18 660
Engagements d'IFC		
Prêts	**$ 6 668**	$ 4 991
Participations	**2 282**	1 968
Garanties :		
Programme de financement du commerce mondial	**6 004**	4 638
Divers	**398**	529
Gestion des risques des clients	**110**	60
Total des engagements d'IFC	**$15 462**	$12 186
Ressources mobilisées		
Participations aux prêts, prêts parallèles et autres mobilisations		
Participations aux prêts	**$ 1 764**	$ 3 457
Prêts parallèles	**927**	1 127
Autre mobilisations	**814**	134
Total des participations aux prêts, des prêts parallèles et des autres mobilisations	**$ 3 505**	$ 4 718
AMC		
Fonds de recapitalisation, créances subordonnées	**$ 215**	$ 252
Fonds de recapitalisation, participations	**24**	113
Fonds ALAC	**190**	85
Fonds de recapitalisation pour l'Afrique	**8**	4
Total AMC	**$ 437**	$ 454
Autre initiatives		
Programme de liquidité pour le commerce mondial et Programme de financement des produits de première nécessité	**$ 850**	$ 1 050
Mécanisme d'appui à l'infrastructure en situation de crise	**63**	252
Mobilisations au titre de partenariats public-privé (PPP)	**41**	–
Total des autres initiatives	**$ 954**	$ 1 302
Montant total des ressources mobilisées	**$ 4 896**	$ 6 474

1 Les engagements en titres de créance sont inclus dans les prêts et les prises de participation en fonction de leurs principales caractéristiques.

Ratio de mobilisation des ressources

Le ratio de mobilisation des ressources se définit de la façon suivante :

$$\frac{\text{Participations aux prêts + prêts parallèles + autres mobilisations + investissements d'entités autres qu'IFC inclus dans les produits structurés de financement répondant aux critères de mobilisation des ressources + engagements d'entités autres qu'IFC au titre des initiatives d'IFC + investissements d'autres entités qu'IFC engagés dans les fonds gérés par AMC + mobilisation au titre des PPP}}{\text{Engagements (investissements d'IFC + part d'IFC dans les produits structurés de financement + engagements d'IFC dans les initiatives + investissements d'IFC engagés dans les fonds gérés par AMC)}}$$

Pour chaque dollar qu'elle a engagé, IFC a mobilisé (participations aux prêts, prêts parallèles et autres mobilisations de ressources, partie non-IFC des produits structurés de financement, engagements d'entités autres qu'IFC dans les initiatives et investissements d'autres entités qu'IFC dans les fonds gérés par AMC) 0,32 dollar durant l'exercice 12 (0,53 dollar au cours de l'exercice 11).

AMC

Les activités des fonds gérés par AMC au 30 juin 2012 et au 30 juin 2011 peuvent être récapitulées comme suit (en millions de dollars sauf indication contraire) :

	Fonds de recapitalisation, participations	Fonds de recapitalisation, créances sub.	Fonds ALAC	Fonds de recapitalisation pour l'Afrique	Fonds de recapitalisation des banques russes	Total
Actifs gérés au 30 juin 2012 :	$1 275	$1 725	$1 000	$182	$275	$4 457
Provenant d'IFC	775	225	200	–	125	1,325
Provenant d'autres investisseurs	500	1 500	800	182	150	3 132
Pour l'exercice clos le 30 juin 2012 :						
Engagements du Fonds en faveur des bénéficiaires :						
Provenant d'IFC	36	32	48	–	–	116
Provenant d'autres investisseurs	24	215	190	8	–	437
Décaissement des investisseurs en faveur du Fonds :						
Provenant d'IFC	62	28	52	–	–	142
Provenant d'autres investisseurs	40	186	208	14	–	448
Décaissements du Fonds	97	208	174	11	–	490
Décaissements du Fonds (nombre)	6	2	8	3	–	19

	Fonds de recapitalisation, participations	Fonds de recapitalisation, créances sub.	Fonds ALAC	Fonds de recapitalisation pour l'Afrique	Fonds de recapitalisation des banques russes	Total
Actifs gérés au 30 juin 2011 :	$1 275	$1 725	$1 000	$55	$–	$4 055
Provenant d'IFC	775	225	200	–	–	1 200
Provenant d'autres investisseurs	500	1 500	800	55	–	2 855
Pour l'exercice clos le 30 juin 2011 :						
Engagements du Fonds en faveur des bénéficiaires :						
Provenant d'IFC	168	38	21	–	–	227
Provenant d'autres investisseurs	109	252	85	4	–	450
Décaissement des investisseurs en faveur du Fonds :						
Provenant d'IFC	214	47	17	–	–	278
Provenant d'autres investisseurs	138	316	64	1	–	519
Décaissements du Fonds	344	359	78	–	–	781
Décaissements du Fonds (nombre)	4	3	4	–	–	11

SERVICES-CONSEIL

Au 30 juin 2012, le portefeuille de services-conseil d'IFC se montait à 894 millions de dollars contre 822 millions de dollars au 30 juin 2011. Au 30 juin 2012 et au 30 juin 2011, la répartition du portefeuille de services-conseil par domaines d'intervention se présentait de la façon suivante (USD millions) :

	Accès aux financements	Climat de l'investissement	Partenariats public-privé	Services-conseil pour des entreprises durables
Portefeuille actif au 30 juin 2012	$296	$226	$106	$266
Portefeuille actif au 30 juin 2011	$293	$204	$91	$234